



HAL
open science

Les motifs de la participation électorale aux élections municipales québécoises: le cas de 2017

Philippe R. Dubois, François Gélinau

► To cite this version:

Philippe R. Dubois, François Gélinau. Les motifs de la participation électorale aux élections municipales québécoises: le cas de 2017. [Rapport de recherche] Chaire de recherche sur la démocratie et les institutions parlementaires, Université Laval. 2021. hal-03172581

HAL Id: hal-03172581

<https://hal.science/hal-03172581v1>

Submitted on 17 Mar 2021

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

CAHIER DE RECHERCHE
ÉLECTORALE ET PARLEMENTAIRE

NUMÉRO 20 - FÉVRIER 2021

Les motifs de la participation électorale aux élections municipales québécoises

Le cas de 2017

PHILIPPE DUBOIS
FRANÇOIS GÉLINEAU



Chaire de recherche
sur la démocratie et les institutions
parlementaires

Chaire de recherche sur la démocratie
et les institutions parlementaires



UNIVERSITÉ
LAVAL

Les motifs de la participation électorale aux élections municipales québécoises

Le cas de 2017

Rapport de recherche présenté à Élections Québec

Auteurs:

Philippe Dubois

François Gélineau

Coordonnées

Chaire de recherche sur la démocratie et les institutions parlementaires

Département de science politique

Université Laval

Québec (Québec)

G1V 0A6

CANADA

février 2021

TABLE DES MATIÈRES

Introduction	6
Objectif du rapport	8
Données	8
Analyses	8
Portée des résultats	9
<hr/>	
Chapitre 1 – Les déterminants sociodémographiques	10
L'âge	10
Le sexe	11
Le niveau de scolarité atteint	12
Le revenu familial	12
La langue maternelle	12
La taille du ménage	13
Le statut d'emploi	13
Les facteurs explicatifs des variables sociodémographiques sur la participation électorale au municipal	14
En résumé	15
<hr/>	
Chapitre 2 – Voter au municipal, un devoir? Une habitude?	16
L'importance accordée à la participation électorale	16
Voter, un devoir ?	16
Le droit de ne pas voter	17
La fierté associée au vote	18
Les facteurs explicatifs de l'importance accordée au vote sur la participation électorale municipale	19
La participation électorale comme une habitude	20
La participation au scrutin municipal de 2013	20
La fréquence du vote, tous paliers confondus	21
Voter, une habitude (déclarée)	21
Le palier de gouvernement du premier vote	22
L'âge lors du premier vote	23
Les facteurs explicatifs de l'habitude sur la participation électorale municipale	23
En résumé	24
<hr/>	
Chapitre 3 – Les « compétences civiques »	25
Les sources d'information politique des électeurs	26
La connaissance du nom des candidats à la mairie	27
La connaissance du nom des candidats au poste de conseiller municipal	28
La connaissance des positions des candidats à la mairie	29
La connaissance des positions des candidats au poste de conseiller municipal	30
La compréhension du fonctionnement de la politique municipale et du conseil	32
La compréhension des compétences municipales	33
Le sentiment de pouvoir faire un choix éclairé	34
Les facteurs explicatifs relatifs aux « compétences civiques »	34
En résumé	36

Chapitre 4 – L'intérêt personnel pour la politique municipale	37
L'intérêt pour la politique municipale	38
L'intérêt pour les responsabilités municipales	38
Évaluation de l'impact du travail des élus locaux sur la vie des citoyens	39
L'attrait pour un poste électif local	40
Les facteurs explicatifs de l'intérêt personnel pour la politique municipale	41
En résumé	42
Chapitre 5 – La perception de la classe politique	43
La perception du contact des élus municipaux avec les citoyens	43
Le sentiment d'être représenté au conseil municipal	45
La confiance envers les élus du conseil municipal	46
La perception de l'influence des riches sur les élus municipaux	47
La perception du pouvoir d'influence citoyen sur le conseil municipal	48
La perception de la représentativité de la diversité de la municipalité au conseil municipal	48
La satisfaction envers la démocratie municipale	49
Les facteurs explicatifs relatifs à la perception de la classe politique sur la participation électorale municipale	50
En résumé	51
Chapitre 6 – L'influence de la présence des formations politiques municipales	53
La présence de partis politiques municipaux ou d'équipes	53
Le niveau d'identification à un parti politique ou une équipe	54
L'évaluation de la pertinence des partis politiques municipaux	55
Les facteurs explicatifs des partis politiques et des équipes sur la participation électorale municipale	55
En résumé	56
Chapitre 7 – La compétitivité perçue du scrutin	57
L'impact estimé du vote sur le résultat du scrutin	57
L'élection à la mairie	57
L'élection au poste de conseiller municipal	58
La possibilité perçue de battre un élu sortant	59
L'élection par acclamation de maires	60
L'évaluation d'une réelle compétition entre différentes options	62
Les facteurs explicatifs de la compétitivité perçue du scrutin et des équipes sur la participation électorale municipale	63
En résumé	64
Chapitre 8 – L'enracinement dans la communauté	65
Évaluation du sentiment d'appartenance à la municipalité	65
Nombre d'années de vie dans la municipalité	66
Nombre d'années de vie dans le logement	67
Bénévolat au cours des 12 derniers mois	68
L'effet des variables relatives à l'enracinement dans la communauté sur la participation électorale municipale	68
En résumé	69

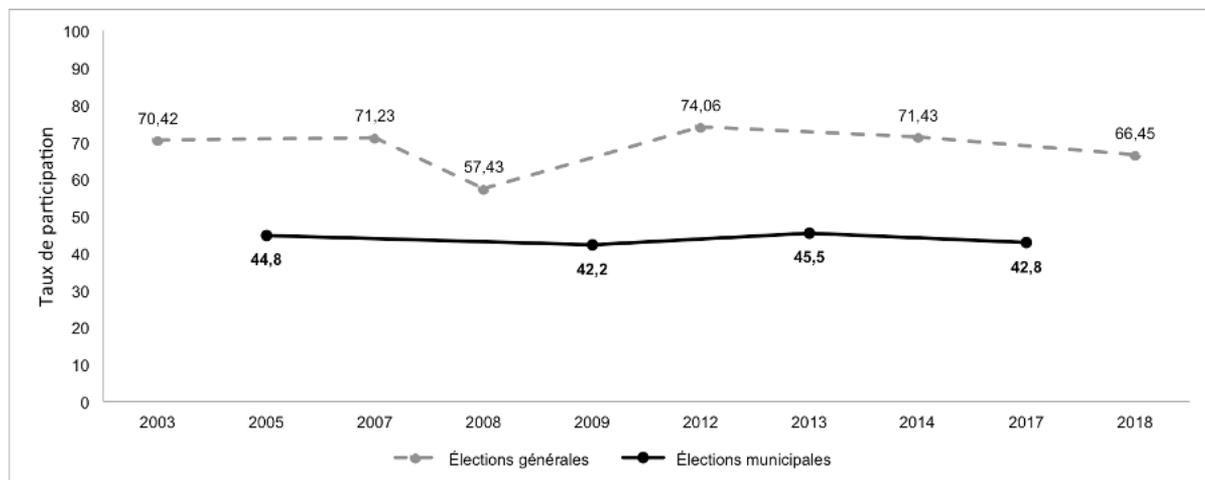
Chapitre 9 – L’influence de l’entourage et l’isolement social	70
Fréquence de discussions sur la politique municipale en dehors des élections	70
L’importance du vote dans l’entourage	71
La reconnaissance du vote par l’entourage	72
La pression sociale de la part de l’entourage	72
Fréquence de contact avec le réseau social	73
La confiance envers les gens en général	73
Les facteurs explicatifs relatifs à l’influence de l’entourage	74
Les facteurs explicatifs relatifs à l’isolement social	75
En résumé	75
Chapitre 10 – La propriété	76
La propriété	76
Un vote rétrospectif chez les propriétaires ?	77
Les facteurs explicatifs relatifs à la propriété sur la participation électorale municipale	78
En résumé	79
Conclusions générales	80
Références	84
Annexe I – questions utilisées par chapitre	88
Annexe II – légende des tailles de municipalité	92

Introduction

La participation électorale, comprise comme l'exercice du vote par les citoyens éligibles à le faire, est à la fois un sujet d'étude vaste et une préoccupation certaine, à la fois pour les chercheurs et les autorités responsables des scrutins. Bien que la question ait été largement étudiée en contexte d'élections fédérales (ex. Blais et al., 2002; Blais et Lowen, 2011; Gélinau, 2013; Netvitte et al., 2000; Pammett et LeDuc, 2003, 2004; Uppal et LaRochelle-Côté, 2012) et québécoises (ex. Gélinau et Morin-Chassé, 2009; Gélinau et Teyssier, 2012; Steben-Chabot, 2016), plusieurs interrogations demeurent en ce qui concerne la participation électorale municipale.

Au Québec, à la suite d'amendements faits à la *Loi sur les élections et les référendums dans les municipalités* (LERM), toutes les élections municipales ont lieu simultanément, à date fixe, le premier dimanche de novembre tous les quatre ans. Or, le taux de participation électorale à ce palier de gouvernance peine à franchir la barre des 50%, loin derrière celui constaté aux élections générales québécoises (Figure 0.1).

Figure 0.1 – Historique comparatif du taux de participation



Sources : Compilation par les auteurs selon les données d'Élections Québec (2020a) pour les élections générales provinciales et du ministère des Affaires municipales et de l'Habitation pour les élections municipales (MAMH, s.d.).

Note : Les scrutins municipaux étant sous la responsabilité des présidents d'élection de chacune des municipalités, les données existantes portant sur les élections municipales québécoises sont somme toute difficiles à obtenir et ne sont pas agrégées. Ainsi, pour calculer le taux de participation municipal, nous avons utilisé à titre indicatif la moyenne du taux de participation à la mairie des 10 plus grandes villes du Québec pour la période indiquée. Cette méthode à l'avantage de fournir simplement et rapidement un ordre de grandeur. Soulignons cependant les limites de cette approche. D'une part, si ces villes représentent près de 50% de la population québécoise, il va sans dire que nos données ignorent la quasi-totalité des scrutins locaux tenus dans les 1131 municipalités locales du Québec. D'autre part, le taux de participation au sein des 10 plus grandes villes fluctuent beaucoup : la participation électorale avoisine les 50% dans les villes de Québec, Saguenay et Trois-Rivières, alors qu'elle est généralement moins élevée à Montréal et Longueuil. Finalement, mentionnons l'élection par acclamation des maires de Terrebonne en 2003 et de Lévis en 2009.

Au niveau municipal, le nombre de bulletins invalides, c'est-à-dire volontairement « annulé » par l'électeur ou rejeté lors du dépouillement du vote par le personnel électoral, est élevé. À titre d'exemple, le Tableau 0.1

montre une comparaison du pourcentage des votes rejetés à la mairie des 10 plus grandes villes du Québec en 2017 par rapport à cette même donnée pour les élections générales québécoises de 2018. Toutes proportions gardées, on y constate que 6 des 10 municipalités présentent un taux plus élevé de bulletins rejetés qu'au élections générales. Montréal, avec 2,4% des votes exprimés jugés non-valides, se démarque du lot. Cette situation, également observée précédemment par Couture et Breux (2014), pourrait s'expliquer selon ces auteurs par la complexité du système électoral montréalais où les électeurs sont invités à voter au minimum 4 fois, c'est-à-dire pour le poste de maire, de maire d'arrondissement (sauf dans le cas de l'arrondissement Ville-Marie), de conseiller de la ville et de conseiller d'arrondissement. Cette hypothèse ne peut cependant pas s'appliquer aux cas de Longueuil (2,12%) et de Terrebonne (2,22%) qui présentent aussi des taux plus élevés.

Tableau 0.1 – Comparatif du taux de bulletins rejetés aux élections à la mairie des 10 plus grandes villes et lors des dernières élections générales québécoises

Juridiction (année)	Bulletin rejetés	Pourcentage	Diff. avec Qc 2018
Québec (2018)	66 085	1,61	
Montréal (2017)	11 632	2,40	0,79
Québec, ville (2017)	2 809	1,35	- 0,26
Laval (2017)	2 089	1,87	0,26
Gatineau (2017)	1 306	1,73	0,12
Longueuil (2017)	1 266	2,12	0,51
Sherbrooke (2017)	715	1,35	- 0,26
Saguenay (2017)	777	1,21	- 0,40
Lévis (2017)	782	1,91	0,30
Trois-Rivières (2017)	650	1,24	- 0,37
Terrebonne (2017)	751	2,22	0,61

Sources : Compilation des auteurs selon les données du Rapport des résultats officiel du scrutin d'Élections Québec (2018) pour l'élection générale québécoise de 2018 et du ministère des Affaires municipales et de l'Habitation (MAMH, s.d.).

Note : Le pourcentage de bulletins rejetés aux élections municipales a été calculé en divisant le nombre de bulletins rejetés tel qu'indiqué sur le site du MAMH par le nombre total de votes exprimés (valides ou non).

Soulignons également que contrairement à la situation qui prévaut aux élections générales québécoises¹, les élections par acclamation ne sont pas rares dans les municipalités. Aux élections de 2005, la majorité des postes de maire (52,5%) ont été pourvus sans élection, par le seul candidat en liste (MAMR, 2005). Si l'on constate une légère baisse du phénomène, qui touche principalement les plus petites municipalités, la proportion était tout de même de 47% en 2017 (Sampson, 2017). En somme, il importe de se questionner sur l'impact d'un tel phénomène sur la vitalité démocratique de ce palier de gouvernance, et ce même si l'absence de compétition électorale à la mairie ne peut être considéré comme le seul indicateur possible de ce phénomène.

1. À l'exception de l'unioniste Pierre Bohémier lors de l'élection partielle dans Labelle en 1958, aucun élu de l'Assemblée nationale n'a été proclamé élu sans opposition depuis 1939.

Objectif du rapport

Le présent rapport a été réalisé dans le cadre du partenariat entre la Chaire de recherche sur la démocratie et les institutions parlementaires de l'Université Laval et Élections Québec. Les présentes analyses appartiennent toutefois entièrement aux auteurs. L'objectif est de mieux comprendre les déterminants du vote lors des scrutins municipaux, en tenant compte des différences possibles causées notamment par la taille des municipalités et de l'âge des électeurs. Cette démarche a pour but de contribuer à l'état du savoir sur la participation électorale en contexte local. Les analyses et résultats qui y sont présentés permettent de faire la lumière sur les différences et similitudes avec d'autres paliers électifs, et, nommément, avec les élections générales québécoises. Ces dernières ont d'ailleurs fait l'objet d'une attention particulière dans les travaux menés par la Chaire dans le cadre de son partenariat avec Élections Québec². Ainsi, nous posons donc un regard inédit sur les dimensions d'un phénomène encore peu étudié, à une époque où les municipalités québécoises semblent jouer un rôle plus important sur la scène politique³.

Données

Les données utilisées dans ce rapport proviennent d'une étude par sondage réalisée par Synopsis recherche marketing, sous la direction scientifique de François Géliveau (Université Laval), Sandra Breux (INRS-UCS) et Jérôme Couture (INRS-UCS), peu de temps après les élections municipales de 2017⁴. Les répondants, au nombre de 4023, ont été invités à remplir le questionnaire par Internet, et n'ont reçu aucune rétribution en échange. En revanche, ils étaient inscrits à un tirage trimestriel de la firme de sondage. Le questionnaire utilisé comportait 69 questions couvrant une diversité de thèmes liés à la participation électorale, en plus de permettre la constitution du profil sociodémographique des répondants. Les questions utilisées dans le présent rapport sont indiquées à l'Annexe I. Dans le but d'obtenir un échantillon représentatif pour chacune des différentes catégories de municipalités, l'échantillon a été stratifié de la façon suivante :

Tableau 0.2 – Nombre de répondants par catégorie de municipalité

Taille de la municipalité	Nombre de répondants
Moins de 5000 habitants	745
Entre 5000 et 19 999 habitants	930
Entre 20 000 et 99 999 habitants	1081
100 000 habitants et plus	1267

L'échantillon final comporte également 798 répondants provenant de municipalités dans lesquelles les élections ont été remportées par acclamation.

Analyses

L'analyse des résultats a été faite en utilisant le logiciel de traitement statistique STATA. Les réponses ont été pondérées en fonction des données de Statistique Canada : un poids correspondant aux profils

2. Tous les *Cahiers de recherche électorale et parlementaire* produits par la Chaire de recherche sur la démocratie et les institutions parlementaires sont d'ailleurs disponibles en libre accès à l'adresse suivante : <http://www.democratie.chaire.ulaval.ca/index.php?pid=952>
3. Nous faisons notamment référence ici à l'adoption récente de la *Loi visant principalement à reconnaître que les municipalités sont des gouvernements de proximité et à augmenter à ce titre leur autonomie et leurs pouvoirs*, de la *Loi accordant le statut de capitale nationale à la Ville de Québec et augmentant à ce titre son autonomie et ses pouvoirs* ou encore de la *Loi augmentant l'autonomie et les pouvoirs de la Ville de Montréal, métropole du Québec*. Ces textes législatifs ont tous pour objectif, en plus de reconnaître les municipalités comme « gouvernements de proximité », d'octroyer plus de pouvoirs à leur administrations, et donc ultimement aux élus locaux du Québec.
4. Ce projet a été approuvé par le Comité d'éthique de la recherche de l'Université Laval : No d'approbation 2017-279 / 12-10-2017.

sociodémographiques de la population québécoise a été attribué à chacun des répondants afin que les résultats globaux soient le plus représentatifs possible de l'ensemble du Québec.

Les données présentées dans ce rapport se rapportent à l'exercice du vote lors des élections municipales. Le Chapitre 1 dresse le profil de la participation électorale municipale en fonction du profil sociodémographique des répondants. Les chapitres subséquents présentent des variables rassemblées en des facteurs déterminants basés sur la littérature scientifique. Ainsi, nous présentons l'effet des variables sur l'exercice du vote que nous associons, dans l'ordre, au vote à titre de devoir et d'habitude (Chapitre 2); aux compétences civiques (Chapitre 3); à l'intérêt personnel pour la politique municipale (Chapitre 4); à la perception de la classe politique municipale (Chapitre 5); aux partis et équipes politiques (Chapitre 6); à la compétitivité perçue du scrutin (Chapitre 7); à l'enracinement de l'électeur dans sa communauté (Chapitre 8); à l'influence de l'entourage (Chapitre 9) et à la propriété (Chapitre 10).

L'ensemble des chapitres est divisé de manière similaire. D'abord, une série d'analyses bivariées est présentée en fonction de l'exercice du vote aux élections de 2017; l'âge et la taille de la population⁵ de la municipalité du répondant. Ensuite, les résultats d'une régression multivariée de type *logit* sont présentés pour évaluer l'effet des variables sur la participation électorale. Cela permet d'estimer la force de la relation entre chaque variable et la participation électorale en prenant en compte l'effet des variables sociodémographiques.

Portée des résultats

Ce rapport de recherche présente des données inédites sur la participation électorale aux élections municipales au Québec. Il s'agit d'un premier tour d'horizon des facteurs qui influence l'exercice du vote à ce palier qui prend en considération autant de variables. Notons aussi qu'il présente des résultats en fonction de la taille des municipalités, ce qui n'est pas commun dans la littérature. Les données statistiquement fiables à cet effet demeurent encore peu nombreuses et difficilement accessibles. Ainsi, il pave la voie à des analyses subséquentes en décrivant ce qui semble ou non influencer la participation des électeurs à ce rendez-vous démocratique. De plus, le rapport illustre les similitudes des résultats présentés avec ceux d'autres études précédentes portant sur le palier municipal canadien et québécois.

Notons toutefois que la méthode de collecte de données ne constitue qu'un seul coup de sonde à la suite d'une seule élection. Ainsi, nos résultats ne peuvent servir à porter un jugement longitudinal sur la participation électorale au municipal. Ce rapport constitue donc un premier regard, une première pièce d'un casse-tête, mais d'autres analyses seront nécessaires pour comprendre le phénomène dans toute sa complexité.

5. Les municipalités ont été classées ainsi aux fins d'analyse : très petites, petites, moyennes et grandes. Une légende indiquant la population associée à chacune de ces catégories est disponibles à l'Annexe II.

1. Les déterminants sociodémographiques

Pour comprendre les dynamiques relatives à la participation électorale municipale, il faut d'abord s'attarder aux déterminants sociodémographiques. En d'autres mots, il nous faut savoir quels sont les électeurs les plus susceptibles d'exercer leur droit de vote, et en contrepartie lesquels sont les plus propices à s'abstenir. Pour ce faire, nous présentons dans ce premier chapitre le profil sociodémographique des votants et des non-votants lors des élections municipales québécoises de 2017.

Ce chapitre expose une série de figures illustrant des analyses bivariées, c'est-à-dire le croisement de la variable illustrant la participation électorale⁶ avec divers facteurs sociodémographiques comme l'âge, le sexe, le niveau de scolarité, le niveau de revenu, la langue maternelle, le lieu de naissance, l'appartenance à une minorité visible, la taille du ménage ainsi que l'occupation principale. Les résultats en pourcentages indiquent la proportion de votants et de non-votants pour chacune des variables étudiées. Cela permet d'observer leurs effets potentiels sur la décision de voter ou non.⁷ En fin de chapitre, nous présentons les résultats d'une régression logistique réalisés à partir de ces différents facteurs sociodémographiques afin de déterminer lesquels ont le plus d'impact sur la participation électorale municipale.

L'âge

Il est généralement admis dans la littérature scientifique que l'âge a un effet sur la participation électorale (Duval, 2005 : 56-58). Les personnes plus jeunes seraient moins nombreuses que les personnes plus âgées à exercer leur droit de vote, sauf en ce qui concerne les 75 ans et plus chez qui l'on constate une certaine diminution. C'est ce que l'on désigne comme le « cycle de vie » de l'électeur dans la littérature : en vieillissant, les gens votent davantage (pour des données québécoises à ce sujet, voir Gélinau et Morin-Chassé, 2009; Gélinau et Teyssier, 2012). L'écart dans la participation électorale entre les générations (les jeunes d'aujourd'hui votent moins que les jeunes des générations précédentes), ce que l'on appelle « l'effet générationnel » (Blais et al., 2004; Gélinau et Teyssier, 2012), pourrait en partie s'expliquer par la « maturité ». À cet effet, Smets (2016) avance qu'un manque d'expériences de vie peut amener les jeunes adultes à prendre l'habitude de s'abstenir. Qui plus est, on assiste ces années-ci au Québec à un réaligement politique important qui concorde avec la montée d'une nouvelle génération, les « Z », dont les membres abordent les questions politiques et militantes d'une manière différente des précédentes générations. Les plus jeunes électeurs sont ainsi moins enclins à intégrer les institutions et les formes « classiques » de militantisme et de participation, ce qui n'est toutefois pas synonyme d'un désintéressement à la chose publique (Gélinau, 2019; Montigny et Villeneuve-Siconnelly, 2019). Cela pose toutefois un défi démocratique. Ainsi, il est raisonnable de s'attendre à ce qu'au municipal comme ailleurs, les plus jeunes votent moins que leurs aînés.

Le croisement de la participation électorale et de l'âge, comme illustré à la Figure 1.1, montre que les répondants âgés de 18 à 34 ans, sans surprise, votent moins que les plus âgés. En effet, si plus de 70 % des répondants âgés de plus de 55 ans affirment avoir voté lors des élections municipales de novembre 2017, cette proportion baisse à 55,49 % chez les 18-24 ans, et à 60,17 % chez les 25-34 ans. Seuls les 35-44 ans se situent dans la moyenne de tous les répondants. Fait à noter, on constate une légère diminution du taux de participation déclaré chez les 45-54 ans. Bien que la différence avec les 35-44 (-4,08 %) n'est pas

6. Cette variable dichotomique (a voté / n'a pas voté) est associée à la question Q1 du sondage : « Les élections municipales ont eu lieu le dimanche 5 novembre dernier. Dans toute élection, certaines personnes ne sont pas en mesure de voter parce qu'elles sont malades ou occupées, ou bien pour d'autres raisons. D'autres ne veulent pas voter. Pour votre part, avez-vous voté lors de ces élections municipales ». Le questionnaire complet est disponible en annexe du présent rapport.

7. Comme c'est le cas généralement dans les sondages d'opinion portant sur la participation électorale, mentionnons que les votants (2688 répondants) sont surreprésentés dans notre échantillon par rapport aux non-votants. Toutefois, le nombre de non-votants permet ici des analyses statistiquement significatives.

statistiquement significative⁸, cette baisse est tout de même intéressante. De plus, comme la Figure 1.1 l'indique, une différence statistiquement significative entre les moins de 55 ans et les plus de 55 ans apparaît clairement dans nos données, les premiers votant moins que les seconds. Ainsi, nos résultats semblent s'inscrire dans la tendance générale à propos de l'âge et de la participation électorale, à l'exception du groupe des 45-54 ans.

Figure 1.1 – La participation électorale municipale et l'âge

Voté aux élections municipales de 2017	Groupe d'âge						Total
	18-24 ans	25-34 ans	35-44 ans	45-54 ans	55-64 ans	65 ans et plus	
Oui	55,49 [50,19;60,67]	60,17 [53,50;66,49]	64,43 [58,73;69,76]	60,35 [54,33;66,07]	74,24 [70,47;77,78]	78,41 [73,59;82,56]	66,89 [64,30;69,39]
Non	44,51 [39,33;49,81]	39,83 [33,51;46,50]	35,57 [30,24;41,27]	39,65 [33,93;45,67]	25,76 [22,32;29,53]	21,59 [17,44;26,41]	33,11 [30,61;35,70]
Total	100	100	100	100	100	100	100

p<0,001

Avec l'âge, le sexe d'un individu serait le facteur sociodémographique le plus propice à prédire la propension d'un électeur à participer au scrutin. Ces deux facteurs combinés, les données québécoises montrent que « les hommes des plus récentes cohortes votent dans une moins grande mesure que les femmes » (Gélineau et Teyssier, 2012 : 19). Or, lorsque l'on compare strictement les deux sexes, la différence est moins claire (Duval, 2005 : 14). En ce qui concerne les élections générales québécoises, une étude de 2009 ne montrait aucune différence statistique entre ces deux sexes (Gélineau et Morin-Chassé, 2009). Plus récemment, les analyses produites par la Chaire de recherche sur la démocratie et les institutions parlementaires (2018; voir aussi Dubois et al., à paraître) en collaboration avec Élections Québec montrent que les femmes des plus récentes générations tendent à voter davantage que les jeunes hommes. Qu'en est-il donc aux élections municipales ?

Les résultats de notre étude, comme illustrés à la Figure 1.2, semblent montrer une différence statistiquement significative entre les hommes – qui voteraient davantage au scrutin municipal – et les femmes. Lorsque l'on prend en considération la taille de la municipalité de l'électeur, la participation des hommes demeurent supérieure dans toutes les catégories.

Figure 1.2 – La participation électorale municipale et le sexe

Voté aux élections municipales de 2017	Sexe		
	Homme	Femme	Total
Oui	71,70 [68,47;74,71]	62,43 [58,75;65,98]	66,87 [64,27;69,36]
Non	28,30 [25,29;31,53]	37,57 [34,02;41,25]	33,13 [30,64;35,73]
Total	100	100	100

p<0,001

Les recherches antérieures ont montré un lien entre la participation électorale et le niveau d'éducation atteint, mais les raisons de cette association ne sont pas claires (Blais et al., 2002; Duval, 2005 : 20-25). À cet égard, la situation observable lors des élections générales québécoises ne fait pas exception (Gélineau et Morin-Chassé, 2009). Sur la scène municipale, l'étude de Kushner et Siegel (2006) est arrivée à des résultats inverses, montrant un déclin linéaire de l'exercice du vote chez les électeurs plus scolarisés par rapport à ceux l'étant moins. Or, cela peut être dû au faible échantillon utilisé ainsi qu'au devis de recherche (un sondage réalisé

8. L'intervalle de confiance utilisée dans ce rapport est de 95%.

auprès d'électeurs d'une seule ville de taille moyenne de l'Ontario). L'échantillon utilisé ici et la distribution des répondants dans toutes les catégories relatives à la taille de leur municipalité nous permettent de porter un regard plus solide sur l'influence du niveau de scolarité atteint sur la participation électorale municipale. Nos résultats sont présentés à la Figure 1.3.

Figure 1.3 – La participation électorale municipale et le niveau de scolarité atteint

Voté aux élections municipales de 2017	Niveau de scolarité complété			
	Moins que secondaire	Secondaire/cégep	Université	Total
Oui	55,80 [48,93;62,46]	63,72 [61,01;66,35]	75,00 [71,70;78,04]	66,88 [64,29;69,38]
Non	44,20 [37,54;51,07]	36,28 [33,65;38,99]	25,00 [21,96;28,30]	33,12 [30,62;35,71]
Total	100	100	100	100

p<0,001

Aux fins de la présente analyse, nous avons regroupé les données en trois catégories, comme il est d'usage de le faire (Blais *et al.*, 2004; Gélinau et Morin-Chassé, 2009) : les électeurs sans diplôme d'études secondaires, ceux détenant un diplôme d'études secondaires ou collégiales, et les diplômés universitaires. Sans surprise, la participation électorale semble augmenter avec le niveau de scolarité, et ce de façon statistiquement significative et linéaire. Un écart de près de 20 % est observé entre les répondants n'ayant pas terminés d'études secondaires et ceux détenant au moins un diplôme universitaire. Plus le niveau de scolarité atteint d'une personne est élevé, plus elle a de chance de voter aux élections municipales.

Le revenu familial

La recension des écrits réalisée par Duval (2005 : 15) nous apprend que les chercheurs semblent tenir pour acquis que le niveau de revenu familial influence positivement la participation électorale, mais que nous savons peu de choses sur son effet réel. Il est admis que les gens plus fortunés seraient plus enclins à voter (Blais *et al.*, 2002). Pourtant, au Québec, Gélinau et Morin-Chassé (2009) ont montré que cette relation n'est pas si évidente, et que la relation n'est pas linéaire entre le revenu des Québécois et leur participation.

Comme l'illustre la Figure 1.4, la participation électorale municipale semble augmenter avec le niveau de revenu annuel (avant impôts) du ménage de l'électeur.

Figure 1.4 – La participation électorale municipale et le niveau de revenu annuel brut du ménage

Voté aux élections municipales de 2017	Revenu annuel avant impôt						Total
	20 000\$ et moins	20 000 à 39 999 \$	40 000 à 59 999\$	60 000 à 79 999\$	80 000 à 99 999\$	100 000\$ et plus	
Oui	54,52 [49,26;69,68]	62,12 [57,87;66,19]	66,49 [62,70;70,07]	70,08 [65,85;74,00]	70,77 [66,53;74,67]	70,43 [65,82;74,67]	66,57 [63,99;69,05]
Non	45,48 [40,32;50,74]	37,88 [33,81;42,13]	33,51 [29,93;37,30]	29,92 [26,00;34,15]	29,23 [25,33;33,47]	29,57 [25,33;34,18]	33,43 [30,95;36,01]
Total	100	100	100	100	100	100	100

p<0,001

La langue maternelle

Peu de choses ont été écrites sur l'existence ou non d'une relation entre la participation électorale et la langue (Duval, 2005 : 17). Lévesque (1999), dans son analyse des circonscriptions québécoises à haut taux de non-francophones, mentionne que les anglophones et les allophones du Québec constituent une grande part des « abstentionnistes occasionnels ». Or, peu de choses ont été écrites à ce sujet depuis, et seul le rapport

de recherche de Gélinau et Morin-Chassé (2009) semble avoir traité du sujet au Québec. Ces auteurs, à l'occasion des élections générales de 2008, ont remarqué une différence statistiquement significative entre les votants francophones et non francophones. Cependant, rien ne nous permet de conclure en une tendance ou en une observation circonstancielle.

Nos résultats montrent que les anglophones de naissance, suivi des allophones, participent davantage aux élections municipales que les électeurs francophones. Ces résultats (voir Figure 1.5) sont cependant à prendre avec précaution puisque, notamment, les échantillons de répondants associés aux deux premières catégories, respectivement 500 anglophones et 201 allophones, sont très petits par rapport au nombre de répondants francophones de langue maternelle (3 310). Les répondants non-francophones sont aussi concentrés dans la région métropolitaine de Montréal. Les différences entre les groupes ne sont pas statistiquement significatives. Il n'en demeure pas moins qu'elles montrent une situation intéressante qui mériterait sans doute d'être approfondie.

Figure 1.5 – La participation électorale municipale et la langue maternelle

Voté aux élections municipales de 2017	Langue maternelle			
	Anglais	Français	Autre	Total
Oui	75,20 [69,28;80,30]	65,48 [62,60;68,24]	69,50 [61,83;76,22]	66,89 [64,29;69,39]
Non	24,80 [19,70;30,72]	34,52 [31,76;37,40]	30,50 [23,78;38,17]	33,11 [30,61;35,71]
Total	100	100	100	100

p<0,01

La taille du ménage

Prendre en considération la taille du ménage pour étudier la participation électorale peut sembler curieux. Or, spontanément, l'on pourrait penser que certaines responsabilités municipales comme les loisirs rejoignent davantage les parents, ce qui pourrait stimuler leur intérêt envers ce palier de gouvernance et ultimement leur participation électorale. À l'inverse, le manque de temps – l'une des raisons souvent évoquées pour ne pas se rendre aux urnes – pourrait avoir l'effet inverse. D'après les données, la présence d'enfants dans le ménage ne semble pas avoir d'impact sur la participation électorale municipale. En effet, selon les répondants, aucune différence statistiquement significative ne se dégage entre les différentes catégories, comme l'illustre la Figure 1.6. Lorsque l'on regroupe tous les répondants en deux catégories (avec ou sans enfants), aucune différence statistiquement significative n'est observée.

Figure 1.6 – La participation électorale municipale et la taille du ménage

Voté aux élections municipales de 2017	Nombre de personnes de moins de 18 ans au sein du ménage						Total
	Aucune	1	2	3	4	5 et plus	
Oui	67,31 [64,36;70,13]	66,95 [61,73;71,78]	65,71 [60,53;70,55]	64,94 [57,22;71,96]	68,75 [53,72;80,66]	54,55 [34,16;73,51]	66,88 [64,28;69,37]
Non	32,69 [29,87;35,64]	33,05 [28,22;38,27]	34,29 [29,45;39,47]	35,06 [28,04;42,78]	31,25 [19,34;46,28]	45,45 [29,49;65,84]	33,12 [30,63;35,72]
Total	100	100	100	100	100	100	100

n.s.

Le statut d'emploi

Finalement, se peut-il que le statut d'emploi puisse influencer la participation électorale ? Les études ayant inclus cette variable dans leur analyse montrent que, généralement, les personnes actives sur le marché du

travail votent plus (Duval, 2005 : 15-15; Uppal et LaRoche-Côté, 2012). Considérant les résultats présentés plus tôt à propos de la participation électorale plus faible chez les jeunes, mais plus importante chez les diplômés universitaires, il est également intéressant de se questionner sur la présence ou non d'être aux études.

Ainsi, aux fins de la présente analyse, nous avons regroupé les données en trois catégories (voir Figure 1.7). Les répondants ayant déclaré être travailleur autonome, à l'emploi d'un employeur, au foyer et travailleur ainsi qu'à la retraite avec un travail ont été regroupés dans la catégorie « Au travail » puisqu'ils sont actifs. Les étudiants (incluant ceux qui ont mentionné avoir aussi un travail durant leurs études) ont été classés dans « aux études ». Finalement, la catégorie « Autre » regroupe les répondants à la retraite, sans travail ou en recherche d'emploi, les personnes au foyer ainsi que celles en arrêt de travail.

Figure 1.7 – La participation électorale selon le statut d'emploi

Voté aux élections municipales de 2017	Statut d'emploi			
	Travailleur	Étudiant	Autre occupation	Total
Oui	66,64 [63,65;69,49]	55,59 [49,27;61,74]	70,03 [66,63;73,22]	67,09 [64,52;69,56]
Non	33,36 [30,51;36,35]	44,41 [38,26;50,73]	29,97 [26,78;33,37]	32,91 [30,44;35,48]
Total	100	100	100	100

$p < 0,001$

Les données montrent ainsi que les personnes n'étant pas actives sur le marché du travail (« Autre ») déclarent voter davantage que les travailleurs et les étudiants. Ces derniers votent d'ailleurs significativement moins que les deux autres catégories. Ces résultats font écho à l'effet de l'âge sur le vote. Même si l'on observe une différence d'un peu plus de 3 % entre les travailleurs ayant indiqué avoir voté aux élections municipales de 2017 et les personnes regroupées dans la catégorie « Autre », cette différence n'est pas statistiquement significative.

Les facteurs explicatifs des variables sociodémographiques sur la participation électorale au municipal

L'analyse de régression (Figure 1.8) confirme l'effet de l'âge, du sexe, du niveau de scolarité, du niveau de revenu et, dans une moindre mesure, de la langue. La variable ayant l'effet le plus manifeste – et le seul qui est positif – sur la participation électorale au palier municipal est le niveau d'étude : détenir un diplôme universitaire, peu importe le cycle, influence positivement la propension à participer aux scrutins locaux. Comme attendu, l'effet de l'âge se confirme lui aussi. Les électeurs âgés de moins de 35 ans sont statistiquement moins enclins à voter pour un maire ou pour un conseiller. Fait surprenant, mais déjà énoncé dans nos analyses bivariées, l'effet du sexe semble réel. En somme, les femmes ont tendance à moins exercer leur droit de vote au municipal que les hommes. Finalement, les revenus semblent également influencer la participation électorale municipale; les électeurs vivant dans un ménage disposant de moins de 40 000 \$ de revenus avant impôt étant moins portés à voter.

Figure 1.8 – La participation électorale municipale en fonction des variables sociodémographiques

Voté aux élections municipales de 2017	Coefficient de régression	Erreur Standard
34 ans et moins	-0,369**	0,123
Femme	-0,369**	0,111
Études universitaires	0,516***	0,086
Revenu <40 000\$	-0,239**	0,086
Francophone	-0,289*	0,135
Immigrant	-0,229	0,170
Enfants	0,058	0,049
Étudiant	-0,112	0,133
Constante	1,396***	0,310

***p<0,001 **p<0,01 *p<0,05

Contrairement à ce que laissaient croire les données illustrées à la Figure 1.7, le statut d'occupation ne semble pas être statistiquement valable pour expliquer le taux de participation. En effet, les résultats de l'analyse de régression montrent qu'être aux études ne semble pas avoir d'effet significatif. Ce qui confirme que l'effet observé à la Figure 1.10 était probablement imputable à l'âge des répondants plutôt qu'à leur statut d'étudiant. Enfin, l'effet de s'identifier comme membre d'une communauté ethnique ou d'être immigrant sur la participation électorale locale n'est pas non plus confirmé.

En résumé

- Le niveau d'éducation est identifié comme le facteur sociodémographique le plus important : les électeurs qui ont fait des études universitaires participent davantage aux élections municipales.
- L'effet de l'âge est aussi confirmé : les jeunes électeurs votent moins que les plus âgés.
- Il en va de même en ce qui concerne le sexe : les femmes votent moins que les hommes lors des scrutins locaux, contrairement à ce qui prévaut aux élections générales québécoises.
- Le niveau de revenu du ménage avant impôt semble aussi influencer la participation électorale.

2. Voter au municipal, un devoir? Une habitude?

Ce chapitre présente les résultats d'analyses liés à deux facteurs explicatifs de la participation électorale appliqués au palier municipal, c'est-à-dire l'importance que l'électeur accorde à l'exercice du droit de vote ainsi que l'habitude à participer aux scrutins. Une série de variables associées à l'un ou l'autre de ces facteurs seront présentés, suivi d'analyses de régression multivariée afin de faire ressortir leur valeur explicative. À la toute fin, un encadré présente un résumé des principales conclusions.

L'importance accordée à la participation électorale

Le sens du devoir civique est défini dans la littérature comme étant la motivation à participer aux scrutins des électeurs qui considèrent le vote comme une obligation (Blais, 2000). Il est généralement admis qu'un citoyen considérant l'exercice du vote comme un devoir sera plus assidu aux urnes lors des élections. Les études s'étant attardées à ce déterminant de la participation électorale semblent confirmer cette hypothèse, quoi que certains résultats portent à croire que bon nombre d'autres facteurs influencent l'exercice du vote, et qu'on ne peut donc pas entièrement l'expliquer par la considération du vote comme un devoir (Duval, 2005 : 40-41).

Également, plusieurs rapports de recherche récents mentionnent que les jeunes auraient moins tendance à considérer l'exercice du vote comme un devoir civique, ce qui expliquerait en partie leur participation électorale plus faible (Blais et Loewen, 2012; DGEQ, 2012; Duval, 2005 : 40; Gélinau et Morin-Chassé, 2009; INM, 2018; Steben-Chabot, 2016).

Aux fins de la présente analyse, trois questions ont été utilisées pour évaluer l'importance qu'accordent les répondants à la participation électorale.

Voter, un devoir ?

La vaste majorité des répondants sont en accord (34,19 %) ou fortement en accord (52,07 %) avec l'affirmation « Voter n'est pas seulement un droit, mais aussi un devoir », alors que seuls 13,73 % affirment l'inverse. Sans surprise, l'analyse bivariable des réponses à cette affirmation en fonction de la participation électorale déclarée à l'élection municipale de 2017 suggère que plus l'on considère l'exercice du vote comme un devoir, plus l'on exerce son droit de vote (voir Figure 2.01). Lorsque l'on croise les données avec les catégories d'âge : les 18-34 ans sont significativement moins nombreux (79,37 %) à considérer le vote comme un devoir que les 35 ans et plus (89,16 %). À première vue, l'âge semble donc avoir un certain impact sur la conception de la participation électorale (en général) en tant que devoir civique (Figure 2.2).

Figure 2.1 — Le sens du devoir civique et la participation électorale aux élections municipales de 2017

Voté aux élections municipales de 2017	Voter est un devoir				
	Tout à fait en désaccord	Plutôt en désaccord	Plutôt en accord	Tout à fait en accord	Total
Oui	47,01 [39,49;54,66]	39,81 [33,30;46,71]	62,37 [58,75;65,87]	87,94 [86,07;89,58]	72,83 [70,17;75,34]
Non	52,99 [45,34;60,51]	60,19 [53,29;66,70]	37,63 [34,13;41,25]	12,06 [10,42;13,93]	27,17 [24,66;29,83]
Total	100	100	100	100	100

p<0,001

Figure 2.2 — Le sens du devoir civique et l'âge

Voter est un devoir	Catégorie d'âge		
	18-34 ans	35 ans et plus	Total
En accord	79,37 [76,11;82,29]	89,16 [87,39;90,70]	86,24 [84,54;87,78]
En désaccord	20,63 [17,71;23,89]	10,84 [9,30;12,61]	13,76 [12,22;15,46]
Total	100	100	100

p<0,001

Lorsque l'on regarde les résultats en fonction de la taille de la municipalité dans laquelle vivent les répondants, il semble se dégager une différence statistiquement significative entre les 10 plus grandes villes (plus de 100 000 habitants) et le reste du Québec (Figure 2.3). La conception du vote en tant que devoir serait moindre dans les très grandes villes que chez les citoyens des municipalités de moins de 100 000 habitants. La composition démographique pourrait y être pour quelque chose; c'est en effet dans les plus petites municipalités que la population est la plus âgée. À titre d'exemple, selon l'Institut de la statistique du Québec (2019), la population de 65 ans et plus – celle qui selon nos données a participé le plus au scrutin de 2017 – s'élève 22,8 % dans les municipalités de moins de 1000 habitants, contre 17,4 % dans les 10 plus grandes villes québécoises.

Figure 2.3 — Le sens du devoir civique et la taille de la municipalité

Voter est un devoir	Taille de la municipalité				
	Très petite (Moins de 5000 habitants)	Petite (5000 à 19 999 habitants)	Moyenne (20 000 à 99 999 habitants)	Grande (100 000 habitants et plus)	Total
En accord	89,10 [85,47;91,92]	88,00 [85,18;90,35]	87,04 [83,51;89,90]	83,77 [81,32;85,95]	86,24 [84,54;87,78]
En désaccord	10,90 [8,08;14,53]	12,00 [9,65;14,82]	12,96 [10,10;16,49]	16,23 [14,05;18,68]	13,76 [12,22;15,46]
Total	100	100	100	100	100

p<0,05

Le droit de ne pas voter

Si les gens considèrent l'exercice du vote comme un devoir, ils sont paradoxalement encore plus nombreux à considérer qu'il n'est pas obligatoire. En effet, comme le montre la Figure 2.4, plus de 60 % des répondants se disent en accord ou fortement en accord avec l'affirmation « Les gens ont le droit de ne pas voter ». Les jeunes de moins de 34 ans sont d'ailleurs significativement plus nombreux à être en accord ou très en accord avec cette affirmation. En ce qui concerne les citoyens des plus petites municipalités, ils seraient moins nombreux à être en accord avec cette affirmation (quoique toujours majoritaires) que ceux des plus grandes villes. En effet, les données suggèrent qu'il existe un écart d'opinion sur cette question entre les citoyens des villes de plus de 20 000 habitants et les autres. Ces résultats sont illustrés aux Figures 2.5 et 2.6.

Figure 2.4 — Les gens ont le droit de ne pas voter

Un citoyen a le droit de ne pas voter	Pourcentages	Intervalle de confiance à 95%	
		(Limite inférieure)	(Limite supérieure)
Tout à fait en accord	23,26	21,74	24,86
Plutôt en accord	37,87	35,89	39,89
Plutôt en désaccord	25,76	24,26	27,31
Tout à fait en désaccord	13,11	11,53	14,87
Total	100		

Figure 2.5 – Le droit de ne pas voter et l'âge

Un citoyen a le droit de ne pas voter	Catégorie d'âge		
	18-34 ans	35 ans et plus	Total
En accord	67,09 [63,86;70,16]	58,60 [55,95;61,21]	61,13 [58,91;63,31]
En désaccord	32,91 [29,84;36,14]	41,40 [38,79;44,05]	38,87 [36,69;41,09]
Total	100	100	100

p<0,001

Figure 2.6 — Le droit de ne pas voter et la taille de la municipalité

Un citoyen a le droit de ne pas voter	Taille de la municipalité				
	Très petite (Moins de 5000 habitants)	Petite (5000 à 19 999 habitants)	Moyenne (20 000 à 99 999 habitants)	Grande (100 000 habitants et plus)	Total
En accord	55,83 [50,86;60,67]	55,45 [51,69;59,14]	62,84 [59,17;66,37]	65,05 [61,89;68,08]	61,13 [58,91;63,31]
En désaccord	44,17 [39,33;49,14]	44,55 [40,86;48,31]	37,16 [33,63;40,83]	34,95 [31,92;38,11]	38,87 [36,69;41,09]
Total	100	100	100	100	100

p<0,001

La fierté associée au vote

Pour analyser l'importance accordée à la participation aux scrutins municipaux, il est pertinent de prendre en compte si voter rend les électeurs fiers. 70,65 % des répondants ont répondu par l'affirmative. Sans surprise, la vaste majorité des gens (82,2 %) qui ont voté aux élections municipales de 2017 ont déclaré que voter est une fierté, alors que ceux n'ayant pas exercé leur droit de vote adoptent une attitude plus partagée sur la question. Comme le montre la Figure 2.7, environ la moitié des non-votants au scrutin municipal de 2017 affirme que voter les rend fiers. Serait-ce donc possible que la fierté varie en fonction du scrutin, sachant que l'affirmation utilisée ici ne mentionnait pas spécifiquement une élection municipale ?

Figure 2.7 – La fierté associée au vote et la participation électorale

Voté aux élections municipales de 2017	Voter rend fier		
	En désaccord	En accord	Total
Oui	50,43 [46,70;54,14]	82,20 [79,84;84,34]	72,88 [70,22;75,38]
Non	49,57 [45,86;53,30]	17,80 [15,66;20,16]	27,12 [24,62;29,78]
Total	100	100	100

p<0,001

On remarque également que les 18-34 ans associent moins un sentiment de fierté à l'exercice du vote, comparativement aux 35 ans et plus. La Figure 2.8 montre une différence significative de près de 10 % en sens. Finalement, la fierté n'augmente pas ou ne diminue pas de façon linéaire en fonction de la taille de la municipalité (voir Figure 2.9).

Figure 2.8 – La fierté associée au vote et l'âge

Voter rend fier	Catégorie d'âge		
	18-34 ans	35 ans et plus	Total
En accord	63,77 [61,27;66,20]	73,58 [71,24;75,79]	70,66 [68,67;72,57]
En désaccord	36,23 [33,80;38,73]	26,42 [24,21;28,76]	29,34 [27,43;31,33]
Total	100	100	100

p<0,001

Figure 2.9 – La fierté associée au vote et la taille de la municipalité

Voter rend fier	Taille de la municipalité				
	Très petite (Moins de 5000 habitants)	Petite (5000 à 19 999 habitants)	Moyenne (20 000 à 99 999 habitants)	Grande (100 000 habitants et plus)	Total
En accord	74,03 [68,81;78,65]	70,21 [66,32;73,82]	72,26 [67,78;76,33]	68,78 [66,41;71,06]	70,66 [68,67;72,57]
En désaccord	25,97 [21,35;31,19]	29,79 [26,18;33,68]	27,74 [23,67;32,22]	31,22 [28,94;33,59]	29,34 [27,43;31,33]
Total	100	100	100	100	100

n.s.

Les facteurs explicatifs de l'importance accordée au vote sur la participation électorale municipale

Les résultats, illustrés à la Figure 2.10, montrent un effet positif sur la participation électorale de la conception du vote comme un devoir et du sentiment de fierté y étant associé. Quant au fait de considérer que les gens puissent ne pas voter, cela a un impact négatif. En somme, les résultats de l'analyse multivariée confirment les relations bivariées illustrées dans les tableaux précédents.

Figure 2.10 – La participation électorale au municipal selon les variables associées à l'importance accordée à l'exercice du vote

Voté aux élections municipales de 2017	Coefficient de régression	Erreur Standard
Voter est un devoir	0,889***	0,146
Droit de ne pas voter	-0,895***	0,104
Voter rend fier	1,158***	0,100
34 ans et moins	-0,372**	0,134
Femme	-0,586***	0,126
Études universitaires	0,345**	0,106
Revenu <40 000\$	-0,363**	0,111
Francophone	-0,040	0,151
Immigrant	-0,222	0,208
Constante	0,584**	0,206

***p<0,001 **p<0,01 *p<0,05

La participation électorale comme une habitude

Dans sa recension des écrits portant sur la participation électorale, Duval (2005 : 47) souligne que certains auteurs avancent que plus un électeur prend l'habitude de voter, plus il votera dans le futur. L'habitude étant ici considérée comme un comportement. Dans cette section, nous regroupons sous la thématique « Habitude de voter » les variables suivantes : la participation électorale lors de la dernière élection municipale (novembre 2013), la fréquence du vote du répondant (tous paliers confondus) et l'habitude déclarée du vote. Nous présentons également les résultats à deux questions qui peuvent être liées à l'habitude de voter, à savoir si le premier vote a eu lieu lors d'une élection municipale et l'âge de l'électeur lors de sa première participation à un scrutin.

La participation au scrutin municipal de 2013

Sans surprise, la Figure 2.11 montre que les électeurs ayant exercé leur droit de vote lors des élections municipales de 2017 l'ont aussi fait à l'occasion des élections municipales précédentes (2013). Seuls 15 % des non-votants en 2013 se sont prévalus de leur droit de vote en 2017, alors que près de 52 % des répondants ayant déclaré ne pas avoir voté en 2017 disent l'avoir fait en 2013.

Figure 2.11 – Comparatif de la participation électorale au municipal en 2013 et en 2017

Voté aux élections municipales de 2013	Voté aux élections municipales de 2017		
	Non	Oui	Total
Oui	51,97 [48,11;55,81]	85,00 [82,46;87,23]	74,57 [71,72;77,23]
Non	48,03 [44,19;51,89]	15,00 [12,77;17,54]	25,43 [22,77;28,28]
Total	100	100	100

p<0,001

Sur le plan démographique, on constate que les électeurs dans le groupe des 18-34 ans (en 2017) sont sans surprise plus divisés quant à la participation électorale aux élections antérieures que les 35 ans et plus. Il faut noter qu'une certaine proportion des 18-34 ans n'avait pas le droit de vote lors du scrutin municipal de 2013. Or, il reste tout de même que l'importance de la variation entre le nombre de non-votants en 2013 âgés entre 18-34 ans et ceux âgés de plus de 35 ans ne fait nul doute.

Figure 2.12 – La participation électorale en 2013 par catégorie d'âge

Voté aux élections municipales de 2013	Catégorie d'âge		
	18-34 ans	35 ans et plus	Total
Oui	57,00 [78,86;83,23]	81,14 [52,23;61,64]	74,56 [71,71;77,22]
Non	43,00 [38,36;47,77]	18,86 [16,77;21,14]	25,44 [22,78;28,29]
Total	100	100	100

p<0,001

En ce qui concerne la participation électorale déclarée en 2013 et la taille de la municipalité, les données ne révèlent pas de différence significative. Peu importe le nombre d'habitants d'une municipalité, les répondants affirment avoir voté dans une proportion de 74,56 % contre 25,44 %⁹.

9. À un intervalle de confiance de 95%.

La fréquence du vote, tous paliers confondus

La fréquence du vote est mesurée par la participation électorale déclarée par les répondants, et ce à tous paliers confondus. Sans surprise, une analyse bivariée de cette variable sur la participation au scrutin de 2017 montre une association linéaire significative : plus les gens disent voter souvent, plus ils ont voté aux élections municipales de 2017 (voir Figure 2.13). Le contraire est également vrai.

Figure 2.13 – La participation électorale en 2017 selon la fréquence du vote

Voté aux élections municipales de 2017	Fréquence du vote, tous paliers confondus				
	Jamais	Parfois	La plupart du temps	Tout le temps	Total
Oui	15,46 [10,51;22,17]	45,03 [39,94;50,24]	53,03 [49,90;56,14]	88,32 [85,83;90,42]	66,87 [64,28;69,36]
Non	84,54 [77,83;89,49]	54,97 [49,76;60,06]	46,97 [43,86;50,10]	11,68 [9,58;14,17]	33,13 [30,64;35,72]
Total	100	100	100	100	100

p<0,001

Lorsque l'on regarde la fréquence du vote par groupe d'âge (voir Figure 2.14), on constate que les 18-34 sont les plus nombreux à déclarer ne jamais voter. Les répondants appartenant à cette catégorie sont également statistiquement moins nombreux à voter « la plupart du temps » ou « toujours », comparativement aux 35 ans et plus.

Figure 2.14 – La fréquence du vote par groupe d'âge

Catégorie d'âge	Fréquence du vote, tous paliers confondus				
	Jamais	Parfois	La plupart du temps	Tout le temps	Total
35 ans et plus	38,97 [28,12;51,04]	53,60 [42,72;64,14]	68,69 [58,49;77,35]	82,15 [74,38;87,94]	71,46 [62,18;79,22]
18-34 ans	61,03 [48,96;71,88]	46,40 [35,86;57,28]	31,31 [22,65;41,51]	17,85 [12,06;25,62]	28,54 [20,78;37,82]
Total	100	100	100	100	100

p<0,001

En ce qui concerne la taille de la municipalité, encore une fois nos données ne montrent pas de différence significative notable concernant la fréquence du vote chez les répondants des petits, moyennes, grandes et très grandes villes.

Voter, une habitude (déclarée)

En complémentarité à la fréquence du vote déclarée, il est intéressant de porter attention à l'habitude de voter (elle aussi déclarée) par l'électeur. Ainsi, la participation électorale déclarée en 2017 semble fortement corrélée avec l'habitude : plus les gens disent avoir l'habitude de voter, plus ils déclarent avoir voté. Comme l'illustre la Figure 2.15, une association statistiquement significative et linéaire est observée entre les deux variables, et une démarcation importante s'observe entre les gens qui se déclarent « Plutôt en accord » ou « Totalemment en accord » à l'affirmation « Voter est une habitude », comparativement à ceux qui sont « Plutôt en désaccord » ou « Totalemment en désaccord ».

Figure 2.15 – La participation électorale et l'habitude de voter

Voté aux élections municipales de 2017	Voter est une habitude				
	Tout à fait en désaccord	Plutôt en désaccord	Plutôt en accord	Tout à fait en accord	Total
Oui	34,07 [28,42;40,21]	45,99 [41,26;50,79]	74,82 [71,64;77,76]	93,26 [91,55;94,64]	72,81 [70,14;75,33]
Non	65,93 [59,79;71,58]	54,01 [49,21;58,74]	25,18 [22,24;28,36]	6,75 [5,36;8,45]	27,19 [24,67;29,86]
Total	100	100	100	100	100

p<0,001

Encore une fois, une différence entre les 18-34 ans et le reste de la population en âge de voter est manifeste. Les plus jeunes électeurs sont statistiquement moins nombreux à déclarer que voter est une habitude, comparativement aux 35 ans et plus (voir Figure 2.16).

Figure 2.16 – L'âge et l'habitude de voter

Voter est une habitude	Catégorie d'âge		
	18-34 ans	35 ans et plus	Total
En accord	65,86 [61,95;69,56]	77,97 [75,94;79,86]	74,37 [72,36;76,27]
En désaccord	34,14 [30,44;38,05]	22,03 [20,14;24,06]	25,63 [23,73;27,64]
Total	100	100	100

p<0,001

Comme pour les deux précédentes variables, la taille de la municipalité ne semble pas avoir d'effet significatif sur l'habitude de voter.

Le palier de gouvernement du premier vote

Une personne qui a voté pour la première fois lors d'un scrutin municipal est-elle plus susceptible de participer aux élections municipales subséquentes ? Nos données (voir la Figure 2.17) montrent que les personnes ayant exercé leur premier vote au municipal ont participé davantage au scrutin de 2017 que ceux qui ont exercé leur premier vote à un autre palier. À l'inverse, les gens qui ont été initiés à l'exercice du vote à une autre occasion qu'une élection municipale sont significativement plus nombreux à ne pas se rendre aux urnes en 2017.

Figure 2.17 – Le palier de gouvernement du premier vote et la participation électorale municipale

Voté aux élections municipales de 2017	Palier du premier vote		
	Scolaire, provincial ou fédéral	Municipal	Total
Oui	68,64 [65,90;71,25]	74,48 [68,44;79,70]	69,17 [66,46;71,75]
Non	31,36 [28,75;34,10]	25,52 [20,30;31,56]	30,83 [28,25;33,54]
Total	100	100	100

p<0,05

Lorsque l'on regarde le palier du premier vote enregistré par groupe d'âge, on constate un fait intéressant. Nonobstant le fait que le groupe des 18-24 ans enregistre le taux de premier vote le plus élevé au municipal (ce qui peut s'expliquer par le fait que bon nombre de répondants appartenant à ce groupe, de par leur âge, n'aient pas eu l'occasion d'effectuer leur premier vote à une autre occasion que celle des élections municipales de 2017), on observe à la Figure 2.18 une certaine diminution du taux de premiers votes ayant eu lieu au

municipal plus l'âge du répondant avance, avec une modeste remontée chez les 65 ans et plus. Quant à elle, la taille de la municipalité ne semble pas avoir un effet selon nos données.

Figure 2.18 – Palier du premier vote exercé selon le groupe d'âge

Palier du premier vote	Groupe d'âge						Total
	18-24 ans	25-34 ans	35-44 ans	45-54 ans	55-64 ans	65 ans et plus	
Municipal	23,58 [19,73;27,91]	14,04 [11,78;16,65]	10,08 [6,94;14,43]	8,09 [5,97;10,88]	2,97 [1,67;5,23]	4,01 [2,89;5,53]	9,11 [7,72;10,71]
Scolaire, provincial ou fédéral	76,42 [72,09;80,27]	85,96 [83,35;88,22]	89,92 [85,57;93,06]	91,91 [89,12;94,03]	97,03 [94,77;98,33]	95,99 [94,47;97,11]	90,9 [89,29;92,28]
Total	100	100	100	100	100	100	100

p<0,001

Il importe toutefois de mentionner que toutes les données présentées dans cette sous-section doivent être interprétées avec prudence, le nombre de répondants ayant déclaré avoir voté pour la première fois à l'occasion d'une élection municipale étant relativement faible (239 personnes) comparativement au nombre total à cette question (3 807 personnes).

L'âge lors du premier vote

Sachant que l'âge du premier vote est déterminant, il est intéressant d'y porter attention aux fins de la présente analyse. Il est intéressant de mentionner que la quasi-totalité des répondants (n = 3 384) a déclaré avoir voté pour la première fois avant l'âge de 35 ans. Seulement 100 personnes ont mentionné avoir participé pour la première fois à un scrutin (tous paliers confondus) après. Aucune différence statistique n'est observable lorsque l'on croise l'âge du premier vote et la taille de la municipalité. En ce qui concerne la participation électorale lors des élections municipales de 2017 (voir Figure 2.19), les données ne montrent pas de différence statistique entre les 18-34 ans et les 35 ans et plus; les proportions de votants et de non-votants demeurent semblables.

Figure 2.19 – La participation électorale municipale en 2017 selon le groupe d'âge lors du premier vote (tous paliers confondus)

Voté aux élections municipales de 2017	Groupe d'âge lors du premier vote, tous paliers confondus		
	18-34 ans	35 ans et plus	Total
Oui	70,06 [67,42;72,57]	68,00 [58,74;76,03]	70,00 [67,39;72,49]
Non	29,94 [27,43;32,58]	32,00 [23,97;41,26]	30,00 [27,51;32,61]
Total	100	100	100

n.s.

Les facteurs explicatifs de l'habitude sur la participation électorale municipale

L'analyse de régression multivariée montre l'effet de l'habitude déclarée sur la participation électorale. En d'autres mots, nos données suggèrent que plus une personne a l'habitude de voter, plus elle sera encline à exercer son droit de vote lors d'un scrutin municipal. Dans la même veine, l'influence d'avoir exercé son premier vote au palier municipal pourrait également s'avérer positive. Or, sachant que notre échantillon étant assez faible pour cette variable, cette association statistique reste à valider avec d'autres données supplémentaires.

À l'opposé, la seule influence négative d'une variable présentée dans cette sous-section sur la participation électorale au municipal semble être le vote irrégulier : un électeur déclarant ne pas voter de façon assidue est plus à risque de ne pas exercer son droit de vote lors de scrutins municipaux. Cette analyse de régression montre finalement que les autres variables présentées précédemment ne constituent pas des facteurs explicatifs de la participation électorale lors des élections municipales.

Figure 2.20 – La participation électorale au municipal selon les variables associées à l'habitude de l'exercice du vote

Voté aux élections municipales de 2017	Coefficient de régression	Erreur standard
Voter est une habitude	1,209***	0,141
Voté aux élections municipales de 2013	0,350*	0,147
Ne vote pas régulièrement	-2,402***	0,100
Premier vote au municipal	0,915***	0,223
Moins de 34 ans au premier vote	-0,375	0,449
34 ans et moins	0,012	0,192
Femme	-0,419*	0,188
Études universitaires	0,125	0,174
Revenu <40 000\$	0,011	0,163
Francophone	-0,315	0,244
Immigrant	-0,247	0,331
Constante	2,454***	0,618

***p<0,001 **p<0,01 *p<0,05

En résumé

- Les gens qui conçoivent l'exercice du vote comme un devoir et qui y accordent une fierté sont plus susceptibles de participer aux scrutins municipaux.
- Considérer que les gens ont le droit de ne pas voter influence négativement la participation électorale au palier municipal.
- Nos données suggèrent aussi que plus une personne a l'habitude de voter, plus elle sera encline à exercer son droit de vote lors d'un scrutin municipal.
- Ne pas être un votant assidue influence négativement la participation électorale au niveau municipal.

3. Les « compétences civiques »

Les connaissances et l'information sont, lorsque l'on parle de la participation électorale, des concepts fortement associés pouvant expliquer le comportement de l'électeur face au vote. À ce propos, le politologue québécois Henry Milner (2004) définit l'ensemble des habilités et des connaissances dont disposent les électeurs pour comprendre le monde politique comme étant les « compétences civiques ». Ce chapitre s'intéresse donc à ces compétences comme facteur explicatif de la participation électorale aux élections municipales québécoises.

Dans sa mise en contexte des écrits de Milner et d'autres ayant une perspectives similaires, Duval (2005 : 25) souligne que, généralement, plus l'électeur consulte les journaux et dispose des connaissances nécessaires à la compréhension du monde politique, plus sa participation électorale sera élevée. À l'inverse, le nombre d'heures d'écoute de la télévision est important peut être associé à une baisse des compétences civiques, et donc de la participation au vote. Dans son ouvrage, Milner (2004) soutient que les Québécois se classent bons derniers au Canada sur le plan des compétences civiques. Il explique en partie cette situation par le taux d'alphabétisation. Des données plus récentes semblent appuyer ce constat. Au Québec, une majorité de citoyens vivent avec des problèmes de littératie : 19 % de la population est analphabète, alors que 34,3 % éprouvent des difficultés importantes de lecture, ce que l'on appelle parfois l'analphabétisme fonctionnel (Fondation pour l'alphabétisation, 2019). Si la thèse de Milner, notamment en ce qui concerne le lien entre la lecture des journaux et la participation électorale, a été contestée (voir Pattie et Johnston, 2003), d'autres auteurs sont arrivés à des résultats similaires (Pammett, 1991; Pammett et LeDuc, 2003).

Duval (2005 : 28-29) mentionne cependant certaines limites apportées par Milner à sa propre thèse : les vieilles générations québécoises, qui possèderaient moins de compétences civiques, exerçaient pourtant paradoxalement davantage leur droit de vote. Ajoutons aussi que la fréquence de lecture des journaux et d'écoute de la télévision comme indicateur des compétences civiques peut être questionnée dans le contexte médiatique actuel. Prior (2007) suggère que l'environnement médiatique a des répercussions sur le plan politique. Lorsque les « choix » médiatiques sont restreints, les médias peuvent agir comme niveleurs de connaissances (*knowledge levelers*) : les gens sont plus facilement exposés aux informations politiques, intentionnellement ou accidentellement. Or, en contexte de fragmentation de l'offre médiatique, on observe plutôt la formation d'un écart (*knowledge gap*) puisqu'il est plus facile d'« éviter » les informations politique, notamment grâce aux médias spécialisés et à la personnalisation du contenu. Qui plus est, concevoir l'acquisition de connaissances à propos des affaires publiques et politiques via des canaux « en silos » peut être hasardeux en contexte d'hybridité médiatique (Chadwick, 2017), où les médias dits « traditionnels » et les médias sociaux s'alimentent mutuellement et où les citoyens parti-interviennent dans la circulation et la réception du contenu (Mathieu, 2015; Mathieu et Pavlířková, 2017).

Malgré tout, les « compétences civiques » demeurent une avenue intéressante pour aborder la question de la participation électorale. Le lien entre l'information et la participation électorale au Québec et au Canada a d'ailleurs été montrés à maintes reprises (Blais et al., 2002; Blais et Lowen, 2011; Gélinau et Morin-Chassé, 2009; DGEQ, 2012; Kushner et Siegel, 2006, Steben-Chabot, 2016). Blais et al. (2002) notent, dans leur étude sur les élections fédérales de 2000, une baisse de l'information politique chez les électeurs des nouvelles générations. Si elle était équivalente à celle des électeurs plus âgés, le taux de participation augmenterait. Dans les cas des élections fédérales de 2000, Blais et ses collègues estiment qu'un niveau d'information des jeunes équivalent à celui des plus vieilles générations auraient résulté en une hausse de leur participation électorale de l'ordre de 14%. Les travaux de Blais et Lowen (2011) abondent dans le même sens : « Chez les personnes qui estiment être moyennement ou très informées sur la politique (48 % des jeunes de 18 à 24 ans et 59 % des jeunes de 24 à 30 ans), le taux probable de participation aux élections est 89 % plus élevé que chez ceux qui sont peu informés. » Au Québec, dans un sondage réalisé pour le Directeur général des élections

au début des années 2000 (SOM, 2003), le manque d'information était la troisième raison mentionnée pour justifier l'abstentionnisme par les électeurs (18 %), et particulièrement par les jeunes (54 %). Dans une analyse exploratoire réalisée par l'Institut du Nouveau Monde, il est noté que « le désintérêt des jeunes envers la politique est largement tributaire de leur méconnaissance des systèmes politique et électoral et du fait qu'ils ne disposent pas des connaissances et des compétences nécessaires pour effectuer un choix éclairé entre les candidats des divers partis politiques » (DGEQ, 2012 : 54).

L'étude qualitative de Steben-Chabot auprès de jeunes abstentionnistes met en lumière le « nœud » existant entre le désintérêt pour la politique et le manque d'information : « D'un côté, le manque d'intérêt freine l'accumulation des connaissances nécessaires pour saisir le monde politique. De l'autre, la complexité perçue de ce monde peut, à son tour, étouffer l'intérêt naissant pour ces questions » (Steben-Chabot, 2016). Géliveau et Morin-Chassé (2009) mentionnent que « la scolarité contribue à réduire le niveau de cynisme des électeurs. C'est donc dire que l'information contribue à mettre en valeur les institutions et les acteurs qui y œuvrent ».

Ainsi, dans ce chapitre, nous présentons une série de variables que nous associons aux « compétences civiques » de l'électeur. D'abord, les habitudes de consommation des médias en période électorale sont étudiées pour comprendre où les électeurs puisent leurs informations politiques en contexte électoral municipal. De plus, une série de variables associées aux « connaissances générales politiques » sont présentées : la connaissance d'un nom du candidat à la mairie et au poste de conseiller municipal et de leurs positions politiques, la compréhension du fonctionnement du Conseil municipal et des compétences municipales ainsi que le sentiment de pouvoir faire un choix éclairé en fonction de l'information dont l'électeur dispose.

Les sources d'information politique des électeurs

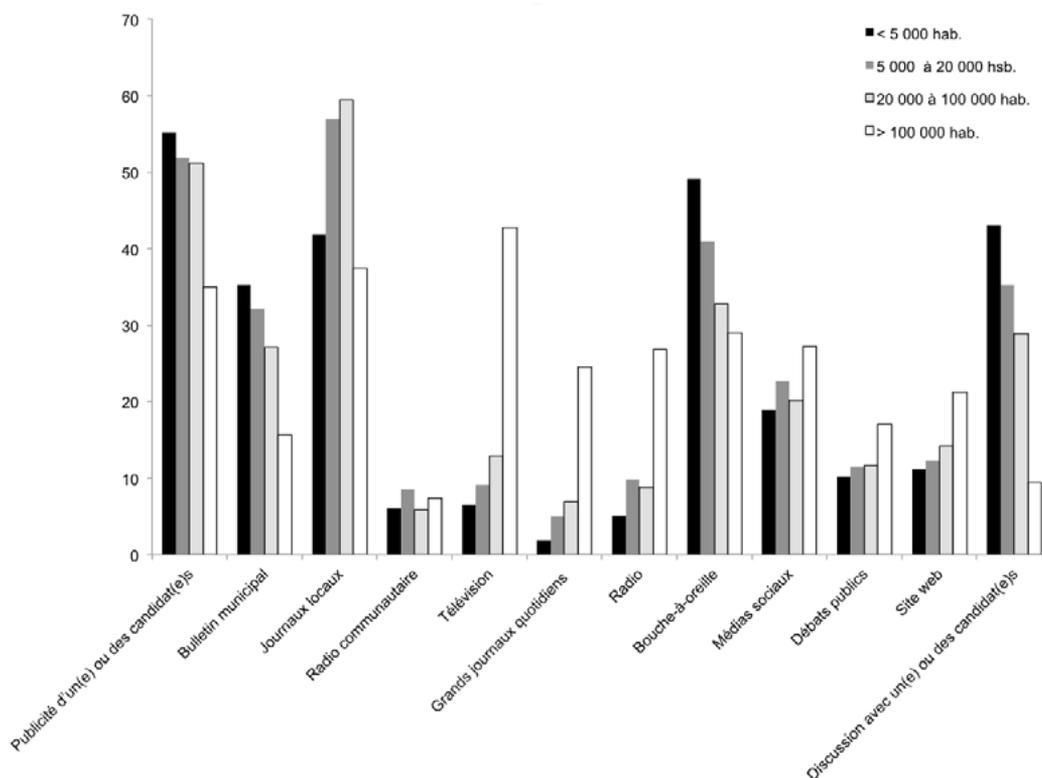
Avant de s'attarder aux effets des variables associées aux « compétences civiques », il est intéressant de se pencher sur les sources d'informations politiques en contexte électoral municipal. Pour ce faire, les répondants étaient invités à répondre à la question suivante : « Quelle(s) ont été vos principales sources d'information à propos des candidat(e)s et leurs programmes lors des récentes élections municipales? » en cochant tous les choix qui s'appliquaient (sans classement préférentiel).

Dans son étude sur les habitudes de communication des conseillers municipaux de villes canadiennes – dont Montréal¹⁰ – avec leur électorat, Koop (2018) n'a pas trouvé de lien de causalité entre la taille de l'électorat et les moyens préférés par les élus locaux pour échanger avec leurs constituants. *A contrario*, nos données dévoilent des réalités différentes selon la taille de la municipalité en ce qui concerne les sources d'informations des électeurs sur les aspirants élus en temps d'élection.

Comme l'illustre la Figure 3.1, les électeurs des 10 plus grandes villes du Québec semblent se démarquer des autres quant à leurs sources d'information. Par exemple, la télévision, la radio et les grands journaux quotidiens sont identifiés par eux comme étant des médias utilisés pour s'informer sur les candidats et leurs programmes en prévision du scrutin municipal de 2017. Dans les très petites, les petites et les moyennes municipalités, ces sources restent marginales. Ce n'est pas surprenant, sachant que ces médias sont basés dans les plus grandes villes (en particulier Montréal et Québec); la couverture des courses électorales ayant lieu dans celles-ci est donc susceptible d'être plus importante. Les campagnes qui s'y déroulent ont aussi plus de chance d'intéresser un plus grand nombre de lecteurs, de téléspectateurs et d'auditeurs. Les journaux locaux, pour leur part, apparaissent plus populaires dans les petites et moyennes municipalités. Il est possible de penser que ceux-ci viennent pallier le manque de couverture de la part de grands journaux des enjeux politiques municipaux de ces villes en périphérie des grands centres urbains. Des études subséquentes seraient intéressantes pour vérifier ces hypothèses.

10. Notons cependant que puisque les données utilisées dans cet article datent de 2012, il se peut que la situation ait évolué.

Figure 3.1 – Sources d’information politique en contexte électoral municipal selon la taille de la municipalité



Sources : Couture et Gélinau (2018).

Quant à eux, les autres sources médiatisées présentent de moins grandes variations entre les municipalités selon leur taille. La radio communautaire semble une avenue marginale d’information, alors que les médias sociaux et les sites web sont utilisés à cette fin par une proportion d’entre 10 et 20 % des électeurs. On observe toutefois que les électeurs des grandes villes semblent plus enclins à s’informer à propos des candidats et de leurs programmes sur Internet.

En ce qui concerne les moyens d’information interpersonnels, la tendance semble inversée. Moins la municipalité compte d’habitants, plus le « bouche-à-oreille » et les discussions avec les candidats sont fréquemment identifiées par les répondants comme des sources d’information électorale.

En somme, nos données illustrent une certaine diversité des sources d’informations électorales déclarées par les électeurs selon la taille de la municipalité où ils résident. Les électeurs des plus grandes villes comptent davantage sur la télévision, la radio et les grands journaux comme source d’information à propos des élections municipales. Le bouche-à-oreille est plus populaire dans les petites municipalités que dans les grandes villes. Il en va de même pour la publicité partisane et les discussions avec les candidats.

La connaissance du nom des candidats à la mairie

Comme le montre la Figure 3.2, les électeurs ayant exercé leur droit de vote lors des élections municipales de 2017 déclaraient majoritairement connaître le nom d’au moins un des candidats qui briguaient les suffrages pour le poste de premier magistrat de la municipalité. La tendance inverse s’observe également chez ceux n’ayant pas participé au scrutin. Mentionnons toutefois que puisque le sondage a été réalisé après la

tenue du scrutin, nous ne sommes pas en mesure d'évaluer si les répondants connaissaient réellement le nom d'un ou de plusieurs candidats avant de se rendre aux urnes.

Figure 3.2 – La participation électorale selon la connaissance du nom d'au moins un candidat à la mairie

Voté aux élections municipales de 2017	Connaissance du nom d'au moins un candidat à la mairie		
	Non	Oui	Total
Oui	31,90 [27,28;36,90]	79,69 [77,44;81,77]	72,78 [70,12;75,29]
Non	68,10 [63,10;72,72]	20,31 [18,23;22,56]	27,22 [24,71;29,88]
Total	100	100	100

$p < 0,001$

Si la majorité des répondants affirme connaître le nom d'au moins un des candidats à la mairie, il est intéressant de noter que les plus jeunes électeurs (18 – 34 ans) sont statistiquement plus nombreux à déclarer ignorer leur identité (Figure 3.3). Les données montrent qu'il ne semble pas y avoir de différence statistique en fonction de la taille de la municipalité. Les proportions restent essentiellement les mêmes : environ 14,5 % des électeurs ne connaissent pas le nom d'au moins un candidat à la mairie, contre 85,5 %.

Figure 3.3 – La connaissance du nom d'au moins un candidat à la mairie selon le groupe d'âge du répondant

Connaissance du nom d'au moins un candidat à la mairie	Catégorie d'âge		
	18-34 ans	35 ans et plus	Total
Oui	78,41 [75,04;81,44]	88,50 [86,68;90,09]	85,50 [83,59;87,23]
Non	21,59 [18,56;24,96]	11,50 [9,91;13,32]	14,50 [12,77;16,41]
Total	100	100	100

$p < 0,001$

La connaissance du nom des candidats au poste de conseiller municipal

En ce qui concerne la connaissance d'au moins un candidat au poste de conseiller municipal, l'association de cette variable avec la participation électorale semble plus forte que dans le cas de la mairie selon les données illustrées à la Figure 3.4. Il est raisonnable de penser que les gens connaissent davantage les candidats mayoraux que les candidats aux postes de conseiller. Cela pourrait être expliqué par le cadrage médiatique des campagnes ; on peut penser que les courses à la mairie sont plus couvertes, et donc que l'information relative aux candidats mayoraux est plus accessible puisqu'elle est davantage diffusée. Cependant, à notre connaissance, aucune étude n'a mesuré empiriquement cette affirmation. Il serait donc intéressant d'étudier l'importance de la couverture médiatique des différents types de courses électorales au municipal, pour éventuellement pouvoir faire des liens avec la participation électorale.

Figure 3.4 – La participation électorale selon la connaissance du nom d'au moins un candidat au poste de conseiller municipal

Voté aux élections municipales de 2017	Connaissance du nom d'au moins un candidat au poste de conseiller municipal		
	Non	Oui	Total
Oui	44,22 [40,14;48,38]	85,40 [83,47;87,15]	72,79 [70,11;75,31]
Non	55,78 [51,62;59,86]	14,60 [12,85;16,53]	27,21 [24,69;29,89]
Total	100	100	100

$p < 0,001$

La Figure 3.5 montre que les plus jeunes électeurs, comme c'est le cas pour les candidatures à la mairie, sont plus nombreux que les plus âgés à ne pas connaître l'identité d'au moins un candidat au poste de conseiller municipal. Notons que les 18-34 ans sont aussi plus nombreux à déclarer ne pas connaître le nom d'au moins un candidat au poste de conseiller que dans le cas des candidats à la mairie.

Figure 3.5 – La connaissance du nom d'au moins un candidat au poste de conseiller municipal selon le groupe d'âge du répondant

Connaissance du nom d'au moins un candidat au poste de conseiller municipal	Catégorie d'âge		
	18-34 ans	35 ans et plus	Total
Oui	56,60 [51,69;61,39]	74,81 [71,82;77,58]	69,37 [66,08;72,47]
Non	43,40 [38,61;48,31]	25,19 [22,42;28,18]	30,63 [27,53;33,92]
Total	100	100	100

$p < 0,001$

En ce qui concerne la taille de la municipalité (Figure 3.6), les répondants des plus grandes villes (100 000 habitants et plus) sont significativement plus nombreux à ignorer l'identité des candidats au poste de conseiller municipal que ceux des municipalités de moins de 20 000 habitants. Cela suggère donc, contrairement à ce qui prévaut pour l'élection à la mairie, que la taille de la municipalité pourrait avoir un impact sur la connaissance des candidats qui se présentent à un autre poste que celui de maire.

Figure 3.6 – La connaissance du nom d'au moins un candidat au poste de conseiller municipal selon la taille de la municipalité du répondant

Connaissance du nom d'au moins un candidat au poste de conseiller municipal	Taille de la municipalité				
	Très petite (Moins de 5000 habitants)	Petite (5000 à 19 999 habitants)	Moyenne (20 000 à 99 999 habitants)	Grande (100 000 habitants et plus)	Total
Oui	78,43 [72,88;83,11]	75,00 [70,43;79,97]	71,59 [65,84;76,71]	61,80 [57,24;66,15]	69,37 [66,08;72,47]
Non	21,57 [16,89;27,12]	25,00 [20,93;29,57]	28,41 [23,29;34,16]	38,20 [33,85;42,76]	30,63 [27,53;33,92]
Total	100	100	100	100	100

$p < 0,001$

Cette observation est intéressante sachant que la Loi sur les élections et les référendums dans les municipalités prévoit que les municipalités de plus de 20 000 habitants sont tenues de diviser leur territoire en districts électoraux. Dans les plus petites municipalités, le territoire n'est pas nécessairement divisé ainsi. Dans ce cas, les électeurs doivent voter sur l'ensemble des postes de conseiller de la municipalité, alors que dans les plus grandes villes les électeurs ne choisissent qu'un conseiller en plus du premier magistrat. D'autres analyses nous apparaissent donc pertinentes pour mieux comprendre les effets des structures de gouvernance sur l'information dont disposent les électeurs de leurs représentants. Élire un nombre plus élevé de conseillers favoriserait-il l'intérêt ou l'acquisition d'information à propos des candidats qui s'y présentent ?

La connaissance des positions des candidats à la mairie

La connaissance des positions politiques des candidats – mayoraux et au poste de conseiller municipal – est évaluée à l'aide de la question suivante : Diriez-vous que vous connaissiez le programme et les projets des candidats à la mairie/ au poste de conseiller ? Dans le cas des candidats à la mairie, la Figure 3.7 montre

qu'une importante majorité des électeurs qui connaissaient la position des candidats mayoraux sur un moins un enjeu ont exercé leur droit de vote en 2017. Dans le cas des électeurs qui ignoraient la position des candidats sur au moins un enjeu, notons qu'un peu plus de 40 % d'entre eux ont tout de même décidé de participer au scrutin.

Figure 3.7 – La participation électorale selon la connaissance de la position politique des candidats à la mairie sur au moins un enjeu

Voté aux élections municipales de 2017	Connaissance de la position d'au moins un candidat à la mairie sur au moins un enjeu		
	Non	Oui	Total
Oui	40,57 [36,53;44,75]	87,53 [85,81;89,07]	72,71 [70,05;75,22]
Non	59,43 [55,25;63,47]	12,47 [10,93;14,19]	27,29 [24,78;29,95]
Total	100	100	100

$p < 0,001$

Comme c'est le cas pour l'identité des candidats au poste de maire et de conseiller, les plus jeunes électeurs ignorent davantage les positions des candidats à la mairie sur au moins un enjeu que les électeurs de 35 et plus (Figure 3.8). Les données ne montrent cependant aucune différence statistiquement significative en fonction de la taille de la municipalité du répondant. Un peu moins du tiers disent ne connaître aucune position des candidats sur au moins un enjeu.

Figure 3.8 – La connaissance de la position politique des candidats à la mairie sur au moins un enjeu selon le groupe d'âge du répondant

Connaissance de la position d'au moins un candidat à la mairie sur au moins un enjeu	Catégorie d'âge		
	18-34 ans	35 ans et plus	Total
Oui	62,70 [58,15;67,03]	70,92 [67,90;73,77]	68,47 [65,93;70,91]
Non	37,30 [32,97;41,85]	29,08 [26,23;32,1]	31,53 [29,09;34,07]
Total	100	100	100

$p < 0,01$

La connaissance des positions des candidats au poste de conseiller municipal

En ce qui concerne la connaissance des positions politiques des candidats au poste de conseiller municipal, les données (Figure 3.9) montrent que les répondants ayant déclaré en connaître au moins une ont exercé leur droit de vote dans une proportion de plus de 90 %. Contrairement à ce qu'il est possible d'observer dans le cas des candidats à la mairie, les électeurs qui n'étaient pas en mesure d'identifier la position politique des candidats au poste de conseiller municipal sur au moins un enjeu ont tout de même majoritairement participé au scrutin. Encore une fois, il est raisonnable de penser, à la lumière de ces conclusions, que la course à la mairie suscite plus d'intérêt (à tout le moins médiatique) que celles pour les postes de conseillers municipaux. La présence d'équipes et de partis peut aussi favoriser la « personnalisation » des options politiques autour des figures des chefs comme c'est la tendance observable aux autres paliers de gouvernance.

Figure 3.9 – La participation électorale selon la connaissance de la position politique des candidats au poste de conseiller sur au moins un enjeu

Voté aux élections municipales de 2017	Connaissance de la position d'au moins un candidat au poste de conseiller sur au moins un enjeu		
	Non	Oui	Total
Oui	53,57 [50,07;57,04]	90,82 [89,17;92,24]	74,03 [71,45;76,45]
Non	46,43 [42,96;49,93]	9,18 [7,76;10,83]	25,97 [23,55;28,55]
Total	100	100	100

p<0,001

Encore une fois, comme c'est le cas pour la course à la mairie, les électeurs âgés entre 18 et 34 ans sont plus nombreux à ignorer les positions politiques (Figure 3.10). Or, dans le cas des candidats au poste de conseiller, ils sont majoritaires à déclarer ne pas être en mesure d'identifier la position des candidats sur au moins un enjeu, contrairement aux électeurs plus âgés.

Figure 3.10 – La connaissance de la position politique d'au moins un candidat au poste de conseiller sur au moins un enjeu selon le groupe d'âge du répondant

Connaissance de la position d'au moins un candidat au poste de conseiller sur au moins un enjeu	Catégorie d'âge		
	18-34 ans	35 ans et plus	Total
Oui	47,57 [41,79;53,41]	57,99 [54,83;61,09]	54,94 [51,88;57,96]
Non	52,43 [46,59;58,21]	42,01 [38,91;45,17]	45,06 [42,04;48,12]
Total	100	100	100

p<0,01

Lorsque l'on analyse les données en fonction de la taille de la municipalité (Figure 3.11), la différence entre les municipalités de moins et de plus de 20 000 habitants est moins marquée que pour la connaissance du nom des candidats. On constate tout de même une différence statistiquement significative entre les électeurs des 10 plus grandes villes (100 000 habitants et plus) et ceux des municipalités de moins de 20 000 habitants.

Figure 3.11 – La connaissance de la position politique des candidats au poste de conseiller sur au moins un enjeu selon la taille de la municipalité du répondant

Connaissance de la position d'au moins un candidat au poste de conseiller sur au moins un enjeu	Taille de la municipalité				
	Très petite (Moins de 5000 habitants)	Petite (5000 à 19 999 habitants)	Moyenne (20 000 à 99 999 habitants)	Grande (100 000 habitants et plus)	Total
Oui	63,66 [57,89;69,06]	59,21 [54,62;63,65]	55,82 [50,30;61,19]	49,16 [44,84;53,50]	54,94 [51,88;57,96]
Non	36,34 [30,94;42,11]	40,79 [36,35;45,38]	44,18 [38,81;49,70]	50,84 [46,50;55,16]	45,06 [42,04;48,12]
Total	100	100	100	100	100

p<0,001

La compréhension du fonctionnement de la politique municipale et du Conseil

Le degré de compréhension du monde politique peut-il avoir un effet sur la participation électorale ? Comme le relevé sommaire de la littérature présenté en introduction à ce chapitre le montre, le sentiment de méconnaissance et la perception de complexité du système politique semblent décourager certains électeurs, et plus particulièrement les jeunes (DGEQ, 2012 : 54 ; Steben-Chabot, 2016), à exercer leur droit de vote. Ainsi, les trois prochaines variables dont il est question portent sur cet aspect.

Tout d'abord, pour évaluer la compréhension du fonctionnement de la démocratie municipale, les répondants devaient se positionner par rapport à l'affirmation suivante : « Parfois, la politique municipale et le fonctionnement du Conseil semblent si compliqués qu'il est difficile de vraiment comprendre ce qui se passe ». Les réponses ont été regroupées en deux catégories : en désaccord et en accord. La Figure 3.12 montre une participation électorale plus élevée chez ceux qui se disent en désaccord, quoi qu'il semble aussi qu'une majorité de répondants déclarant qu'il était parfois difficile de saisir le fonctionnement démocratique municipal aient tout de même voté au scrutin de 2017.

Figure 3.12 – La participation électorale selon la compréhension de la politique municipale

Voté au municipal en 2017	La politique municipale est trop compliquée		
	En désaccord	En accord	Total
Oui	71,29 [68,05;74,33]	64,65 [61,78;67,42]	66,94 [64,36;69,43]
Non	28,71 [25,67;31,95]	35,35 [32,58;38,22]	33,06 [30,57;35,64]
Total	100	100	100

$p < 0,001$

Plusieurs études suggèrent que les jeunes pourraient davantage s'abstenir en partie puisqu'ils saisissent moins comment la joute politique se déroule (voir Chapitre 1). Nos données montrent que les plus jeunes électeurs (18-34 ans) sont plus nombreux à se déclarer en accord avec l'affirmation (Figure 3.13). Près des trois quarts d'entre eux estiment qu'il est difficile de bien comprendre comment la démocratie municipale et le Conseil fonctionnent. Or, on observe aussi qu'une majorité d'électeurs de 35 ans et plus se disent aussi en accord avec l'énoncé. Cette mauvaise compréhension serait partagée par la majorité de l'électorat.

Figure 3.13 – La compréhension de la politique municipale selon le groupe d'âge du répondant

La politique municipale est trop compliquée	Catégorie d'âge		
	18-34 ans	35 ans et plus	Total
En accord	73,03 [69,90;75,94]	62,46 [60,22;64,66]	65,49 [63,29;67,62]
En désaccord	26,97 [24,06;30,10]	37,54 [35,34;39,78]	34,51 [32,38;36,71]
Total	100	100	100

$p < 0,001$

Une seule différence existe lorsque l'on analyse les données en fonction de la taille de la municipalité (Figure 3.14) : les électeurs des plus grandes villes (100 000 habitants et plus) seraient significativement plus nombreux que ceux des plus petites municipalités (moins de 5000 habitants) à être en accord avec l'énoncé « Parfois, la politique municipale et le fonctionnement du Conseil semblent si compliqués qu'il est difficile de vraiment comprendre ce qui se passe ». Notons tout de même que dans toutes les catégories, une majorité d'électeurs soulignent la difficulté de bien comprendre le fonctionnement démocratique municipal.

Figure 3.14 – La compréhension de la politique municipale selon la taille de la municipalité du répondant

La politique municipale est trop compliquée	Taille de la municipalité				Total
	Très petite (Moins de 5000 habitants)	Petite (5000 à 19 999 habitants)	Moyenne (20 000 à 99 999 habitants)	Grande (100 000 habitants et plus)	
En accord	62,36 [58,24;66,32]	63,06 [58,82;67,10]	64,55 [60,71;68,22]	69,90 [66,62;72,98]	65,49 [63,29;67,62]
En désaccord	37,64 [33,68;41,76]	36,94 [32,90;41,18]	35,45 [31,78;39,29]	30,10 [27,02;33,38]	34,51 [32,88;36,71]
Total	100	100	100	100	100

p<0,05

La compréhension des compétences municipales

En plus de la compréhension du fonctionnement démocratique au palier municipal, il est pertinent de s'intéresser à la compréhension des compétences municipales. Ne pas saisir le rôle et les responsabilités des élus locaux entraînerait-il l'abstentionnisme ?

Dans l'enquête, les répondants étaient invités à évaluer leur niveau de connaissances des responsabilités de leur municipalité. Les réponses ont été regroupées ainsi : élevé ou très élevé ; faible ou très faible. La Figure 3.15 montre que si une majorité de répondants disent avoir exercé leur droit de vote sans égard à leur niveau de connaissance des compétences municipales, on constate que la participation électorale semble plus importante chez les répondants qui considèrent avoir un niveau de connaissances plus élevé.

Figure 3.15 – La participation électorale selon la connaissance des responsabilités municipales

Voté aux élections municipales de 2017	Niveau de connaissances des responsabilités de sa municipalité		
	Faible	Élevé	Total
Oui	59,23 [56,57;61,85]	78,69 [75,87;81,27]	66,85 [64,26;69,35]
Non	40,77 [38,15;43,43]	21,31 [18,73;24,13]	33,15 [30,65;35,74]
Total	100	100	100

p<0,001

Sans surprise au regard du bilan des études sur le sujet, ainsi qu'en lien avec la compréhension de la démocratie municipale, les plus jeunes électeurs (18-34 ans) semblent plus nombreux à estimer avoir une faible ou très faible connaissance des responsabilités de leur municipalité (Figure 3.16). Notons qu'une majorité de répondants âgés de 35 ans ou plus abondent aussi dans le même sens. Aucune différence n'est cependant observée en fonction de la taille de la municipalité (bien qu'elles n'aient pas toutes les mêmes responsabilités, notamment dans les cas des municipalités locales membres d'une municipalité régionale de comté (MRC) par rapport aux villes à charte, par exemple)¹¹.

Figure 3.16 – La connaissance des responsabilités municipales selon le groupe d'âge du répondant

Niveau de connaissances des responsabilités de sa municipalité	Catégorie d'âge		
	18-34 ans	35 ans et plus	Total
Élevé	30,98 [27,31;34,90]	42,37 [39,31;45,49]	39,10 [36,40;41,87]
Faible	69,02 [65,10;72,69]	57,63 [54,51;60,69]	60,90 [58,13;63,60]
Total	100	100	100

p<0,001

11. Pour plus de détails sur le régime municipal du Québec, voir *L'organisation municipale au Québec en 2020* (MAMH, 2010).

Le sentiment de pouvoir faire un choix éclairé

Finalement, nous avons demandé aux répondants s'ils se sentaient suffisamment informés pour faire un choix éclairé lors des élections municipales. Sans surprise, la Figure 3.17 suggère que les citoyens qui estiment pouvoir le faire participent majoritairement au scrutin, alors que ceux qui ne croient pas être en mesure de voter de façon éclairée s'abstiennent, mais dans une proportion plus partagée.

Figure 3.17 – La participation électorale selon le sentiment de pouvoir faire un choix éclairé

Voté aux élections municipales de 2017	Assez informé pour faire un choix éclairé		
	Non	Oui	Total
Oui	47,55 [44,40;50,73]	87,47 [85,81;88,96]	72,74 [70,08;75,24]
Non	52,45 [49,27;55,60]	12,53 [11,04;14,19]	27,26 [24,76;29,92]
Total	100	100	100

$p < 0,001$

Les plus jeunes électeurs estiment davantage ne pas être suffisamment informés pour voter que les plus âgés (35 ans et plus). Notons toutefois que près de la moitié des 18-34 ans croient être en mesure de faire un choix éclairé (Figure 3.18).

Figure 3.18 – Le sentiment de pouvoir faire un choix éclairé selon le groupe d'âge de l'électeur

Assez informé pour faire un choix éclairé	Catégorie d'âge		
	18-34 ans	35 ans et plus	Total
Oui	49,01 [43,91;54,12]	68,95 [65,77;71,96]	63,03 [59,86;66,09]
Non	50,99 [45,88;56,09]	31,05 [28,04;34,23]	36,97 [33,91;40,14]
Total	100	100	100

$p < 0,001$

Même si les données montrent une différence de près de 10 points de pourcentage entre les répondants des plus petites municipalités (moins de 5000 habitants) et ceux des 10 plus grandes villes (100 000 habitants et plus), aucune différence statistiquement significative n'est observée. En général, environ 63 % des répondants estiment qu'ils disposent d'assez d'information pour participer aux élections municipales.

Les facteurs explicatifs relatifs aux « compétences civiques »

Pour mesurer l'influence des variables associées aux « compétences civiques » – un concept décrit par Milner (2004) – sur la participation électorale, ce chapitre s'est penché sur l'information et les connaissances dont disposent les électeurs au sujet de la politique municipale, son fonctionnement, et ses acteurs.

En ce qui concerne les connaissances, nous avons analysé les variables suivantes : la capacité à identifier au moins un candidat au poste de maire et de conseiller municipal, ainsi que leurs positions politiques sur au moins un enjeu, la compréhension de la politique municipale et du fonctionnement du Conseil, l'évaluation du niveau de connaissance des responsabilités municipales ainsi que l'aptitude auto-rapportée à faire un choix éclairé en fonction de l'information dont l'électeur dispose.

La régression multivariée (Figure 3.19) indique que toutes ces variables sauf deux, la compréhension de la politique municipale et les connaissances des responsabilités municipales, ont un effet statistiquement significatif sur la participation électorale.

Figure 3.19 – Les facteurs explicatifs relatifs aux « compétences civiques » sur la participation électorale au municipal

Voté aux élections municipales de 2017	Coefficient de régression	Erreur standard
Connaissance du nom d'au moins un candidat à la mairie	0,339	0,178
Connaissance du nom d'au moins un candidat au poste de conseiller municipal	0,780***	0,146
Connaissance de la position d'au moins un candidat à la mairie sur au moins un enjeu	1,254***	0,145
Connaissance de la position d'au moins un candidat au poste de conseiller sur au moins un enjeu	0,701***	0,149
Comprend bien la politique municipale	-0,109	0,127
Niveau de connaissances élevé des responsabilités de sa municipalité	0,032	0,129
Assez informé pour faire un choix éclairé aux élections municipales	0,814***	0,120
34 ans et moins	-0,358**	0,126
Femme	-0,298*	0,125
Études universitaires	0,105	0,109
Revenu <40 000\$	-0,204	0,140
Francophone	0,158	0,181
Immigrant	-0,077	0,254
Constante	-1,07***	0,266

***p<0,001 **p<0,01 *p<0,05

Ainsi, connaître l'identité des candidats et leurs positions politiques¹², ainsi qu'avoir le sentiment de pouvoir faire un choix éclairé en fonction des informations dont l'on dispose ont un effet positif sur l'exercice du droit de vote au palier municipal. En revanche, comprendre le fonctionnement du palier de gouvernance local ou ses responsabilités n'ont pas d'effet. Nous pouvons donc en conclure que ce sont d'abord la connaissance des acteurs, et non des institutions, qui semblent motiver la participation électorale municipale au Québec.

12. Notons toutefois que l'effet de la connaissance du nom d'au moins un candidat à la mairie sur la participation électorale n'est statistiquement significatif qu'à $p \leq 0,058$, ce qui est moins que pour le nom d'au moins un candidat au poste de conseiller municipal ($p \leq 0,000$).

En résumé

- Il semble que ce soit d'abord la connaissance des acteurs, et non des institutions, qui semble motiver la participation électorale municipale : la connaissance des candidats et de leurs positions politiques a un effet positif sur l'exercice du vote, alors que la compréhension du système politique municipal et des responsabilités municipales ne semble pas avoir d'effet significatif.
- Lorsqu'un électeur a le sentiment de disposer d'assez d'information pour faire un choix éclairé, il aura plus tendance à davantage participer au scrutin.
- Les jeunes électeurs déclarent disposer de moins d'informations et sont plus nombreux à évaluer ne pas pouvoir faire de choix éclairé lors du scrutin. Cela vient confirmer les conclusions d'autres études menées à d'autres paliers de gouvernance au Québec et au Canada.

4. L'intérêt personnel pour la politique municipale

Dans son bilan de la littérature scientifique sur la participation électorale, Duval (2005 : 42-43) souligne que les études testent généralement l'hypothèse voulant que plus un électeur porte un intérêt pour la politique, plus il sera enclin à exercer son droit de vote. Plusieurs travaux en contexte canadien confirment cette appréhension (Gélineau, 2013; Nevitte et al., 2000; Pammatt, 1991; Pammatt et LeDuc, 2003, 2004; SOM, 2004). L'intérêt et la participation électorale semblent donc liés.

À ce propos, dans leur étude sur la participation électorale au Québec, Gélineau et Morin-Chassé (2009) notent que l'âge et la scolarité sont les deux variables sociodémographiques qui influencent l'intérêt : plus une personne est âgée et/ou éduquée, plus elle est susceptible de s'intéresser à la politique en général. Les jeunes sont ainsi moins intéressés par la politique (Blais et Loewen, 2011; Blais et al., 2004). Steben-Chabot (2016) mentionne que le désintérêt des jeunes pour la politique semble être un frein à l'accumulation de connaissance sur celle-ci, en plus de contribuer à limiter la perception de leurs compétences civiques. Les répondants du présent sondage ont donc été interrogés à savoir s'ils étaient intéressés par la politique municipale.

En plus de l'intérêt porté envers la politique municipale en général, il est également intéressant de se pencher sur l'intérêt pour les compétences municipales. La nature de celles-ci influencerait-elle la perception qu'ont les électeurs de leur importance, et donc de leur intérêt à participer aux scrutins municipaux? Bherer et Breux (2012) soulignent que la dimension politique des municipalités est souvent évacuée dans l'imaginaire populaire au profit d'une conception technique de leurs responsabilités. À titre d'exemple, les auteures mentionnent cette citation tirée du quotidien *Voir*, dans un article parût en 2004 : « Après tout, il n'y a pas de manière communiste, ou libérale, ou nationaliste d'enlever les ordures. Elles doivent être enlevées. La neige chassée. Le gazon coupé. » La politique municipale serait ainsi, pour certains, dépolitisée, ou plutôt dénuée des référents idéologiques caractérisent les autres paliers de gouvernement. On pourrait alors penser qu'en l'absence de débats de valeurs, plusieurs n'y voient pas l'intérêt d'y participer. Dans son étude sur l'abstentionnisme chez les jeunes électeurs, Steben-Chabot (2016 : 17) indique que si des participants estiment que le palier municipal est important en raison de l'impact concret des décisions qui y sont prises sur la vie quotidienne, d'autres sont d'avis que la politique est moins importante comparativement à la scène québécoise et canadienne, affirmant que les décisions locales les touchent moins. Les répondants ont ainsi été interrogés à savoir s'ils pensaient que les responsabilités municipales étaient suffisamment importantes pour que l'on s'y intéresse. Cela permet d'analyser l'effet de la perception de l'importance perçue du palier municipal sur la participation électorale.

D'autre part, dans le même esprit que l'intérêt envers les responsabilités municipales, nous analysons également l'évaluation des répondants quant à l'impact des décisions prises par le Conseil municipal sur leur vie. Il s'agit ici, en d'autres mots, de s'attarder aux pouvoirs décisionnels des élus. Certaines études recensées par Duval (2005 : 85) et Blais (2006, 114-115) suggèrent que plus une chambre élue a de pouvoirs, plus la participation électorale tend à augmenter. Si les deux recensions mentionnent qu'il existe un débat à ce sujet, Duval (2005 : 86) avance toutefois l'hypothèse que cela pourrait expliquer le faible taux de participation aux élections scolaires et municipales québécoises.

Finalement, un autre indicateur de l'intérêt porté envers la politique municipale est l'intérêt à se porter candidat pour un poste électif à ce palier. On a donc demandé aux répondants s'ils avaient déjà songé à se lancer dans une course pour un mandat municipal, suivant la logique qu'une personne y ayant déjà songé a *de facto* un intérêt envers ce palier de gouvernance.

L'intérêt pour la politique municipale

Lorsque l'on demande aux répondants s'ils sont intéressés par la politique municipale, on constate (Figure 4.1) qu'une forte majorité des votants ont un intérêt moyen ou élevé pour ce palier de gouvernance. La tendance inverse est aussi vraie : une majorité de non-votants déclarent n'avoir aucun intérêt, ou très peu d'intérêt envers la politique de leur municipalité.

Figure 4.1 – La participation électorale selon l'intérêt pour la politique municipale

Voté aux élections municipales de 2017	Intérêt pour la politique municipale		
	Peu ou pas intéressé	Assez ou très intéressé	Total
Oui	48,68 [45,77;51,60]	79,35 [77,19;81,36]	66,87 [64,27;69,36]
Non	51,32 [48,40;54,23]	20,65 [18,64;22,81]	33,13 [30,64;35,73]
Total	100	100	100

p<0,001

Au regard des conclusions de la littérature présentées précédemment, nos données tendent à confirmer le désintérêt manifeste des plus jeunes électeurs pour la politique municipale. Comme l'illustre la Figure 4.2, les 18-34 ans se déclarent davantage pas du tout ou peu intéressés, comparativement aux électeurs de 35 ans ou plus qui sont largement majoritaires à se dire moyennement ou très intéressés par la politique municipale.

Figure 4.2 – L'intérêt pour la politique municipale selon l'âge

Intérêt pour la politique municipale	Catégorie d'âge		
	18-34 ans	35 ans et plus	Total
Assez ou très intéressé	47,21 [44,04;50,40]	64,15 [60,69;67,47]	59,30 [56,20;62,33]
Peu ou pas intéressé	52,79 [49,60;55,96]	35,85 [32,53;39,31]	40,70 [37,67;43,80]
Total	100	100	100

p<0,001

La taille de la municipalité dans laquelle résident les répondants ne semble cependant pas avoir un effet sur son intérêt envers la politique municipale. Si ce palier est souvent décrit comme un lieu de gouvernance de proximité, on ne constate pas de différence statistiquement significative entre les plus petites et les plus grandes municipalités. Dans toutes les catégories, une majorité de répondants se déclarent moyennement ou très intéressés.

L'intérêt pour les responsabilités municipales

Si le désintérêt envers la politique municipale en général semble influencer négativement l'exercice du vote, celui pour les responsabilités municipales ne montre pas le même effet. Comme l'illustre la Figure 4.3, une minorité des répondants disant être en accord avec l'affirmation « les responsabilités municipales ne sont pas suffisamment importantes pour que l'on s'y intéresse » ont tout de même exercé leur droit de vote lors des

élections municipales de 2017. Il en va de même pour les répondants qui se déclarent en désaccord. L'influence de cette variable semble donc, à première vue, limitée.

Figure 4.3 – La participation électorale selon l'évaluation de l'importance des responsabilités municipales

Voté aux élections municipales de 2017	Responsabilités municipales pas assez importantes pour s'y intéresser		
	En désaccord	En accord	Total
Oui	68,57 [65,71;71,30]	62,34 [58,90;65,66]	66,96 [64,37;69,45]
Non	31,43 [28,70;34,29]	37,66 [34,34;41,1]	33,04 [30,55;35,63]
Total	100	100	100

$p < 0,001$

En ce qui concerne les groupes d'âge, les plus jeunes électeurs (18-34 ans) sont davantage en accord cette dernière affirmation que les 35 ans et plus. Les données suggèrent donc que les plus jeunes, comme dans le cas de l'intérêt général pour la politique municipale, semblent moins nombreux à porter un intérêt aux compétences municipales. Cela fait écho aux propos de la part de jeunes électeurs recueillis par Steben-Chabot (2016).

Figure 4.4 – L'évaluation de l'importance des responsabilités municipales selon l'âge

Responsabilités municipales pas assez importantes pour s'y intéresser	Catégorie d'âge		
	18-34 ans	35 ans et plus	Total
En accord	33,25 [30,06;36,60]	22,96 [20,69;25,39]	25,90 [23,81;28,11]
En désaccord	66,75 [63,40;69,94]	77,04 [74,61;79,31]	74,10 [71,89;76,19]
Total	100	100	100

$p < 0,001$

Le désintérêt pour les compétences municipales semble aussi plus élevé chez les électeurs des 10 plus grandes villes, comparativement à ceux des municipalités de 19 999 habitants et moins (Figure 4.5). Se peut-il que les résidents de villes dites « à charte », qui bénéficient généralement plus de responsabilités et de visibilité médiatiques, ont une conception différente du rôle de leurs municipalités?

Figure 4.5 – L'évaluation de l'importance des responsabilités municipales selon la taille de la municipalité

Responsabilités municipales pas assez importantes pour s'y intéresser	Taille de la municipalité				
	Très petite (Moins de 5000 habitants)	Petite (5000 à 19 999 habitants)	Moyenne (20 000 à 99 999 habitants)	Grande (100 000 habitants et plus)	Total
En accord	25,75 [22,58;29,19]	21,69 [18,81;24,88]	24,42 [20,72;28,54]	30,34 [27,21;33,67]	25,90 [23,81;28,11]
En désaccord	74,25 [70,81;77,42]	78,31 [75,12;81,19]	75,58 [71,46;79,28]	69,66 [66,33;72,79]	74,10 [71,89;76,19]
Total	100	100	100	100	100

$p < 0,01$

Évaluation de l'impact du travail des élus locaux sur la vie des citoyens

Les répondants ont été invités à répondre à la question « à quel point les décisions prises par votre Conseil municipal ont un impact sur vous? » pour évaluer l'impact du travail des élus locaux sur la vie des citoyens. Les données montrent que ceux ayant répondu que cela avait un impact élevé ou très élevé ont également déclaré avoir davantage exercé leur droit de vote que ceux estimant qu'il était faible ou très faible (Figure 4.6).

Figure 4.6 – La participation électorale selon l'évaluation de l'impact du travail des élus locaux sur la vie des citoyens

Voté aux élections municipales de 2017	Impact des décisions du conseil municipal sur la vie des citoyens		
	Faible	Élevé	Total
Oui	60,92 [57,82;63,9]	72,44 [69,60;75,11]	66,92 [64,32;69,43]
Non	39,08 [36,07;42,18]	27,56 [24,89;30,40]	33,08 [30,57;35,68]
Total	100	100	100

p<0,001

Lorsque l'on analyse cette variable en fonction de l'âge, les 18-34 ans croient majoritairement que cet impact est faible ou très faible, significativement plus nombreux que les électeurs de 35 ans et plus qui pensent le contraire (Figure 4.7). Encore une fois, nos données viennent confirmer les témoignages relevés par Steben-Chabot (2016) à l'effet que les jeunes doutent de l'impact du palier municipal sur leurs vies. Aucune différence statistiquement significative ne ressort cependant des données analysées en fonction de la taille de la municipalité, laissant présager que cela n'influence pas l'évaluation de l'impact des décisions du Conseil municipal dans la vie des électeurs, qu'ils habitent dans de plus petites ou de plus grandes municipalités.

Figure 4.7 – L'évaluation de l'impact du travail des élus locaux sur la vie des citoyens selon l'âge

Impact des décisions du conseil municipal sur la vie des citoyens	Catégorie d'âge		
	18-34 ans	35 ans et plus	Total
Élevé	47,43 [44,22;50,66]	54,00 [51,85;56,13]	52,12 [50,25;53,98]
Faible	52,57 [49,34;55,78]	46,00 [43,87;48,15]	47,88 [46,02;49,75]
Total	100	100	100

p<0,001

L'attrait pour un poste électif local

En ce qui concerne l'intérêt des répondants à se présenter à un poste électif local, mentionnons tout d'abord que peu d'entre eux (n=480) ont rapporté y avoir déjà songé. Sans surprise, ceux-ci sont plus nombreux à exercer leur droit de vote (Figure 4.8).

Figure 4.8 – La participation électorale selon l'attrait pour un poste électif local

Voté aux élections municipales en 2017	A déjà songé à se présenter aux élections municipales		
	Non	Oui	Total
Oui	64,99 [62,23;67,65]	81,00 [77,46;84,10]	66,90 [64,30;69,40]
Non	35,01 [32,35;37,77]	19,00 [15,90;22,54]	33,10 [30,60;35,70]
Total	100	100	100

p<0,001

Une donnée intéressante qui ressort de nos analyses bivariées est que les jeunes électeurs (18-34 ans), en dépit du fait qu'ils ont tendance à être moins intéressés par la politique municipale en général et par les responsabilités qui incombent aux municipalités, sont plus nombreux à avoir déjà songé à se porter candidat (Figure 4.9).

Figure 4.9 – L'attrait pour un poste électif local selon l'âge

A déjà songé à se présenter aux élections municipales	Catégorie d'âge		
	18-34 ans	35 ans et plus	Total
Oui	15,95 [13,52;18,74]	10,33 [9,07;11,75]	11,94 [10,77;13,22]
Non	84,05 [81,26;86,48]	89,67 [88,25;90,93]	88,06 [86,78;89,23]
Total	100	100	100

p<0,001

En ce qui concerne la taille de la municipalité du répondant (Figure 4.10), peu de différence entre celles-ci ressort de l'analyse bivariée. En général, la distribution des répondants est statistiquement similaire : Moins de 15% des répondants ont déjà jonglé avec l'idée de se porter candidat à une élection municipale.

Les facteurs explicatifs de l'intérêt personnel pour la politique municipale

Le présent chapitre s'est penché sur quatre variables que nous associons à l'intérêt personnel porté à la politique municipale : l'intérêt déclaré pour la politique municipale en général, l'intérêt pour les responsabilités municipales, l'évaluation de l'impact du travail des élus locaux sur la vie des citoyens ainsi que l'attrait pour un poste électif local. De ces quatre variables, l'analyse multivariée montre que seules deux d'entre elles ont un effet significatif et positif sur la participation électorale (Figure 4.11). Ainsi, déclarer porter de l'intérêt pour la politique municipale en général ou avoir déjà songé à briguer les suffrages pour un poste de conseiller ou de maire augmenterait l'exercice du vote. Dans le cas de l'intérêt général, cela vient corroborer les conclusions de nombreuses autres études sur la participation électorale à d'autres paliers de gouvernement. En ce qui concerne l'attrait pour un poste électif, cela semble conforme aux attentes.

Figure 4.10 – Les facteurs explicatifs de l'intérêt personnel pour la politique municipale sur la participation électorale

Voté aux élections municipales de 2017	Coefficient de régression	Erreur standard
Intéressé par la politique municipale	1,217***	0,077
Responsabilités municipales assez importantes pour s'y intéresser	0,033	0,086
Impact élevé des décisions du conseil municipal sur la vie des citoyens	0,130	0,079
A déjà songé à se présenter aux élections municipales	0,453**	0,136
34 ans et moins	-0,257*	0,116
Femme	-0,216*	0,107
Études universitaires	0,398***	0,093
Revenu <40 000\$	-0,153	0,085
Francophone	-0,196	0,126
Immigrant	-0,253	0,177
Constante	0,202	0,161

***p<0,001 **p<0,01 *p<0,05

En résumé

- Porter de l'intérêt pour la politique municipale en général est fortement et positivement associé à la participation électorale.
- Avoir déjà songé à se présenter à un poste électif municipal influence également positivement l'exercice du vote à ce palier.
- L'analyse bivariée confirme que les plus jeunes électeurs (18-34 ans) se déclarent moins intéressés par la politique municipale en général, mais aussi par les responsabilités qui incombent aux municipalités. Ils sont d'ailleurs majoritaires, contrairement aux électeurs de plus de 35 ans, à estimer que les décisions du Conseil municipal ne les touchent peu ou pas du tout. Fait à noter, nos données montrent cependant qu'ils sont plus nombreux que les électeurs plus vieux à déjà avoir songé à se porter candidat à une élection municipale.

5. La perception de la classe politique

L'une des explications généralement citées pour expliquer la baisse de la participation électorale est l'attitude négative des citoyens envers la classe et les institutions politiques. C'est ce que l'on nomme le cynisme. Cette question a largement été traitée dans les médias québécois, notamment dans la foulée des nombreuses allégations de corruptions touchant le monde municipal et des travaux de la Commission d'enquête sur l'octroi et la gestion des contrats publics dans l'industrie de la construction (commission Charbonneau) qui s'en suivirent. Sondage après sondage, les médias relatent que les politiciens n'ont pas bonne cote auprès des citoyens, ces derniers déclarant ne pas avoir confiance en leurs élus (voir, par exemple, Bourgault-Côté, 2016; Valet, 2018). Dans un sondage réalisé par la firme CROP peu avant les élections municipales de 2013, 14 % des répondants avaient déclaré boudier les urnes par manque de confiance envers les politiciens locaux (Kouaou, 2013). La littérature scientifique sur le sujet confirme également un manque de confiance des Québécois envers leurs institutions politiques (quoique le niveau demeure plus élevé qu'envers les institutions fédérales) ainsi qu'envers les autorités politiques (Kanji et Tannahill, 2013).

Pourtant, comme le note la recension des écrits de Duval (2005), l'influence du cynisme sur la participation électorale n'est pas confirmée dans les enquêtes par sondage d'opinion. Cette conclusion cependant doit être nuancée. Quelques travaux récents (Gélineau et Morin-Chassé, 2009; Gélineau et Teyssier, 2012; Gélineau, 2013 : 25) avancent que le cynisme et l'âge influencent l'attitude envers l'exercice du vote. Or, fait intéressant, Duval (2005) souligne que les jeunes ne sont pas plus cyniques que les autres segments de l'électorat. En effet, les travaux de Pammatt et LeDuc (2003, 2004) montrent que ceux-ci ne sont pas plus – voire moins – cyniques que les cohortes d'électeurs plus âgés; le manque d'information, de connaissance et de compréhension de la politique semble davantage expliquer l'abstentionnisme des jeunes. Comme le mentionne Steben-Chabot (2016), l'intérêt pour la politique chez les jeunes peut donc être limité par le cynisme envers celle-ci.

Sans surprise, l'influence de la perception de la classe politique par les électeurs sur l'exercice du vote au palier municipal reste largement à explorer. Ce chapitre vise donc à documenter cet aspect en présentant une série de variables y étant associées : la perception du contact des élus avec les citoyens, le sentiment d'être représenté au Conseil municipal, la confiance envers les élus du Conseil municipal, la perception de l'influence des riches sur les élus municipaux, la perception du pouvoir d'influence citoyen sur le Conseil municipal, la perception de la représentativité de la diversité de la municipalité au Conseil municipal, ainsi que la satisfaction générale à l'égard de la démocratie municipale.

La perception du contact des élus municipaux avec les citoyens

La première série de variables présentées porte sur la perception de l'attitude des élus municipaux face à la « base », c'est-à-dire les citoyens qu'ils ont le mandat de représenter. Pour ce faire, on a demandé aux répondants s'ils pensaient qu'en général les maires/conseillers perdaient contact avec les citoyens une fois élus. Lorsque l'on aborde la question de la perception de la classe politique, il n'est pas rare d'entendre certains évoquer que les élus sont « déconnectés ».

La Figure 5.1 montre un comparatif de la participation électorale en fonction des réponses sur la perception du maintien ou non du contact des élus municipaux avec leurs constituants. Les réponses ont été regroupées de manière dichotomique de la façon suivante : « Accord » regroupe les répondants étant plutôt d'accord et fortement en accord. Le même principe s'applique pour la catégorie « Désaccord ». Ainsi, lorsque l'on met en parallèle les réponses pour les conseillers municipaux et celles pour les maires, les proportions sont

comparables. Environ la moitié des électeurs croit que les maires et les conseillers perdent contact avec les citoyens une fois élus, et vice-versa.

Figure 5.1 – Proportion de la perception du contact des élus municipaux avec les citoyens en fonction du type d'élu municipal

Le maire perd contact avec les citoyens une fois élu	Pourcentages	Intervalle de confiance à 95% (Limite inférieure)	Intervalle de confiance à 95% (Limite supérieure)
En accord	51,30	49,28	53,31
En désaccord	48,70	46,69	50,72
Total	100		

Les conseillers municipaux perdent contact avec les citoyens une fois élus	Pourcentages	Intervalle de confiance à 95% (Limite inférieure)	Intervalle de confiance à 95% (Limite supérieure)
En accord	49,12	47,29	50,96
En désaccord	50,88	49,04	52,71
Total	100		

Une fois ces réponses croisées avec la participation électorale rapportée par les répondants aux élections municipales de 2017, aucune différence statistique n'apparaît entre les votants se disant en accord avec l'affirmation « les maires/conseillers perdent contact avec les citoyens une fois élus ». À la fois pour ce qui est des maires et pour les conseillers, la proportion demeure aux alentours de 67 % chez les gens ayant voté, et d'environ 33 % chez les abstentionnistes. Cette situation pourrait s'expliquer par le fait que des gens peuvent être motivés à aller voter parce qu'ils croient que les élus en place ont perdu contact avec les citoyens, alors que d'autres exercent leur droit de vote en dépit de cette croyance. Le libellé de l'affirmation ne nous permet malheureusement pas de raffiner cette analyse.

Figure 5.2 – Comparatif de la participation électorale en fonction de la perception du contact avec les citoyens de la part des maires et des conseillers municipaux

Voté aux élections municipales de 2017	Le maire perd contact avec les citoyens une fois élu		
	En désaccord	En accord	Total
Oui	67,85 [64,81;70,74]	66,05 [63,03;68,95]	66,92 [64,34;69,41]
Non	32,15 [29,26;35,19]	33,95 [31,05;36,97]	33,08 [30,59;35,66]
Total	100	100	100

Voté aux élections municipales de 2017	Les conseillers municipaux perdent contact avec les citoyens une fois élus		
	En désaccord	En accord	Total
Oui	68,75 [65,76;71,59]	65,05 [61,97;68,02]	66,93 [64,34;69,43]
Non	31,25 [28,41;34,24]	34,95 [31,98;38,03]	33,07 [30,57;35,66]
Total	100	100	100

À ces questions, aucune différence statistiquement significative n'apparaît non plus entre les plus jeunes (18-34 ans) et les 35 ans et plus. À la fois pour les maires et pour les conseillers, les proportions des répondants sont de l'ordre du 50-50. Les jeunes n'ont donc pas une opinion plus mauvaise à l'endroit du maintien du contact des élus municipaux avec leurs constituants que les plus vieux, ce qui vient confirmer les conclusions des études mentionnées en introduction de ce chapitre.

Lorsque l'on regarde les résultats selon la taille de la municipalité du répondant (Figure 5.3), on constate que seuls les électeurs des villes de plus de 100 000 habitants semblent majoritairement penser que le maire perd contact avec les citoyens une fois élus. Ils sont d'ailleurs statistiquement plus enclins à le croire que les habitants des autres municipalités. En ce qui concerne les conseillers municipaux, les données montrent que cette majorité n'est pas statistiquement significative. Notons toute de même que dans les plus petites municipalités (moins de 5000 habitants), une majorité significative d'électeurs estiment que les conseillers maintiennent le contact avec les citoyens.

Figure 5.3 – Comparatif de la perception du contact avec les citoyens de la part des maires et des conseillers municipaux en fonction de la taille de la municipalité

Le maire perd contact avec les citoyens une fois élu	Taille de la municipalité				
	Très petite (Moins de 5000 habitants)	Petite (5000 à 19 999 habitants)	Moyenne (20 000 à 99 999 habitants)	Grande (100 000 habitants et plus)	Total
En accord	47,23 [43,77;50,72]	49,41 [45,56;53,26]	49,49 [45,56;53,42]	56,61 [53,96;59,23]	51,30 [49,28;53,31]
En désaccord	52,77 [49,28;56,23]	50,59 [46,74;54,44]	50,51 [46,58;54,44]	43,49 [40,77;46,04]	48,70 [46,69;50,72]
Total	100	100	100	100	100

p<0,001

Les conseillers municipaux perdent contact avec les citoyens une fois élus	Taille de la municipalité				
	Très petite (Moins de 5000 habitants)	Petite (5000 à 19 999 habitants)	Moyenne (20 000 à 99 999 habitants)	Grande (100 000 habitants et plus)	Total
En accord	44,59 [40,81;48,44]	50,00 [46,52;53,48]	47,39 [44,07;50,74]	52,62 [49,89;55,33]	49,12 [47,29;50,96]
En désaccord	55,41 [51,56;59,19]	50,00 [46,52;53,48]	52,61 [49,26;55,93]	47,38 [44,67;50,11]	50,88 [49,04;52,71]
Total	100	100	100	100	100

p<0,01

Le sentiment d'être représenté au Conseil municipal

La participation électorale au municipal est-elle influencée par le sentiment d'être convenablement représenté par les élus municipaux ? Pour analyser cet aspect, les répondants ont été invités à réagir à l'affirmation « Le conseil municipal ne se préoccupe pas beaucoup de ce que les gens comme vous pensent. » Les données montrent que les personnes en désaccord exercent davantage leur droit de vote (Figure 5.4). Aucune différence statistiquement significative n'est exposée par l'analyse de cette variable en fonction des groupes d'âge : les jeunes électeurs (18-34 ans) et les autres sont majoritairement en accord avec cette affirmation.

Figure 5.4 – La participation électorale en fonction du sentiment d'être représenté au Conseil municipal

Voté aux élections municipales de 2017	Le conseil municipal ne se préoccupe pas de l'opinion des citoyens		
	En désaccord	En accord	Total
Oui	70,14 [67,21;72,91]	64,31 [61,15;67,36]	66,96 [64,37;69,45]
Non	29,86 [27,09;32,79]	35,69 [32,64;38,85]	33,04 [30,55;35,63]
Total	100	100	100

p<0,001

La Figure 5.5 illustre une différence significative entre les villes de 100 000 habitants et plus et celles de moins de 20 000 : les électeurs qui y résident sont plus nombreux à estimer ne pas être convenablement représentés par les membres de leur Conseil municipal.

Figure 5.5 – Le sentiment d’être représenté au Conseil municipal selon la taille de la municipalité

Le conseil municipal ne se préoccupe pas de l'opinion des citoyens	Taille de la municipalité				
	Très petite (Moins de 5000 habitants)	Petite (5000 à 19 999 habitants)	Moyenne (20 000 à 99 999 habitants)	Grande (100 000 habitants et plus)	Total
En accord	52,43 [48,51;56,32]	51,46 [48,30;54,60]	53,07 [49,28;56,83]	59,49 [56,78;62,14]	54,60 [52,70;56,49]
En désaccord	47,57 [43,68;51,49]	48,54 [45,40;51,70]	46,93 [43,17;50,72]	40,51 [37,86;43,22]	54,40 [43,51;47,30]
Total	100	100	100	100	100

p<0,01

La confiance envers les élus du Conseil municipal

La confiance envers les élus membres des Conseils municipaux est également une variable intéressante à analyser sous l’angle de la perception des élus de la scène locale québécoise. Les répondants ont donc été invités à se positionner par rapport à l’énoncé suivant : « La plupart du temps, nous pouvons avoir confiance que les gens du conseil municipal feront ce qui est juste ». Si plus de 64 % des électeurs disent être plutôt ou tout à fait en accord avec cette affirmation, la Figure 5.6 montre que cela est davantage le cas chez ceux ayant déclaré avoir voté lors des élections municipales de 2017.

Figure 5.6 – La participation électorale selon la confiance envers les élus du Conseil municipal

Voté aux élections municipales de 2017	Les gens du conseil municipal feront ce qui est juste		
	En désaccord	En accord	Total
Oui	60,21 [56,85;63,48]	70,67 [68,02;73,18]	66,98 [64,38;69,47]
Non	39,79 [36,52;43,15]	29,33 [26,82;31,98]	33,02 [30,53;35,62]
Total	100	100	100

p<0,001

En ce qui concerne l’âge des répondants, les jeunes électeurs (18-34 ans) se montrent moins confiants (quoiqu’il en soit de façon majoritaire) envers les élus municipaux que les électeurs de plus de 35 ans (Figure 5.7). Lorsque l’on analyse cette variable sous l’angle de la taille de la municipalité (Figure 5.8), on constate que les répondants des plus petites villes et villages (moins de 5000 habitants) sont significativement plus confiants que les membres de leur Conseil municipal feront ce qui est juste que ceux des plus grandes villes (100 000 habitants et plus).

Figure 5.7 – La confiance envers les élus du Conseil municipal selon les groupes d’âge

Les gens du conseil municipal feront ce qui est juste	Catégorie d'âge		
	18-34 ans	35 ans et plus	Total
En accord	58,63 [55,47;61,73]	67,12 [64,55;69,59]	64,70 [62,49;66,85]
En désaccord	41,37 [38,27;44,53]	32,88 [30,41;35,45]	35,30 [33,15;37,51]
Total	100	100	100

p<0,001

Figure 5.8 – La confiance envers les élus du Conseil municipal selon la taille de la municipalité

Les gens du conseil municipal feront ce qui est juste	Taille de la municipalité				Total
	Très petite (Moins de 5000 habitants)	Petite (5000 à 19 999 habitants)	Moyenne (20 000 à 99 999 habitants)	Grande (100 000 habitants et plus)	
En accord	67,16 [63,05;71,02]	66,38 [62,24;70,28]	64,53 [60,75;68,12]	62,16 [50,07;65,16]	64,70 [62,49;66,85]
En désaccord	32,84 [28,98;36,95]	33,62 [29,72;37,76]	35,47 [31,88;39,25]	37,84 [34,84;40,93]	35,30 [33,15;37,51]
Total	100	100	100	100	100

n.s.

La perception de l'influence des riches sur les élus municipaux

Corolaire à la variable relative à la confiance présentée précédemment, la question de l'influence des riches sur les élus locaux est intéressante alors que la scène municipale québécoise a été le théâtre de cas très médiatisés de corruption et de malversations, allégués et confirmés. L'élection de 2017 était la première à être tenue postérieurement à la commission Charbonneau. Les répondants au sondage déclarent être majoritairement d'accord (56,92 %) avec l'affirmation que les élus municipaux sont trop influencés par les riches, contre 43,08 % qui se disent en désaccord. Sans surprise, les répondants ayant déclaré ne pas avoir exercé leur droit de vote en 2017 sont significativement plus nombreux à être en accord avec l'énoncé « Les élus municipaux sont trop influencés par les riches » que ceux ayant voté tout en le croyant. Or, dans les deux cas, ils ne forment qu'environ le tiers des répondants, la majorité s'étant tout de même présentée aux urnes. Encore une fois, notre analyse se doit de tenir compte de la formulation de l'énoncé : il ne nous est pas possible de savoir, par exemple, si les répondants pensant que les élus sont trop influencés par les riches ont été encouragés ou découragés à voter. Autrement dit, un électeur aurait très bien pu voter lors du scrutin parce qu'il désirait remplacer un élu qu'il considère comme trop influençable. L'inverse est aussi vrai.

Figure 5.9 – La participation électorale en fonction de la perception que les élus municipaux sont trop influencés par les riches

Voté aux élections municipales de 2017	Les élus municipaux sont trop influencés par les gens riches		
	En désaccord	En accord	Total
Oui	70,59 [67,77;73,26]	64,08 [61,05;67,00]	66,88 [64,30;69,37]
Non	29,41 [26,74;32,23]	35,92 [33,00;38,95]	33,12 [30,63;35,70]
Total	100	100	100

p<0,001

Les données ne montrent pas de différence entre les groupes d'âge : la proportion est d'environ 43 % en désaccord contre 57 % en accord, que ce soit chez les 18-34 ans ou chez les électeurs plus âgés. La Figure 5.10 montre que c'est chez les électeurs des plus grandes villes (plus de 100 000 habitants) où la perception d'une influence trop importante des riches sur les élus municipaux est la plus forte. Cette différence est statistiquement significative par rapport au reste des municipalités. Considérant que les cas les plus médiatisés relativement aux allégations de corruption et de collusion sur la scène municipale ont été plus nombreux dans ces villes, il est possible de penser que cela aurait pu influencer la perception des électeurs face à la scène politique locale. D'autres analyses seraient nécessaires pour explorer davantage cette avenue.

Figure 5.10 – La perception que les élus municipaux sont trop influencés par les riches selon la taille de la municipalité

Les élus municipaux sont trop influencés par les gens riches	Taille de la municipalité				
	Très petite (Moins de 5000 habitants)	Petite (5000 à 19 999 habitants)	Moyenne (20 000 à 99 999 habitants)	Grande (100 000 habitants et plus)	Total
En accord	52,50 [48,65;56,33]	54,56 [50,29;58,75]	55,56 [51,36;59,67]	62,44 [59,88;64,93]	56,92 [54,96;58,87]
En désaccord	47,50 [43,67;51,35]	45,44 [41,25;49,71]	44,44 [40,33;48,64]	37,56 [35,07;40,12]	43,08 [41,13;45,04]
Total	100	100	100	100	100

p<0,001

La perception du pouvoir d'influence citoyen sur le Conseil municipal

En plus de l'influence des riches sur les élus locaux, les données permettent également d'analyser la perception des répondants face à leur propre pouvoir d'influence sur les membres du Conseil municipal. Les répondants estiment dans une proportion de près de 50 % qu'ils peuvent influencer les décisions du Conseil municipal. Les électeurs ayant voté se déclarent davantage en accord avec l'affirmation « j'ai le pouvoir d'influencer les décisions du conseil municipal » que les autres (Figure 5.11). Aucune différence significative entre les 18-34 ans et les électeurs plus âgés n'est cependant observable. Si une certaine tendance à la baisse est constatée quant au nombre d'électeurs se déclarant en accord avec l'énoncé plus la taille de la municipalité augmente, passant même sous la barre des 50 % dans les villes de 20 000 habitants et plus, celle-ci n'est pas significative.

Figure 5.11 – La participation électorale en fonction du pouvoir d'influence citoyen perçu sur les décisions du Conseil municipal

Voté aux élections municipales de 2017	Les citoyens ont le pouvoir d'influencer les décisions du conseil municipal		
	En désaccord	En accord	Total
Oui	61,31 [57,94;64,57]	72,45 [69,85;74,90]	66,91 [64,32;69,40]
Non	38,69 [35,43;42,06]	27,55 [25,10;30,15]	33,09 [30,60;35,68]
Total	100	100	100

p<0,001

La perception de la représentativité de la diversité de la municipalité au Conseil municipal

Les électeurs considèrent-ils que leur Conseil municipal représente encore une fois la diversité de leur municipalité ? Cela semble être le cas chez environ 60% des répondants au sondage. Ils sont d'ailleurs plus nombreux chez les votants (Figure 5.12).

Figure 5.12 – La participation électorale selon la perception de la représentativité de la municipalité au Conseil municipal

Voté aux élections municipales de 2017	Les élus municipaux reflètent la diversité de votre municipalité		
	En désaccord	En accord	Total
Oui	60,23 [56,88;63,48]	71,26 [68,54;73,83]	66,88 [64,28;69,37]
Non	39,77 [36,52;43,12]	28,74 [26,17;31,46]	33,12 [30,63;35,72]
Total	100	100	100

p<0,001

Quant aux moins de 35 ans, ils sont significativement moins nombreux à se déclarer d'accord avec l'énoncé « les élus municipaux reflètent la diversité de votre municipalité » que les électeurs de 35 ans et plus. Même si l'on constate une baisse de la proportion des répondants en accord avec l'affirmation plus leur municipalité compte d'habitants, il n'y a pas de différence statistiquement significative en fonction de la taille de la municipalité. En général, les répondants sont majoritairement en accord.

Figure 5.13 – La perception de la représentativité de la municipalité au Conseil municipal selon les groupes d'âge

Les élus municipaux reflètent la diversité de votre municipalité	Catégorie d'âge		
	18-34 ans	35 ans et plus	Total
En accord	52,67 [49,11;56,20]	63,31 [61,03;65,52]	60,26 [58,09;62,39]
En désaccord	47,33 [43,80;50,89]	36,69 [34,48;38,97]	39,74 [37,61;41,91]
Total	100	100	100

p<0,001

Cette variable doit être cependant être interprétée avec prudence considérant son libellé. En effet, « diversité » peut ici être interprété différemment en fonction des répondants et de leurs réalités. Une personne s'identifiant à une minorité sexuelle, culturelle ou ethnique pourrait sans doute interpréter cette question différemment qu'une autre vivant dans un environnement très homogène. Cela vaut également pour la diversité des opinions et des choix politiques. En somme, cette variable demande que l'on s'y attarde plus finement dans de prochains travaux de recherche sur la perception de la classe politique locale par leurs constituants. Lorsque l'on analyse les données selon la taille de la municipalité, et malgré que l'on constate une légère baisse de la proportion de répondants se déclarant en accord avec l'affirmation, aucune différence statistiquement significative n'est observée.

La satisfaction envers la démocratie municipale

Finalement, il est pertinent de s'intéresser à la satisfaction à l'égard de la démocratie municipale dans son ensemble. Ainsi, à la question « êtes-vous satisfait de la façon dont la démocratie fonctionne dans votre municipalité ? », un peu plus de 73 % des répondants se déclarent satisfaits ou très satisfaits. Encore une fois, les électeurs qui se disent satisfaits sont plus nombreux chez les votants que chez ceux qui se sont abstenus en 2017, mais ils restent en proportion minoritaires (Figure 5.14). Comme ce fut le cas pour d'autres variables précédemment, il nous est impossible de conclure avec le libellé de cette question si les votants se sont déplacés aux urnes en réaction à une insatisfaction envers le fonctionnement de la démocratie, ou si cette satisfaction motive la participation électorale.

Figure 5.14 – La participation électorale selon la satisfaction à l'égard de la démocratie municipale

Voté aux élections municipales de 2017	Satisfait du fonctionnement de la démocratie dans votre municipalité		
	Pas du tout ou peu satisfait	Assez ou très satisfait	Total
Oui	61,67 [57,71;65,48]	68,80 [66,16;71,32]	66,89 [64,30;69,39]
Non	38,33 [34,52;42,49]	31,20 [28,68;33,84]	33,11 [30,61;35,70]
Total	100	100	100

p<0,001

En ce qui concerne les plus jeunes électeurs, ils sont plus nombreux à se déclarer insatisfaits du fonctionnement de la démocratie dans leur municipalité que leurs vis-à-vis plus âgés (Figure 5.15). De plus, c'est dans les villes de 100 000 habitants et plus que l'on retrouve la plus faible proportion d'insatisfaits, significativement plus que dans les municipalités de taille intermédiaire, c'est à dire comportant entre 5000 et 19 999 résidents (là où l'on retrouve le plus haut taux de satisfaction envers la démocratie locale) (Figure 5.16).

Figure 5.15 – La satisfaction à l'égard de la démocratie municipale selon le groupe d'âge

Satisfait du fonctionnement de la démocratie dans votre municipalité	Catégorie d'âge		
	18-34 ans	35 ans et plus	Total
Assez ou très satisfait	64,62 [61,73;67,41]	76,70 [74,54;78,73]	73,25 [71,14;75,26]
Pas du tout ou peu satisfait	35,38 [32,59;38,27]	23,30 [21,27;25,46]	26,75 [24,74;28,86]
Total	100	100	100

$p < 0,001$

Figure 5.16 – La satisfaction à l'égard de la démocratie municipale en fonction de la taille de municipalité

Satisfait du fonctionnement de la démocratie dans votre municipalité	Taille de la municipalité				
	Très petite (Moins de 5000 habitants)	Petite (5000 à 19 999 habitants)	Moyenne (20 000 à 99 999 habitants)	Grande (100 000 habitants et plus)	Total
Assez ou très satisfait	73,71 [69,84;77,25]	75,76 [72,85;78,45]	76,58 [72,53;80,20]	68,28 [65,19;71,22]	73,25 [71,14;75,26]
Pas du tout ou peu satisfait	26,29 [22,75;30,16]	24,24 [21,55;27,15]	23,42 [19,80;27,47]	31,72 [28,78;34,81]	26,75 [24,74;28,86]
Total	100	100	100	100	100

$p < 0,001$

Les facteurs explicatifs relatifs à la perception de la classe politique sur la participation électorale municipale

L'analyse de régression multivariée effectuée à partir des variables associées à la perception de la classe politique montre un effet négatif et significatif sur la participation électorale lorsque l'électeur a l'impression que les élus municipaux sont influencés par « les riches », que les citoyens ne peuvent pas réellement influencer les membres du Conseil municipal, et que ces derniers ne représentent pas la diversité de la municipalité. Curieusement, il appert que l'effet de penser que le maire perd contact avec les citoyens une fois élu est positif et significativement significatif. Cela laisse à penser qu'avoir l'impression que le premier magistrat n'est plus en phase avec les citoyens qu'il représente inciterait à se déplacer aux urnes, ce qui n'est pas le cas lorsque cette perception est présente envers le conseiller municipal. Notons aussi que l'effet positif de la variable relative à la satisfaction envers la démocratie municipale n'est pas statistiquement significatif. Ainsi, il est possible de conclure qu'une mauvaise perception de la classe politique municipale influence négativement la participation électorale, sauf dans le cas du maire.

Figure 5.17 – Les facteurs explicatifs relatifs à la perception de la classe politique sur la participation électorale municipale

Voté aux élections municipales de 2017	Coefficient de régression	Erreur standard
Le maire perd contact avec les citoyens une fois élu	0,195*	0,097
Les conseillers municipaux perdent contact avec les citoyens une fois élus	-0,085	0,097
Le conseil municipal ne se préoccupe pas de l'opinion des citoyens	-0,135	0,099
Les gens du conseil ne feront pas ce qui est juste	-0,117	0,081
Les élus municipaux sont trop influencés par les gens riches	-0,182*	0,077
Les citoyens n'ont pas le pouvoir d'influencer les décisions du conseil municipal	-0,359***	0,081
Les élus municipaux ne reflètent pas la diversité de votre municipalité	-0,320***	0,090
N'est pas satisfait du fonctionnement de la démocratie dans sa municipalité	0,002	0,094
34 ans et moins	-0,325**	0,115
Femme	-0,380***	0,106
Études universitaires	0,520***	0,087
Revenu <40 000\$	-0,232**	0,086
Francophone	-0,211	0,130
Immigrant	-0,151	0,169
Constante	1,578***	0,148

***p<0,001 **p<0,01 *p<0,05

En résumé

- Une mauvaise perception de la classe politique municipale a un effet négatif sur la participation électorale.
- L'effet négatif de l'ensemble des variables concernant l'influence présumée des riches, le manque d'influence des citoyens et le manque de représentativité de la diversité par les élus municipaux est confirmé par l'analyse multivariée.
- Penser que le maire perd contact avec les citoyens de la municipalité une fois élu aurait un effet positif et significatif sur la participation électorale.

- La satisfaction envers la démocratie municipale ne semble pas influencer positivement la participation électorale.
- Les conclusions de travaux antérieurs sur l'attitude des jeunes et leur perception des politiciens est confirmé par nos analyses : ces derniers ne seraient pas plus cyniques que les électeurs plus âgés (35 ans et plus). Ainsi, il est aussi vrai de dire en contexte politique municipal qu'il faut éviter les clichés et les idées reçues du genre « les jeunes sont cyniques » (Élections Québec, s.d.) lorsque vient le temps d'analyser le comportement des jeunes électeurs quant à leur participation électorale aux scrutins.

6. L'influence de la présence des formations politiques municipales

Ce chapitre offre une analyse de l'influence des partis politiques municipaux sur la participation électorale. À ce titre, les résultats à quatre questions du sondage sont présentés, regroupés en trois thèmes : la présence perçue d'un parti ou d'une équipe politique au sein d'une municipalité, l'identification à une formation politique et l'évaluation de la pertinence des groupes partisans au palier municipal.

La présence de partis politiques municipaux ou d'équipes

La présence de partis politiques municipaux aurait-elle un effet sur la participation municipale lors des scrutins locaux ? Selon Duval (2005 : 75-76), les études s'étant attardées à cette question, tous paliers de gouvernement confondus, ne sont pas concluantes puisque leurs résultats sont inconstants. Il ajoute qu'au Québec, cela ne peut expliquer la baisse du taux de participation. En ce qui concerne la scène municipale en particulier, certaines études avancent toutefois que ceux-ci n'auraient aucun effet sur le taux de participation (Couture et al., 2014), voire un impact négatif dans les villes de plus de 100 000 habitants (Breux et al., 2014). Or, un article récent montre un impact significatif de la présence des partis politiques municipaux dans les petites villes du Québec sur le taux de participations (Breux et al., 2016).

Ainsi, si les résultats sont peu concluants, il est généralement admis que la présence de partis politiques entraînerait une meilleure quantité et qualité d'information. Ainsi, en plus de politiser les enjeux municipaux, ils pourraient potentiellement favoriser le renouvellement des élites politiques locales (Breux, 2013), et même soutenir les candidats et les élus (Mévellec et Tremblay, 2016). Or, selon Bherer et Breux (2013), qui se basent sur les trois fonctions démocratiques des partis politiques identifiés par Webb, Farrell et Holliday (2002), les partis politiques municipaux québécois s'inscrivent davantage en appui à une (ou à des) candidature(s) (à la mairie, notamment) en prévision d'un scrutin (1- fonction de nomination), que comme vecteur de politisation des enjeux locaux (2- fonction programmatique) ou que comme organisateur de la vie partisane et militante sur la scène municipale (3- fonction d'organisation).

Pour évaluer l'effet possible des partis politiques sur le taux de participation, nous avons croisé la participation électorale déclarée aux élections municipales de 2017 avec la présence perçue par les électeurs d'une ou plusieurs formations politiques dans leur municipalité. Les résultats, illustrés à la Figure 6.1, montrent que le taux de participation est largement supérieur chez les électeurs ayant observé la présence de partis politiques, et vice-versa.

Figure 6.1 – La participation électorale selon la présence d'un parti ou d'une équipe

Voté aux élections municipales de 2017	Présence de candidats qui se sont présentés en parti ou en équipe		
	Non	Oui	Total
Oui	58,59 [54,41;62,65]	73,74 [71,14;76,18]	66,91 [64,31;69,41]
Non	41,41 [37,35;45,59]	26,26 [23,82;28,86]	33,09 [30,59;35,69]
Total	100	100	100

$p < 0,001$

Soulignons toutefois que les partis politiques ne sont autorisés, selon le cadre législatif québécois, que dans les municipalités de plus de 5 000 habitants. Dans les plus petites villes (moins de 5 000 habitants), les candidats peuvent cependant se regrouper en « équipe », sans pouvoir profiter des avantages – financiers notamment – qu'offre le statut de parti reconnu par Élections Québec. Pour cette raison, les répondants qui

ont déclaré qu'il n'y a pas de parti politique dans leur municipalité ont été invités à indiquer si à leur avis, il existait un lien suffisamment fort entre certains candidats qui leur permettrait de dire qu'ils font partie d'une équipe politique.

Des 1 810 répondants à cette question, plus de 40 % (734) ont répondu ne pas savoir. Le nombre de réponses aux autres choix est relativement faible : 159 électeurs disent en être certains, 484 disent que cela est probable, alors que 433 personnes rejettent cette possibilité. Lorsque l'on croise ces résultats à la participation électorale déclarée (voir Figure 6.2), on observe une différence significative entre les électeurs ayant exercé leur droit de vote qui se sont déclarés certains qu'il y avait une équipe politique comparativement à ceux ayant répondu par la négative. Les premiers ont déclaré voter davantage que les seconds dans une proportion de plus de 10 %. Le faible nombre de réponses dans certaines catégories nous amène cependant à prendre cette conclusion avec prudence.

Figure 6.2 – La participation électorale selon la présence perçue d'une équipe politique

Voté aux élections municipales de 2017	Existence d'un lien suffisamment fort entre certains candidats pour pouvoir les identifier dans la même équipe			
	Non	Probablement	Certainement	Total
Oui	66,36 [60,67;71,60]	69,65 [64,51;74,34]	76,73 [68,78;83,15]	69,37 [65,26;73,20]
Non	33,64 [28,40;39,33]	30,35 [25,66;35,49]	23,27 [16,85;31,22]	30,63 [26,80;34,74]
Total	100	100	100	100

n.s.

Le niveau d'identification à un parti politique ou une équipe

Au-delà de la présence de formations partisanes au palier local, est-ce que le fait de s'identifier à l'une d'entre elles peut être un facteur de motivation à voter ? Les résultats, illustrés à la Figure 6.3, sont sans équivoque : les électeurs se disant près d'un parti politique ont déclaré avoir voté dans une proportion de près de 20 points de pourcentage supérieure à ceux qui ont déclaré ne pas l'être. L'inverse est aussi vrai, moins d'électeurs abstentionnistes ont déclaré se sentir proches d'une formation politique municipale que ceux qui ne s'y identifient pas. Ces différences sont toutes statistiquement significatives.

Figure 6.3 – La participation électorale selon l'identification à un parti ou une équipe

Voté aux élections municipales de 2017	Se sentait proche d'une équipe ou d'un parti		
	Non	Oui	Total
Oui	67,83 [64,68;70,83]	87,79 [83,95;90,81]	73,78 [71,18;76,23]
Non	32,17 [29,17;35,32]	12,21 [9,19;16,05]	26,22 [23,77;28,82]
Total	100	100	100

p<0,001

Les résultats d'une analyse bivariée entre l'âge et l'identification à une formation politique locale ne montrent pas de différence statistique en fonction des groupes d'âge : 70,34 % des moins de 35 ans déclarent s'être sentis pas du tout ou très peu proche d'un parti ou d'une équipe, alors que cette proportion est de 70,19 % chez les 35 ans et plus. Aucune différence notable n'a également été observée entre les différentes tailles de municipalités : les proportions restent statistiquement semblables, autour de 70 % des électeurs déclarent ne pas se sentir proches d'un parti municipal, alors qu'environ 30 % disent l'être.

L'évaluation de la pertinence des partis politiques municipaux

Finalement, se peut-il que l'évaluation du rôle des partis politiques municipaux influence la participation électorale ? Il a été demandé aux répondants si, selon eux, les partis politiques municipaux sont la meilleure façon de représenter les intérêts des citoyens. Les résultats ne montrent pas de différences statistiquement significatives : les votants sont d'accord à 68,16 % et en désaccord à 65,29 %. Les moins de 35 ans se déclarent davantage en désaccord avec l'affirmation (45,14 %), comparativement à 40,48 % pour les 35 ans et plus, mais cette différence n'est pas non plus significative. Les électeurs des municipalités de plus de 20 000 habitants semblent croire un peu plus en la pertinence des partis politiques municipaux pour représenter leurs intérêts (60,48 % chez les répondants de villes d'entre 20 000 et 99 999 habitants, 59,87 % chez les citoyens des villes de plus de 100 000 résidents) que ceux des municipalités de 5 000 à 19 999 habitants (55,63 %) et de moins de 5 000 habitants (55,21 %). Encore une fois, aucune différence statistiquement significative n'est cependant observée.

Les facteurs explicatifs des partis politiques et des équipes sur la participation électorale municipale

D'abord, en ce qui concerne la présence d'un parti politique et la perception qu'il s'agit d'un meilleur véhicule pour représenter les intérêts des citoyens, l'analyse multivariée montre des effets positifs statistiquement significatifs sur la participation électorale (Figure 6.4). Notons toutefois que l'effet est moins important et est moins significatif dans le cas de la deuxième variable.

Figure 6.4 – Les facteurs explicatifs relatifs à la présence et à la représentativité des partis politiques municipaux

Voté aux élections municipales de 2017	Coefficient de régression	Erreur Standard
Présence de candidats qui se sont présentés en parti ou en équipe	0,664***	0,095
Les partis politiques municipaux sont la meilleure façon de représenter les intérêts des citoyens	0,154	0,081
34 ans et moins	-0,404***	0,113
Femme	-0,346**	0,115
Études universitaires	0,450***	0,086
Revenu <40 000\$	-0,205*	0,084
Francophone	-0,284*	0,134
Immigrant	-0,220	0,168
Constante	0,749***	0,157

***p<0,001 **p<0,01 *p<0,05

Dans un même ordre d'idée, chez les répondants de municipalités où il n'y avait pas en 2017 de partis officiellement reconnus par Élection Québec, la perception que certains candidats font partie d'une équipe n'a cependant pas d'effet significatif. Ainsi, les alliances informelles n'auraient pas d'influence sur la participation électorale que les partis en bonne et due forme (Figure 6.5).

Figure 6.5 – Les facteurs explicatifs relatifs à la perception d’une équipe de candidats informelle dans les municipalités où il n’y a pas de partis politiques reconnus.

Voté aux élections municipales de 2017	Coefficient de régression	Erreur Standard
Existence d'un lien suffisamment fort entre certains candidats pour pouvoir les identifier dans la même équipe	0,254	0,155
34 ans et moins	-0,512**	0,181
Femme	-0,102	0,179
Études universitaires	0,673***	0,179
Revenu <40 000\$	-0,062	0,141
Francophone	-0,605*	0,285
Immigrant	-0,452	0,285
Constante	1,233***	0,316

***p<0,001 **p<0,01 *p<0,05

Finalement, l’identification à une formation politique municipale (Figure 6.6) semble influencer positivement la participation électorale.

Figure 6.6 – Les facteurs explicatifs relatifs à l’identification à un parti politique municipal

Voté aux élections municipales de 2017	Coefficient de régression	Erreur Standard
Se sentait proche d'un parti ou d'une équipe	1,285***	0,169
34 ans et moins	-0,191	0,151
Femme	-0,238	0,141
Études universitaires	0,342**	0,108
Revenu <40 000\$	-0,278*	0,135
Francophone	-0,234	0,186
Immigrant	-0,123	0,247
Constante	1,072***	0,202

***p<0,001 **p<0,01 *p<0,05

En résumé

- Le taux de participation est largement supérieur chez les électeurs ayant observé la présence de partis politiques au sein de leur municipalité.
- Les électeurs se disant se sentir proches d’un parti politique ont déclaré avoir voté dans une proportion de près de 20 % supérieure à ceux qui ont déclaré ne pas l’être.
- L’analyse multivariée montre que la présence d’un parti politique dans une municipalité, le sentiment qu’il s’agit d’un véhicule pertinent pour la représentation des intérêts citoyens et l’identification à une formation politique locale sont tous des facteurs qui influencent positivement le vote.
- *A contrario*, dans les municipalités où l’on ne retrouve pas de partis politiques, la perception que certains candidats forment une équipe informelle n’influence pas les électeurs à se rendre aux urnes.

7. La compétitivité perçue du scrutin

Cette partie du rapport explore la question de la compétitivité du scrutin perçue par les citoyens. Elle vise à savoir si un scrutin perçu comme plus serré, où l'on peut jouer un rôle comme électeur, favoriserait la participation électorale. À l'inverse, une élection où il n'y aurait pas de « choix » politique réel, où l'on a l'impression que les jeux sont faits à l'avance et où l'on doute de l'impact de notre vote sur le résultat final aurait-elle un effet négatif sur le taux de participation ?

L'impact estimé du vote sur le résultat du scrutin

Comme le soulignent Couture, Breux et Bherer (2014), les électeurs ont tendance à bouder les urnes lors de scrutins municipaux où la victoire d'un candidat semble assurée à l'avance. La compétition électorale apparaîtrait donc ainsi comme un élément incontournable dans la compréhension de la participation électorale municipale (Breux et al., 2017 : 716). Notons aussi que lorsque l'issue d'une élection semble déterminée à l'avance, les citoyens auraient tendance à se déplacer en moins grand nombre aux urnes (Couture et al., 2014 : 807). Ainsi, dans cette section du chapitre, nous présentons les résultats à deux questions pour lesquelles les répondants étaient invités à partager leur évaluation de l'impact de leur vote sur les résultats, d'abord à la mairie puis au poste de conseiller municipal.

L'élection à la mairie

Sans surprise, comme le montre la Figure 7.1, les électeurs qui doutent de l'impact de leur vote sur le sort du scrutin à la mairie sont statistiquement plus nombreux à s'être abstenus lors des élections municipales de 2017. On constate également la tendance inverse chez les personnes qui croient en l'influence de leur vote à l'élection à la mairie.

Figure 7.1 – La participation électorale selon l'impact perçu du vote sur le résultat à l'élection à la mairie

Voté aux élections municipales de 2017	Le vote d'un citoyen peut faire la différence dans les résultats de l'élection à la mairie		
	En désaccord	En accord	Total
Oui	54,64 [50,55;58,68]	78,22 [75,60;80,63]	72,84 [70,17;75,35]
Non	45,36 [41,32;49,45]	21,78 [19,37;24,40]	27,16 [24,65;29,83]
Total	100	100	100

p<0,001

La Figure 7.2 illustre la différence entre les groupes d'âge concernant l'impact estimé du vote à la mairie. En effet, les 18-34 ans sont statistiquement plus nombreux à penser que leur vote n'a pas d'impact sur l'élection du premier magistrat, alors que les 35 ans et plus sont plus de 80 % à penser que leur vote compte.

Figure 7.2 – L'impact perçu du vote sur le résultat à l'élection à la mairie par catégorie d'âge

Le vote d'un citoyen peut faire la différence dans les résultats de l'élection à la mairie	Catégorie d'âge		
	18-34 ans	35 ans et plus	Total
En accord	68,10 [64,50;71,49]	80,97 [79,05;82,75]	77,13 [75,12;79,03]
En désaccord	31,90 [28,51;35,50]	19,03 [17,25;20,95]	22,87 [20,97;24,88]
Total	100	100	100

p<0,001

Les résultats montrent également que les électeurs des plus grandes villes (100 000 habitants et plus) seraient moins enclins à penser que leur vote peut avoir un impact sur les résultats à la mairie (Figure 7.3).

Figure 7.3 – L'impact perçu du vote sur le résultat à l'élection à la mairie selon la taille de la municipalité

Le vote d'un citoyen peut faire la différence dans les résultats de l'élection à la mairie	Taille de la municipalité				
	Très petite (Moins de 5000 habitants)	Petite (5000 à 19 999 habitants)	Moyenne (20 000 à 99 999 habitants)	Grande (100 000 habitants et plus)	Total
En accord	83,50 [79,41;86,90]	80,58 [77,26;83,51]	78,08 [74,02;81,66]	72,46 [69,46;75,27]	77,13 [75,12;79,03]
En désaccord	16,50 [13,10;20,59]	19,42 [16,49;22,74]	21,92 [18,34;25,98]	27,54 [24,73;30,54]	22,87 [20,97;24,88]
Total	100	100	100	100	100

p<0,001

L'élection au poste de conseiller municipal

Les trois analyses bivariées illustrées plus haut ont été reproduites, cette fois-ci pour évaluer l'impact de la perception que son vote peut influencer l'élection au poste de conseiller municipal sur la participation électorale. À noter que le taux de réponse pour chacun des choix demeure semblable à ceux pour l'élection à la mairie : 722 électeurs (contre 2 496) estiment que leur vote n'a pas d'influence sur le résultat à l'élection du conseiller municipal, alors qu'ils sont 734 à le croire pour la mairie (contre 2 482). Il aurait été possible de croire que parce que les conseillers municipaux des villes de plus de 20 000 habitants sont élus par les électeurs d'un district et non par l'ensemble des électeurs de la municipalité, la perception de pouvoir faire la différence par son vote sur le résultat au poste de conseiller aurait été plus élevée. Or, les données ne semblent pas appuyer cette thèse.

Quoi qu'il en soit, lorsque l'on analyse l'impact perçu du vote sur le résultat à l'élection au poste de conseiller municipal selon la participation électorale, on observe des résultats semblables (voir Figure 7.4) à l'élection à la mairie (voir Figure 7.1). Une fois de plus, les électeurs qui doutent de l'impact de leur vote sur le sort du scrutin – au poste de conseiller cette fois-ci – sont statistiquement plus nombreux à s'être abstenus qu'à avoir voté, et vice-versa.

Figure 7.4 – La participation électorale selon l'impact perçu du vote sur le résultat à l'élection au poste de conseiller municipal

Voté aux élections municipales de 2017	Le vote d'un citoyen peut faire la différence dans les résultats de l'élection des conseillers municipaux		
	En désaccord	En accord	Total
Oui	53,33 [48,83;57,78]	78,51 [75,93;80,87]	72,86 [70,19;75,37]
Non	46,67 [42,22;51,17]	21,49 [19,13;24,07]	27,14 [24,63;29,81]
Total	100	100	100

p<0,001

Il en va de même pour les groupes d'âge. L'analyse de l'impact perçu du vote sur le résultat à l'élection au poste de conseiller municipal par catégorie d'âge (voir Figure 7.5) montre des résultats semblables à ceux à l'élection du premier magistrat : les 18-34 ans sont statistiquement plus sceptiques face à l'impact réel de leur vote sur le sort du scrutin au poste de conseiller municipal que les 35 ans et plus.

Figure 7.5 – L'impact perçu du vote sur le résultat à l'élection au poste de conseiller municipal par catégorie d'âge

Le vote d'un citoyen peut faire la différence dans les résultats de l'élection des conseillers municipaux	Catégorie d'âge		
	18-34 ans	35 ans et plus	Total
En accord	68,31 [65,20;71,26]	81,43 [79,57;83,15]	77,52 [75,56;79,37]
En désaccord	31,69 [28,74;34,80]	18,57 [16,85;20,43]	22,48 [20,63;24,44]
Total	100	100	100

p<0,001

Sachant que le processus d'élection des conseillers municipaux change en fonction de la taille de la municipalité, nous avons effectué une analyse bivée en isolant les villes de 20 000 habitants et plus. En effet, ces villes étant divisées en districts électoraux, le maire est élu au suffrage universel alors que les conseillers le sont par les électeurs du district qu'ils représentent. Dans le cas des municipalités de moins de 20 000 habitants, sauf pour celles qui ont adopté un règlement divisant le territoire en districts électoraux¹³, les électeurs sont appelés à voter à la fois pour l'élection à la mairie, ainsi que pour l'ensemble des conseillers municipaux. Ainsi, existerait-il une différence dans la perception de l'importance du vote sur le résultat au poste de conseiller municipal selon leur mode d'élection ?

Après analyse, aucune différence réellement significative n'apparaît à l'égard de l'impact perçu du vote sur le résultat à l'élection au poste de conseiller municipal entre les électeurs des municipalités de moins de 20 000 citoyens et ceux des villes de 20 000 et plus. Une différence d'environ 5 % est toutefois observable, les électeurs des municipalités de 20 000 habitants et plus se déclarant en accord avec l'énoncé « Mon vote peut faire la différence sur les résultats au poste de conseiller municipal » dans une proportion de 75,93 % comparativement à 80,42 % dans les autres.

La possibilité perçue de battre un élu sortant

La perception quant à la possibilité réelle de défaire un élu sortant est pourrait être corolaire à l'évaluation de la compétitivité d'un scrutin donné. Autrement dit, si les électeurs perçoivent qu'il est impossible de vaincre un candidat qui se présente à sa propre succession, auront-ils tendance à boudier les urnes ? D'entrée de jeu, soulignons que les répondants sont partagés vis-à-vis l'énoncé suivant : « Il est trop difficile de remporter une élection contre les élus déjà en place ». En effet, des 3 998 répondants à cette question, 50,45 % ont dit être tout à fait ou plutôt en désaccord avec ce constat, alors que 49,55 % ont mentionné l'inverse. Aucune différence statistique n'est observée en lien avec la participation électorale déclarée au scrutin de 2017; les proportions demeurant dans l'ordre des 66 % de votants contre 33 %, peu importe si les répondants sont en accord ou non avec l'énoncé. Cela tend à confirmer les résultats d'enquêtes précédentes, lesquelles avançaient que la présence de candidats sortants n'aurait pas d'influence sur la participation électorale (Breux et al., 2014, 2017). L'absence de différence significative s'illustre aussi lorsque l'on compare les groupes d'âge, et ce même si les répondants de moins de 35 ans semblent quelque peu plus pessimistes quant à la possibilité de battre un élu sortant à l'occasion d'une élection municipale (53,36 %) que les 35 ans et plus (48,03 %).

13. En date du 16 juin 2020, un total de 268 municipalités québécoises sont divisées en districts électoraux. De ce nombre, 208 municipalités comptent moins de 20 000 habitants (Élections Québec, 2020b).

Fait intéressant à noter, contrairement à l'impact perçu du vote sur le résultat à l'élection au poste de conseiller municipal, il semble exister une différence statistique dans l'évaluation de la possibilité de défaire un élu sortant entre les électeurs des municipalités de moins de 20 000 citoyens et ceux des villes de 20 000 et plus. La Figure 7.6 montre effectivement que les électeurs de ces dernières municipalités sont moins optimistes quant à cette possibilité que leurs vis-à-vis des municipalités de moins de 20 000 citoyens à cet égard.

Figure 7.6 – L'évaluation de la possibilité de défaire un élu sortant selon la taille de la municipalité

Il est trop difficile de remporter une élection contre un élu sortant	Taille de la municipalité		
	Moins de 20 000 habitants	20 000 habitants et plus	Total
En accord	45,48 [42,53;48,45]	52,46 [50,23;54,69]	49,56 [47,67;51,46]
En désaccord	54,52 [51,55;57,47]	47,54 [45,31;49,77]	50,44 [48,54;52,33]
Total	100	100	100

$p < 0,001$

L'élection par acclamation de maires

Sachant que la course au poste de magistrat a un impact majeur dans la participation électorale municipale au Québec (Breux et al., 2017), il est intéressant de jeter un regard sur l'importance accordée à l'élection à ce poste par les électeurs. Encore une fois, les répondants sont divisés entre considérer l'élection par acclamation de maires dans certaines municipalités comme étant un problème d'un point de vue démocratique (48,42 %) ou non (51,58 %). La Figure 7.7 illustre les résultats sur une échelle ordinaire où 0 représente « Pas du tout un problème », 10 « Un grave problème » et où 5 peut être interprété comme une position « neutre ». On remarque le nombre important de réponses « neutres », deuxième en termes de fréquence, après « Cela ne pose pas de problème ».

Figure 7.7 – Évaluation de l'élection par acclamation à la mairie de certaines municipalités comme un problème du point de vue démocratique

A quel point l'élection du maire par acclamation est un problème démocratique	Pourcentages	Intervalle de confiance à 95% (Limite inférieure)	Intervalle de confiance à 95% (Limite supérieure)
10/grand problème	9,01	8,11	10,00
9	2,87	2,33	3,54
8	9,03	8,26	9,87
7	9,96	8,95	11,07
6	8,66	7,74	9,68
5/neutre	18,24	17,12	19,42
4	4,42	3,84	5,08
3	5,67	4,98	6,44
2	5,24	4,52	6,08
1	3,49	2,96	4,12
0/pas un problème	23,41	21,93	24,95
Total	100		

En rassemblant les réponses allant de « 0 » à « 4 » et les réponses allant de « 6 » à « 8 » en deux groupes distincts pour rassembler les répondants qui considèrent ou non que l'élection d'un premier magistrat par acclamation pose un problème pour la démocratie (voir Figure 7.8), les données montrent que les ceux qui ont voté lors des élections municipales de 2017 sont plus attaché au scrutin populaire, alors que ceux qui ont boudé les urnes sont plus nombreux à considérer que l'élection par acclamation ne représente pas un

problème enjeu. Notons au passage que même chez les votants, une majorité de répondants adoptent une attitude neutre ou négative face à l'énoncé.

Figure 7.8 – La participation électorale selon évaluation de l'élection par acclamation à la mairie de certaines municipalités comme un problème du point de vue démocratique

L'élection du maire par acclamation est un problème démocratique	A voté aux élections municipales de 2017		
	Non	Oui	Total
En accord	35,20 [32,48;38,01]	41,69 [39,06;44,38]	39,55 [37,50;41,62]
Neutre	16,84 [14,88;19,00]	18,89 [17,5;20,36]	18,21 [17,09;19,39]
En désaccord	47,96 [45,29;50,64]	39,42 [37,17;41,71]	42,24 [40,43;44,08]
Total	100	100	100

$p < 0,001$

Des conclusions similaires émanent de l'analyse bivariée en fonction du groupe d'âge : on retrouve une proportion significativement plus élevée de 18-34 ans considérant l'élection par acclamation comme un problème, alors que la situation est inversée chez les plus de 35 ans. Cette différence est intéressante, suggérant ici que les plus jeunes seraient peut-être plus attachés à la tenue d'élections pour la mairie que l'on ne peut le croire. Ces données sont encourageantes lorsqu'on les contextualise plus largement. Les données du *World Values Survey* indiquent une chute importante des jeunes électeurs qui considèrent la démocratie comme « essentielle » (Fao et Mounk, 2017). Dans le cas qui nous concerne, leur attachement semble plus important envers l'élection démocratique municipale que les générations plus âgées. Cela mérite sans doute des analyses supplémentaires au-delà de la portée du présent rapport afin d'expliquer cette différence.

Figure 7.9 – Évaluation de l'élection par acclamation à la mairie de certaines municipalités comme un problème du point de vue démocratique selon le groupe d'âge

L'élection du maire par acclamation est un problème démocratique	Catégorie d'âge		
	18-34 ans	35 ans et plus	Total
En accord	46,21 [43,56;48,88]	36,85 [34,65;39,11]	39,53 [37,49;41,61]
Neutre	16,04 [14,51;17,70]	19,13 [17,76;20,57]	18,24 [17,12;19,42]
En désaccord	37,75 [34,84;40,75]	44,02 [42,01;46,05]	42,23 [40,41;44,07]
Total	100	100	100

$p < 0,001$

De plus, la taille de la municipalité semble influencer l'attitude des répondants face aux élections par acclamation (Figure 7.10). On observe une différence significative entre les plus petites municipalités et les plus grandes. C'est dans ces dernières – les villes de 100 000 habitants et plus – que le plus de gens croient que l'élection par acclamation à la mairie est problématique (sans toutefois rallier une majorité des répondants). À l'inverse, près de la moitié des habitants sondés des plus petites municipalités (moins de 5 000 résidents) n'y voient pas de problème. Cette situation pourrait-elle s'expliquer par le fait que c'est dans les plus petites villes qu'il y a le plus d'élections par acclamation, rendant ainsi la chose plus banale ?

Figure 7.10 – Évaluation de l'élection par acclamation à la mairie de certaines municipalités comme un problème du point de vue démocratique selon la taille de la municipalité

L'élection du maire par acclamation est un problème démocratique	Taille de la municipalité				
	Très petite (Moins de 5000 habitants)	Petite (5000 à 19 999 habitants)	Moyenne (20 000 à 99 999 habitants)	Grande (100 000 habitants et plus)	Total
En accord	32,57 [29,40;35,91]	36,29 [33,14;39,55]	39,24 [36,11;42,46]	46,24 [43,57;48,93]	39,53 [37,49;41,61]
Neutre	19,46 [16,96;22,23]	21,27 [18,50;24,33]	16,88 [15,03;18,91]	16,47 [14,54;18,59]	18,24 [17,12;19,42]
En désaccord	47,97 [44,45;51,52]	42,44 [39,28;45,66]	43,88 [40,52;47,29]	37,29 [34,54;40,12]	42,23 [40,41;44,07]
Total	100	100	100	100	100

p<0,001

L'évaluation d'une réelle compétition entre différentes options

Outre les facteurs analysés jusqu'à maintenant, la participation électorale pourrait-elle être influencée par la perception qu'ont les citoyens du choix politique qui s'offre à eux ? En d'autres mots, l'absence d'une offre diversifiée d'option pourrait-elle entraîner plus d'abstentions ? Selon nos données, la majorité des gens ayant exercé leur droit de vote en 2017 croyait en la présence d'une offre politique variée (voir Figure 7.11). Notons toutefois qu'une majorité des non-votants déclarent aussi constater qu'il y a du « choix » entre les différents candidats.

Figure 7.11 – La participation électorale selon la perception d'un choix politique entre les candidats municipaux

Tous les candidats aux élections municipales se ressemblent, il n'y a pas vraiment de choix	Voté aux élections municipales de 2017		
	Non	Oui	Total
En accord	47,46 [44,27;50,68]	34,62 [32,05;37,28]	38,87 [36,51;41,29]
En désaccord	52,54 [49,32;55,73]	65,38 [62,72;67,95]	61,13 [58,71;63,49]
Total	100	100	100

p<0,001

La Figure 7.12 montre une nette différence statistiquement significative entre les groupes d'âge : les moins de 35 ans étant moins nombreux (52,93 %) à croire en la présence de diversité politique chez les candidats municipaux que les 35 ans et plus (64,39 %). On ne constate cependant pas de différence significative selon la taille de la municipalité.

Figure 7.12 – La perception d'un choix politique entre les candidats municipaux selon le groupe d'âge

Tous les candidats aux élections municipales se ressemblent, il n'y a pas vraiment de choix	Catégorie d'âge		
	18-34 ans	35 ans et plus	Total
En accord	47,07 [44,48;49,68]	35,61 [32,92;38,41]	38,89 [36,53;41,31]
En désaccord	52,93 [50,32;55,52]	64,39 [61,59;67,08]	61,11 [58,69;63,47]
Total	100	100	100

p<0,001

Les facteurs explicatifs de la compétitivité perçue du scrutin et des équipes sur la participation électorale municipale

L'analyse multivariée (voir Figure 7.13) montre qu'avoir l'impression d'avoir du choix parmi les candidats en lice¹⁴, considérer l'élection à la mairie par acclamation comme un problème d'un point de vue démocratique, avoir l'impression de faire la différence au poste de conseiller municipal et finalement avoir l'impression que son vote peut influencer les résultats à la mairie sont tous des facteurs ayant une influence positive sur la participation électorale. La perception qu'il puisse être trop difficile de défaire un élu sortant semble elle aussi avoir un effet significatif. Cela diverge des résultats de Breux et al. (2014) qui concluent en l'absence « de lien direct entre la présence d'un candidat sortant et le taux de participation électorale au poste de conseiller » municipal. Cette variation peut s'expliquer, entre autres, par le fait que le libellé de la question utilisée ici ne spécifie pas s'il s'agit d'un candidat à la mairie ou au poste de conseiller.

Figure 7.13 – L'effet des variables relatives à la compétitivité perçue du scrutin sur la participation électorale municipale

Voté aux élections municipales de 2017	Coefficient de régression	Erreur standard
Le vote d'un citoyen peut faire la différence dans les résultats de l'élection à la mairie	0,354	0,196
Le vote d'un citoyen peut faire la différence dans les résultats de l'élection des conseillers municipaux	0,805***	0,194
Il n'est pas trop difficile de remporter une élection contre un élu sortant	-0,170	0,094
L'élection du maire par acclamation est un problème démocratique	0,470***	0,113
Tous les candidats aux élections municipales se ressemblent, il n'y a pas vraiment de choix	0,524***	0,104
34 ans et moins	-0,458***	0,124
Femme	-0,548***	0,119
Études universitaires	0,301**	0,113
Revenu <40 000\$	-0,289*	0,117
Francophone	-0,037	0,168
Immigrant	-0,271	0,224
Constante	0,180	0,237

***p<0,001 **p<0,01 *p<0,05

14. Soulignons que l'effet semble davantage important et significatif lorsqu'il est question des candidats au poste de conseiller municipal que ceux en lice pour le poste de premier magistrat.

En résumé

- Que ce soit à l'élection à la mairie ou pour les postes de conseillers municipaux, les répondants qui doutent de l'impact de leur vote sur le sort du scrutin à la mairie sont statistiquement plus nombreux à dire s'être abstenus lors des élections municipales de 2017.
- En ce qui concerne l'élection des conseillers municipaux, on ne constate pas de différence dans l'évaluation de l'impact du vote sur les résultats entre les répondants des municipalités de moins de 20 000 habitants et ceux des villes de 20 000 résidents et plus.
- Ceux qui considèrent l'élection par acclamation de maire comme un enjeu pour la démocratie semblent être plus enclins à exercer leur droit de vote. Ils sont aussi (significativement?) plus nombreux parmi les moins de 35 ans et parmi les répondants qui habitent dans une des 10 plus grandes villes du Québec.
- Les répondants sont partagés dans une proportion presque égale face à l'énoncé voulant qu'il soit trop difficile de défaire un élu sortant au municipal.
- L'analyse multivariée montre qu'avoir l'impression d'avoir du choix parmi les candidats en lice, considérer l'élection à la mairie par acclamation comme un problème d'un point de vue démocratique, avoir l'impression de faire la différence au poste de conseiller municipal et finalement avoir l'impression que son vote peut influencer les résultats à la mairie sont tous des facteurs explicatifs de la participation électorale au municipal.

8. L'enracinement dans la communauté

Les relations sociales, aussi appelées « capital social », pourraient avoir une influence positive sur la participation électorale. L'enracinement dans la communauté, qui en est une composante, serait à cet effet un indicateur important (Nakhaie, 2006). Également, selon certaines études, l'engagement au sens large pourrait aussi avoir un effet positif. Par exemple, être impliqué dans une association autre que politique, religieuse ou syndicale aurait un effet appréciable sur la participation électorale (Johnston et Matthews, 2004). Chez les plus jeunes électeurs, une note de recherche portant sur le cas des élections canadiennes de 2011 montre que le bénévolat encouragerait l'exercice du vote (Guay et al., 2014 : 11). Cet effet serait également vrai dans la population en général (Nakhaie, 2006). Cependant, encore peu d'études empiriques en contexte québécois portent sur l'effet de l'engagement communautaire sur la participation électorale (Duval, 2005 : 31).

Ce chapitre présente une série d'analyses bivariées mettant en relation la participation électorale avec des variables pouvant être associées à l'enracinement dans la communauté : le sentiment d'appartenance, le nombre d'années de vie dans la municipalité et dans le domicile, ainsi que le fait d'avoir été bénévole au cours des 12 derniers mois.

Évaluation du sentiment d'appartenance à la municipalité

La première variable étudiée au présent chapitre est le sentiment d'appartenance à la municipalité. Ce dernier est évalué par les répondants sur une échelle composée des options « très faible », « plutôt faible », « plutôt fort » et « très fort ». Les réponses ont par la suite été regroupées en deux catégories (« faible » et « fort »). L'analyse bivariée montre que les électeurs déclarant ressentir un sentiment d'appartenance élevé votent davantage que ceux ressentant un lien d'attachement plus faible envers leur municipalité. Cette différence est statistiquement significative (voir Figure 8.1).

Figure 8.1 – La participation électorale selon l'appartenance à la municipalité

Voté aux élections municipales de 2017	Sentiment d'appartenance à la municipalité		
	Faible sentiment d'appartenance	Fort sentiment d'appartenance	Total
Oui	53,52 [50,23;56,78]	76,38 [73,92;78,67]	66,90 [64,31;69,39]
Non	46,48 [43,22;49,77]	23,62 [21,33;26,08]	33,10 [30,61;35,69]
Total	100	100	100

$p < 0,001$

Lorsque l'on analyse le sentiment d'appartenance en fonction de l'âge, on remarque que les plus jeunes électeurs (18 à 34 ans) se déclarent majoritairement moins attachés à leur municipalité, alors que plus de 60 % des plus de 35 ans disent ressentir un sentiment d'appartenance plutôt ou très fort (voir Figure 8.2). Encore une fois, cette différence est significative.

Figure 8.2 – L'appartenance à la municipalité selon l'âge

Sentiment d'appartenance à la municipalité	Catégorie d'âge		
	18-34 ans	35 ans et plus	Total
Fort sentiment d'appartenance	48,60 [45,54;51,68]	62,49 [59,59;65,29]	58,52 [56,02;60,98]
Faible sentiment d'appartenance	51,40 [48,32;54,46]	37,51 [34,71;40,41]	41,48 [39,02;43,98]
Total	100	100	100

$p < 0,001$

Or, il semble que la taille de la municipalité n'influence pas le sentiment d'appartenance, et ce, même si les répondants des plus petites (moins de 5 000 habitants) et des très grandes villes (100 000 habitants et plus) déclarent y être moins attachés que leurs vis-à-vis des villes de taille intermédiaire (Figure 8.3). Cette conclusion détonne avec une certaine image de « communautés tissées serrées » que certains peuvent avoir à l'égard des plus petites municipalités, villes et villages du Québec. Notons toutefois que notre analyse ne fait pas la distinction entre les plus petites villes plus isolées et celles étant situées en banlieue des grands centres comme Montréal et Québec. Leur localisation peut sans doute influencer sur le sentiment d'appartenance des habitants.

Figure 7.10 – Évaluation de l'élection par acclamation à la mairie de certaines municipalités comme un problème du point de vue démocratique selon la taille de la municipalité

Sentiment d'appartenance à la municipalité	Taille de la municipalité				
	Très petite (Moins de 5000 habitants)	Petite (5000 à 19 999 habitants)	Moyenne (20 000 à 99 999 habitants)	Grande (100 000 habitants et plus)	Total
Fort sentiment d'appartenance	55,35 [50,96;59,65]	62,07 [57,93;66,04]	61,72 [56,93;66,30]	55,03 [51,31;58,69]	58,52 [56,02;60,98]
Faible sentiment d'appartenance	44,65 [40,35;49,04]	37,93 [33,96;42,07]	38,28 [33,70;43,07]	44,97 [41,31;48,69]	41,48 [39,02;43,98]
Total	100	100	100	100	100

$p < 0,05$

Nombre d'années de vie dans la municipalité

La seconde variable associée à l'enracinement dans la communauté est le nombre d'années de résidence dans la communauté. Spontanément, il serait possible de penser que plus un électeur habite une municipalité depuis longtemps, plus il pourrait être porté à participer aux scrutins pour élire celles et ceux qui la dirigent. Selon l'analyse bivariée illustrée à la Figure 8.4, cette affirmation mais mérite toutefois d'être nuancée.

En effet, les données du sondage montrent que l'écart entre les non-votants et les votants est largement plus important chez les électeurs habitant leur municipalité depuis 5 ans ou plus que chez les personnes qui y vivent depuis moins longtemps. Soulignons que ces derniers participent d'ailleurs significativement moins à l'exercice du vote que les premiers. En somme, la longévité de résidence dans une municipalité semble avoir un impact positif sur la participation électorale municipale.

Figure 8.4 – La participation électorale en fonction du nombre d'années de résidence dans la municipalité

Voté aux élections municipales de 2017	Temps habité dans sa municipalité actuelle		
	Moins de 5 ans	5 ans et plus	Total
Oui	55,15 [50,48;59,73]	69,80 [67,33;72,16]	66,88 [64,27;69,40]
Non	44,85 [40,27;49,52]	30,20 [27,84;32,67]	33,12 [30,60;35,73]
Total	100	100	100

$p < 0,001$

Or, d'autres facteurs peuvent expliquer cette variation dans l'exercice du vote en fonction du nombre d'années de résidence. Comme le montre la Figure 8.5, les données indiquent une proportion plus grande de jeunes (18-34 ans) qui habitent leur municipalité depuis moins de 5 ans. Cela peut être dû à divers facteurs, comme les études ou encore l'achat d'une première propriété. Ceci dit, sachant que les 18-34 ans sont moins nombreux à participer aux élections, cela explique sans doute en partie les résultats présentés ci-haut. Notons finalement qu'aucune différence statistiquement significative n'est observée relativement à la taille de la municipalité.

Figure 8.5 – Le nombre d’années de résidence dans la municipalité en fonction du groupe d’âge

Temps habité dans sa municipalité actuelle	Catégorie d’âge		
	18-34 ans	35 ans et plus	Total
5 ans et plus	62,78 [58,52;66,86]	87,03 [85,40;88,50]	80,11 [77,19;82,74]
Moins de 5 ans	37,22 [33,14;41,48]	12,97 [11,50;14,60]	19,89 [17,26;22,81]
Total	100	100	100

p<0,001

Nombre d’années de vie dans le logement

La troisième variable associée à l’enracinement dans la communauté, corolaire à celle présentée précédemment, concerne le nombre d’années de vie dans le logement occupé par l’électeur. Si l’appartenance à une municipalité dans son ensemble a été mesurée, il est également intéressant de voir si la durée de la présence dans un quartier donné, voire dans un même domicile, peut aussi influencer l’attitude à l’égard de la participation aux scrutins locaux.

En ce sens, la Figure 8.6 expose encore une fois une différence largement significative par rapport à la participation électorale entre les électeurs résidant dans leur logement depuis 5 années ou plus, et ceux qui y vivent depuis récemment. Ces proportions sont semblables à celles pour le nombre d’années de résidence dans la municipalité.

Figure 8.6 – La participation électorale en fonction du nombre d’années de résidence dans le logement

Voté aux élections municipales de 2017	Temps habité dans le logement actuel		
	Moins de 5 ans	5 ans et plus	Total
Oui	57,35 [53,61;61,01]	71,93 [69,35;74,38]	66,93 [64,33;69,44]
Non	42,65 [38,99;46,39]	28,07 [25,62;30,65]	33,07 [30,56;35,67]
Total	100	100	100

p<0,001

De toute évidence, ce sont les 18-34 ans qui majoritairement vivent dans leur logement depuis moins de 5 ans, alors que la tendance est inversée chez les 35 ans et plus (voir Figure 8.7). Ces données, quoiqu’intéressantes, confirment une conception commune de la situation d’habitation des différents groupes d’âge : les plus jeunes habitent depuis moins longtemps leur logement et déménagent sans doute plus souvent que les plus vieux.

Figure 8.7 – Le nombre d’années de résidence dans le logement en fonction du groupe d’âge

Temps habité dans le logement actuel	Catégorie d’âge		
	18-34 ans	35 ans et plus	Total
5 ans et plus	37,66 [34,21;41,24]	76,98 [74,31;79,45]	65,74 [61,24;69,96]
Moins de 5 ans	62,34 [58,76;65,79]	23,02 [20,55;25,69]	34,26 [30,04;38,76]
Total	100	100	100

p<0,001

Contrairement aux données relatives à la longévité de la résidence dans la municipalité, celle dans le logement occupé présente quelques variations statistiquement significatives entre les municipalités de différentes tailles.

La Figure 8.8 illustre une augmentation du nombre d'occupants habitant leur logement depuis moins de 5 ans plus la taille de la municipalité dans laquelle ils habitent est importante.

Figure 8.8 – Le nombre d'années de résidence dans le logement en fonction de la taille de la municipalité

Temps habité dans le logement actuel	Taille de la municipalité				Total
	Très petite (Moins de 5000 habitants)	Petite (5000 à 19 999 habitants)	Moyenne (20 000 à 99 999 habitants)	Grande (100 000 habitants et plus)	
5 ans et plus	73,14 [67,76;77,92]	72,17 [66,57;77,15]	65,86 [58,65;72,41]	56,57 [50,18;62,74]	65,74 [61,24;69,96]
Moins de 5 ans	26,86 [22,08;32,24]	27,83 [22,85;33,43]	34,14 [27,59;41,35]	43,43 [37,26;49,82]	34,26 [30,04;38,76]
Total	100	100	100	100	100

$p < 0,001$

Bénévolat au cours des 12 derniers mois

Finalement, toujours en ce qui concerne l'enracinement dans la communauté, la participation à des activités de bénévolat a été mesurée afin de savoir si cela peut avoir un impact sur la participation électorale municipale. Il est possible de constater que les électeurs ayant déclaré avoir fait du bénévolat au moins une fois par mois dans l'année précédente la tenue des élections municipales de 2017 semblent avoir exercé davantage leur droit de vote.

Figure 8.9 – La participation électorale en fonction du bénévolat

Voté aux élections municipales de 2017	A fait fréquemment du bénévolat pour un organisme dans les 12 derniers mois		
	Non	Oui	Total
Oui	63,28 [60,52;65,96]	77,49 [74,30;80,39]	66,85 [64,25;69,35]
Non	36,72 [34,04;39,48]	22,51 [19,61;25,70]	33,15 [30,65;35,75]
Total	100	100	100

$p < 0,001$

Aucune différence statistique entre les 18-34 ans et les 35 ans ou plus n'est cependant observée. Dans la même veine, il n'y a aucune différence significative en fonction de la taille de la municipalité.

L'effet des variables relatives à l'enracinement dans la communauté sur la participation électorale municipale

L'analyse de régression multivariée effectuée à partir des variables associées à l'enracinement dans la communauté montre que celles-ci ont toutes un effet positif et significatif sur la participation électorale municipale, à l'exception du nombre d'années de résidence dans la municipalité (voir Figure 8.10). Ainsi, déclarer être attaché à sa municipalité, habiter son logement depuis 5 ans ou plus et avoir effectué sur une base mensuelle du bénévolat dans l'année précédente le scrutin municipal peuvent toutes être des variables associées à l'exercice du vote en contexte de scrutin municipal. Les relations anticipées lors des analyses bivariées présentées au présent chapitre s'avèrent donc confirmées à l'exception d'une seule.

Figure 8.10 — Effet des variables relatives à l'enracinement dans la communauté sur la participation électorale municipale

Voté aux élections municipales de 2017	Coefficient de régression	Erreur standard
Fort sentiment d'appartenance à sa municipalité	0,909***	0,078
Habite dans la municipalité actuelle depuis au moins 5 ans	0,149	0,124
Habite dans le logement actuel depuis au moins 5 ans	0,315**	0,111
A fait fréquemment du bénévolat pour un organisme dans les 12 derniers mois	0,581***	0,096
34 ans et moins	-0,171	0,112
Femme	-0,315**	0,105
Études universitaires	0,457***	0,087
Revenu <40 000\$	-0,183*	0,084
Francophone	-0,154	0,130
Immigrant	-0,282	0,167
Constante	0,043	0,169

***p<0,001 **p<0,01 *p<0,05

En résumé

- À l'exception du nombre d'années de résidence dans la municipalité, toutes les variables associées à l'enracinement dans la communauté présentées au présent chapitre ont un effet positif et significatif sur la participation électorale au municipal. Des analyses additionnelles sont nécessaires pour comprendre la différence d'effet entre le nombre d'année de résidence dans la municipalité (aucun effet) et dans le logement (effet positif). L'attachement à un quartier aurait-il ainsi plus d'effet que celui à une municipalité?

9. L'influence de l'entourage et l'isolement social

L'influence qu'a l'entourage de l'électeur sur ce dernier, et sa variable corolaire qu'est l'isolement social, pourrait-elle influencer la participation électorale au palier municipal ? C'est ce à quoi le présent chapitre tente d'apporter un éclairage.

La littérature scientifique sur le sujet a déjà montré que l'influence de l'entourage est un facteur important de l'exercice du vote : les enfants de parents qui votent sont plus enclins à le faire également (Bhatti et Hansen, 2010). Cette situation pourrait s'expliquer notamment par le processus de socialisation politique. En contexte québécois, par exemple, les travaux de Gélneau et Morin-Chassé (2009) ont montré que certains jeunes ressentent une pression de leur entourage pour voter, ce qui peut expliquer en partie leur « sens du devoir » quant à l'exercice du vote. Plus largement, les interactions sociales peuvent influencer positivement la participation politique puisqu'elles créent des opportunités de rassembler des informations politiques, permettant ainsi aux citoyens de pallier à certaines contraintes personnelles (Duval, 2005 : 35; McClurg, 2003). En contexte canadien, Miller et Shanks (1996) soutiennent cependant que seules les relations avec la famille et les voisins ont un effet sur la participation électorale, alors que celles avec les amis n'auraient pas d'effet significatif. Nous savons également que l'enracinement dans la communauté est un indicateur important de la participation électorale (Nakhaie, 2006). Par exemple, à la suite d'un déménagement, l'électeur ayant changé de milieu aurait plus de difficulté à voter puisque son réseau social se retrouve restreint (Brians, 1997; Johnston et Matthews, 2004). Il serait alors privé de sources d'informations pertinentes à son action politique.

L'envers de la médaille est aussi vrai en ce qui concerne la participation électorale. Une personne isolée aurait tendance à moins voter. L'isolement social est d'ailleurs un des facteurs identifiés par les personnes en situation de handicap pour justifier leur non-participation politique (Schur, 1998, cité dans Prince, 2012). L'état de santé peut également influencer l'exercice du vote, étant parfois mentionné dans les études par sondage comme facteur rapporté justifiant l'abstentionnisme (Pammett, 1991). Or, ce phénomène resterait somme toute assez marginal au Québec et au Canada (Duval, 2005 : 51). Portant, dans une étude récente mobilisant des données canadiennes, Couture et Breux (2017) ont montré que l'état de santé mentale – qu'il est possible d'associer notamment à l'isolement social – est plus susceptible d'influencer négativement l'exercice du vote au municipal.

Dans le présent chapitre, nous associons les quatre premières variables à l'influence de l'entourage, alors que les deux dernières font référence à l'isolement social. Les analyses multivariées sont ainsi présentées en fonction de ces deux regroupements.

Fréquence de discussions sur la politique municipale en dehors des élections

Lorsque l'on demande aux répondants à quelle fréquence ils discutent de politique municipale avec leur entourage en dehors des périodes électorales, les données montrent qu'une majorité d'entre eux (55,33 %) n'en discutent que rarement ou jamais. L'analyse bivariée de cette variable avec la participation électorale montre, sans surprise, que les personnes qui en discutent plus souvent participent largement aux scrutins locaux, alors que les proportions sont moins prononcées chez les personnes qui n'en discute que rarement, voire jamais (Figure 9.1).

Figure 9.1 – La participation électorale en fonction de la fréquence de discussion sur la politique municipale en dehors des périodes électorales

Voté aux élections municipales de 2017	Fréquence de discussion de politique municipale avec l'entourage en dehors des périodes électorales		
	Jamais ou rarement	Parfois ou souvent	Total
Oui	56,37 [53,50;59,19]	80,02 [77,73;82,13]	66,92 [64,32;69,42]
Non	43,63 [40,81;46,50]	19,98 [17,87;22,27]	33,08 [30,58;35,68]
Total	100	100	100

p<0,001

Les données montrent également que les plus jeunes (18-34 ans) sont plus nombreux à ne parler que rarement ou jamais de politique municipale lorsqu'il n'y a pas d'élections locales. Cette conclusion n'est pas étonnante ; cela concorde avec les données sur l'intérêt que ce groupe d'âge porte envers la politique municipale en général (voir Chapitre 4). En ce qui concerne les réponses des sondés en fonction de la taille de la municipalité dans laquelle ils résident, et ce malgré une certaine différence entre les plus grandes villes (20 000 habitants et plus) et les plus petites municipalités (moins de 20 000), aucune différence significative n'est observée dans les données. On notera tout de même un écart de près de 9 points de pourcentage entre les électeurs des municipalités de moins de 5 000 habitants (où 50,88 % des répondants disent ne jamais ou rarement parler de politique municipale lorsqu'il n'y a pas d'élection) et les villes de 20 000 à 99 999 habitants (dans lesquelles cette proportion est de 59,7 %).

Figure 9.2 – La fréquence de discussion sur la politique municipale en dehors des périodes électorales en fonction de l'âge

Fréquence de discussion de politique municipale avec l'entourage en dehors des périodes	Catégorie d'âge		
	18-34 ans	35 ans et plus	Total
Parfois ou souvent	34,67 [31,57;37,91]	48,60 [45,03;52,18]	44,61 [41,63;47,64]
Jamais ou rarement	65,33 [62,09;68,43]	51,40 [47,82;54,97]	55,39 [52,36;58,37]
Total	100	100	100

p<0,001

L'importance du vote dans l'entourage

Sachant que l'importance accordée à l'exercice du vote par l'entourage, notamment des parents (Bhatti et Hansen, 2010), peut jouer un rôle en ce qui concerne la participation électorale, les répondants ont été questionnés à savoir si voter est important aux yeux de leur famille ou leur mes amis. Une majorité d'entre eux (64,29 %) ont déclaré être en accord avec l'affirmation. Lorsque l'on croise ces données avec la participation électorale déclarée lors des élections municipales de 2017, on constate que les répondants pour qui le vote représente quelque chose d'important pour leur entourage sont largement majoritaires à exercer le leur, alors que pour les autres les proportions sont plus partagées entre les votants et les abstentionnistes (Figure 9.3).

Figure 9.3 – La participation électorale en fonction de l'importance accordée au vote par l'entourage

Voté aux élections municipales de 2017	Voter est important aux yeux de la famille et des amis		
	En désaccord	En accord	Total
Oui	56,91 [53,09;60,64]	81,66 [79,29;83,32]	72,81 [70,16;75,31]
Non	43,09 [39,36;46,91]	18,34 [16,18;20,71]	27,19 [24,69;29,84]
Total	100	100	100

p<0,001

Lorsque l'on regarde les réponses en fonction des groupes d'âge, aucune différence statistiquement significative n'est illustrée par les données entre les 18-34 ans et les électeurs plus âgés. Il en va de même en fonction de la taille de la municipalité.

La reconnaissance du vote par l'entourage

Dans un même ordre d'idée, il a été demandé aux répondants de se positionner par rapport à l'affirmation suivante : « Quand je vote, je sens de la reconnaissance de la part de ma famille et mes amis ». Cela a pour objectif d'évaluer la pression positive quant à la participation électorale (voter amène une reconnaissance de la part de l'entourage). Notons qu'une majorité de répondants (60,32 %) se disent en désaccord avec l'affirmation. La Figure 9.4 montre cependant que les électeurs qui ressentent une forme de reconnaissance de leur entourage lorsqu'il exerce leur droit de vote participent davantage aux scrutins que ceux qui ne perçoivent pas ce sentiment.

Figure 9.4 – La participation électorale en fonction du sentiment de reconnaissance de la part de l'entourage

Voté aux élections municipales de 2017	Voter mène à un sentiment de reconnaissance de la part de la famille et des amis		
	En désaccord	En accord	Total
Oui	66,08 [62,72;69,29]	83,33 [80,85;85,55]	72,92 [70,27;75,41]
Non	33,92 [30,71;37,28]	16,67 [14,45;19,15]	27,08 [24,59;29,73]
Total	100	100	100

p<0,001

Comme c'est le cas avec l'importance du vote pour l'entourage, aucune différence significative n'est montrée par les analyses en fonction du groupe d'âge. Il en va de même lorsque l'on regarde les réponses en fonction de la taille de la municipalité des répondants.

La pression sociale de la part de l'entourage

Inversement à la reconnaissance positive de l'exercice du vote par l'entourage, celui-ci peut juger négativement l'abstentionnisme. Ainsi, à l'affirmation « Si je ne vais pas voter, cela va se savoir auprès de ma famille ou de mes amis », une vaste majorité des répondants (69,32 %) affirme que cela n'est pas le cas. Aucune différence statistique n'est d'ailleurs constatée entre les personnes ayant déclaré avoir voté en 2017 selon s'ils sont en accord ou non avec l'affirmation. Cependant, lorsque l'on analyse les réponses en fonction du groupe d'âge (Figure 9.5), on constate que les électeurs de 18 à 34 ans sont significativement plus nombreux à penser que leur entourage pourrait noter le fait qu'ils ne votent pas. La taille de la municipalité n'a, quant à elle, pas d'influence.

Figure 9.5 – La pression sociale en cas d’abstention de la part de l’entourage en fonction du groupe d’âge

Ne pas voter se fera savoir auprès de la famille et des amis	Catégorie d'âge		
	18-34 ans	35 ans et plus	Total
En accord	39,41 [36,61;42,28]	27,09 [24,16;30,22]	30,74 [28,15;33,46]
En désaccord	60,59 [57,72;63,39]	72,91 [69,78;75,84]	69,26 [66,54;71,85]
Total	100	100	100

p<0,001

Fréquence de contact avec le réseau social

Pour mesurer l'isolement social, une variable de fréquence de contact avec le réseau social a été retenue. Ainsi, nous avons demandé aux répondants combien de fois ils avaient vu de leurs amis au cours du dernier mois. Les données Figure 9.6 montre que les gens qui fréquentent leurs amis minimalement sur une base hebdomadaire sont significativement plus nombreux à exercer leur droit de vote que les personnes qui les voient moins fréquemment.

Figure 9.6 – La participation électorale selon le taux de fréquentation des amis

Voté aux élections municipales de 2017	Fréquence de fréquentation des amis dans le dernier mois		
	Moins qu'une fois par semaine	Au moins une fois par semaine	Total
Oui	62,54 [59,58;65,40]	69,74 [66,75;72,58]	66,90 [64,30;69,40]
Non	37,46 [34,60;40,42]	30,26 [27,42;33,25]	33,10 [30,60;35,70]
Total	100	100	100

p<0,001

Les plus jeunes électeurs semblent plus nombreux à fréquenter leurs amis sur une base régulière par rapport aux électeurs de 35 ans et plus. Sachant qu'ils participent moins aux scrutins que ces derniers, il est difficile à l'aide d'une simple analyse bivariée de statuer sur l'influence réelle de cette variable sur la participation électorale. À noter qu'aucune différence n'est montrée par les données en fonction de la taille de la municipalité du répondant.

La confiance envers les gens en général

La seconde variable associée ici à l'isolement social est la confiance que les répondants portent généralement envers les gens. Une personne qui mentionne ne pas pouvoir faire confiance aux gens serait potentiellement plus isolée socialement. Dans un même ordre d'idée, on peut énoncer l'hypothèse que la participation électorale, associée à la dévolution du pouvoir de représentation politique à un candidat, peut également être une question de confiance. Comme l'illustre la Figure 9.7, les personnes qui disent pouvoir faire confiance aux gens votent davantage. Aucune différence statistique n'est montrée par les données entre les plus jeunes électeurs (18-34 ans) et les autres. Il en va de même en fonction de la taille de la municipalité des répondants.

Figure 9.7 – La participation électorale selon la confiance portée envers les gens

Voté aux élections municipales de 2017	Fait confiance à la plupart des gens		
	Non	Oui	Total
Oui	61,31 [57,76;64,74]	71,05 [68,21;73,73]	66,89 [64,30;69,39]
Non	38,69 [35,26;42,24]	28,95 [26,27;31,79]	33,11 [30,61;35,70]
Total	100	100	100

p<0,001

Les facteurs explicatifs relatifs à l'influence de l'entourage

Comme il était possible de le prédire en fonction du relevé de la littérature sur l'influence de l'entourage sur la participation électorale, toutes les variables qui y sont associées montrent un effet positif et fortement significatif (Figure 9.8). Seule la pression sociale de l'entourage montre un résultat inattendu : l'analyse multivariée montre une influence négative. Cela pourrait être expliqué par la formulation de l'énoncée en fonction de laquelle les répondants devaient se positionner : « Si je ne vais pas voter, cela va se savoir auprès de ma famille ou de mes amis ». Si certains répondants peuvent l'interpréter en fonction d'une rétroaction potentiellement négative de la part de leur entourage en cas d'abstention, d'autres ne l'ont peut-être pas interprété ainsi. Donc, il nous apparaît pertinent d'interpréter ce résultat avec prudence. D'autres analyses plus fines sont nécessaires pour mieux comprendre l'influence de cette variable sur la participation électorale au palier municipal.

Figure 9.8 – Les facteurs explicatifs relatifs à l'influence de l'entourage sur la participation électorale municipale

Voté aux élections municipales de 2017	Coefficient de régression	Erreur standard
Discute parfois ou souvent de politique municipale avec son entourage, en dehors des élections	0,921***	0,099
Voter est important aux yeux de la famille et des amis	0,761***	0,100
Voter mène à un sentiment de reconnaissance de la part de la famille et des amis	0,537***	0,116
Ne pas voter se fera savoir auprès de la famille et des amis	-0,205	0,109
34 ans et moins	-0,499***	0,126
Femme	-0,402**	0,120
Études universitaires	0,260*	0,101
Revenu <40 000\$	-0,332**	0,103
Francophone	0,027	0,142
Immigrant	-0,354	0,204
Constante	0,450**	0,171

***p<0,001 **p<0,01 *p<0,05

Les facteurs explicatifs relatifs à l'isolement social

En ce qui concerne les variables associées à l'isolement social, l'analyse multivariée montre un effet positif et fortement significatif. Ainsi, voir ses amis sur une base régulière (hebdomadaire ou davantage) et faire confiance aux gens augmente la participation électorale.

Figure 9.9 – Les facteurs explicatifs relatifs à l'isolement social sur la participation électorale municipale

Voté aux élections municipales de 2017	Coefficient de régression	Erreur standard
A vu ses amis au moins une fois par semaine au cours du dernier mois	0,311***	0,075
Fait confiance à la plupart des gens	0,353***	0,093
34 ans et moins	-0,418***	0,114
Femme	-0,329**	0,106
Études universitaires	0,471***	0,083
Revenu <40 000\$	-0,233**	0,083
Francophone	-0,215	0,128
Immigrant	-0,230	0,168
Constante	0,740***	0,145

***p<0,001 **p<0,01 *p<0,05

En résumé

- Comme l'ont montré les études sur les déterminants de la participation électorale à d'autres paliers de gouvernement, l'influence de l'entourage semble avoir un effet déterminant sur l'exercice du vote au municipal.
- En ce qui concerne les variables associées à l'isolement social, ne pas voir ses amis sur une base hebdomadaire (ou plus) et ne pas faire confiance aux gens en général ont un effet négatif sur la participation électorale.

10. La propriété

Plusieurs études ont montré un effet positif entre le fait d'être propriétaire de son logement et la participation électorale au palier municipal (Kushner et Siegel, 2006; McGregor et Spencer, 2014; Oliver *et al.*, 2012). Dans leur étude sur l'abstentionnisme politique, Dostie-Goulet et al. (2012) montrent également que le fait d'être un jeune propriétaire n'influence pas la probabilité de s'abstenir au municipal.

Kushner et Siegel (2006) suggèrent que cette relation positive pourrait s'expliquer par le fait que les propriétaires seraient plus susceptibles de s'intéresser à la question des taxes municipales, contrairement aux locataires. Ils avancent aussi que puisqu'ils vivent généralement depuis plus longtemps dans la municipalité, les propriétaires sont ainsi plus aux faits des enjeux politiques locaux. Sur ce point, McGregor et Spencer (2014) soutiennent que la surreprésentation des propriétaires en termes de participation électorale pourrait influencer le type de politiques publiques adoptées par les municipalités, sachant notamment qu'ils sont moins favorables à la construction de logements sociaux ou encore moins nombreux à supporter les fusions municipales.

Nous pourrions aussi émettre une autre hypothèse concernant le taux de participation plus élevé chez les propriétaires. Le droit de vote aux élections municipales n'ayant été octroyé aux locataires qu'il y a que 51 ans, soit en 1968, à l'occasion d'une réforme du système électoral présentée par l'Union nationale, il se pourrait qu'une part des électeurs québécois n'aient pas expérimenté l'exercice du vote lors de scrutin local dans leur jeunesse, et continuent donc de bouder ce palier électoral aujourd'hui. Cependant, à notre connaissance, aucune recherche ne s'est encore penchée spécifiquement sur cette réalité.

Or, l'effet positif de la propriété sur le taux de participation au municipal a été récemment remis en question par l'étude de Breux *et al.* (2016). Ces derniers affirment que le seul fait d'être propriétaire n'expliquerait pas l'attitude par rapport à l'exercice du droit de vote, mentionnant les travaux de Oliver et Ha (2007) qui suggèrent que la différence avec les locataires pourrait être expliquée par d'autres facteurs sur le plan individuel. Mentionnons à titre d'exemple que selon le Recensement et l'Enquête nationale auprès des ménages, les jeunes québécois sont majoritairement locataires. En effet, seulement 17% des moins de 25 ans¹⁵ sont propriétaires, et 44% des 25 à 34 ans le sont également. Cela représente des proportions moindres que les autres groupes d'âge où l'on observe une majorité de propriétaire dans des proportions de l'ordre de 60 à 70% (cité dans FCIQ, 2017).

Ce chapitre a donc pour objectif d'évaluer l'effet de la propriété sur la participation électorale municipale. D'autres variables connexes pouvant être associées au vote rétrospectif¹⁶ sont aussi prises en compte : la valeur marchande de la propriété, l'évaluation des impacts des décisions du Conseil municipal sur celle-ci, la variation de l'avis d'imposition ou encore l'opinion sur les taxes dans la municipalité.

La propriété

La première variable étudiée au présent chapitre est celle de la propriété. L'analyse bivariée montre que le fait d'être propriétaire de son logement influence significativement l'exercice du vote au municipal. En effet, les données montrent un écart d'un peu plus de 14 points de pourcentage entre les propriétaires et les locataires ayant déclaré avoir exercé leur droit de vote lors du scrutin municipal de 2017 (voir Figure 10.1).

15. Les âges indiqués sont ceux du principal soutien du ménage.

16. Cette théorie avance que les électeurs s'appuieraient sur le bilan perçu des politiciens sortant pour faire leur choix électoral ; ainsi, ils les sanctionneraient ou les récompenseraient de leur vote selon l'évaluation de leurs actions et de leurs conséquences sur leurs réalités. Cette proposition s'inscrit dans une vision économique du vote.

Figure 10.1 – La participation électorale selon la propriété du logement

Voté aux élections municipales de 2017	Propriétaire de son logement		
	Non	Oui	Total
Oui	57,77 [53,70;61,74]	71,90 [69,12;74,52]	66,93 [64,33;69,43]
Non	42,23 [38,26;46,30]	28,10 [25,48;30,88]	33,07 [30,57;35,67]
Total	100	100	100

p<0,001

Sans surprise, les 18-34 ans sont majoritairement locataires, alors que près des 3/4 des 35 ans et plus disent être propriétaires de leur logement (voir Figure 10.2). Notons aussi que le nombre de propriétaires a tendance à chuter plus la taille de la municipalité augmente. La majorité des répondants habitant une ville de 100 000 habitants ou plus déclarent habiter une résidence dont ils ne sont pas les propriétaires (voir Figure 10.3).

Figure 10.2 – La propriété du logement selon la catégorie d'âge

Propriétaire de son logement	Catégorie d'âge		
	18-34 ans	35 ans et plus	Total
Oui	41,92 [36,44;47,61]	74,00 [70,93;76,85]	64,84 [60,82;68,66]
Non	58,08 [52,39;63,56]	26,00 [23,15;29,07]	35,16 [31,34;39,18]
Total	100	100	100

p<0,001

Figure 10.3 – La propriété du logement selon la taille de la municipalité

Propriétaire de son logement	Taille de la municipalité				
	Très petite (Moins de 5000 habitants)	Petite (5000 à 19 999 habitants)	Moyenne (20 000 à 99 999 habitants)	Grande (100 000 habitants et plus)	Total
Oui	77,09 [72,61;81,02]	76,75 [72,52;80,50]	65,46 [60,61;70,01]	48,34 [43,21;53,50]	64,84 [60,82;68,66]
Non	22,91 [18,98;27,39]	23,25 [19,50;27,48]	34,54 [29,99;39,39]	51,66 [46,50;56,79]	25,16 [31,34;39,18]
Total	100	100	100	100	100

p<0,001

Un vote rétrospectif chez les propriétaires ?

Pour analyser la présence d'un vote rétrospectif sur la scène municipale québécoise, trois variables ont été étudiées en ne prenant compte que des réponses des électeurs propriétaires de leur logement. Ces variables sont la valeur marchande du logement, l'évaluation de l'impact des décisions prises par le Conseil municipal sur celle-ci et la variation de la valeur du compte de taxes municipales. Dans les trois cas, les données tirées d'analyses bivariées entre ces variables et la participation électorale (avoir voté aux élections municipales de 2017) montrent l'absence d'un effet significatif, qu'il soit positif ou négatif.

En effet, aucune différence appréciable n'est observée lorsque le croise les réponses à la question « Avec-vous voté aux élections municipales de 2017 » et la valeur marchande de la propriété telle d'indiqué au rôle d'évaluation. Les proportions restent toujours sensiblement les mêmes : de 70 % à 75 % des répondants disent avoir exercé leur droit de vote, peu importe la valeur marchande de leur propriété.

En ce qui concerne l'impact estimé des décisions prises par le Conseil municipal sur la valeur du logement des propriétaires, la Figure 10.4 montre une légère tendance positive : les électeurs estimant que les décisions du Conseil ont eu des conséquences positives sur la valeur de leur propriété semblent voter davantage que ceux qui estiment le contraire. Or, considérant l'intervalle de confiance, cette différence n'est statistiquement pas significative. Elle doit donc être interprétée avec prudence.

Figure 10.4 – La participation électorale selon l'évaluation de l'impact des décisions prises par le Conseil municipal sur la valeur marchande de la propriété

Voté aux élections municipales de 2017	Évaluation de l'influence des décisions du conseil municipal sur la valeur marchande de sa propriété			
	Négative	Neutre	Positive	Total
Oui	69,53 [64,98;73,73]	70,22 [66,46;73,72]	73,9 [70,44;77,08]	71,84 [69,05;74,46]
Non	30,47 [26,27;35,02]	29,78 [26,28;33,54]	26,1 [22,92;29,56]	28,16 [25,54;30,95]
Total	100	100	100	100

n.s.

Lorsque l'on regarde la participation électorale en fonction de la variation de la valeur du compte de taxe depuis la dernière évaluation municipale, les données indiquent une plus forte participation chez les propriétaires ayant constaté une diminution de ce dernier. Cette relation est statistiquement significative lorsque l'on compare les électeurs déclarant avoir constaté une diminution de la valeur de leur compte de taxe par rapport à ceux qui disent avoir observé une augmentation (voir Figure 10.5).

Ainsi, des trois variables que nous associons au vote rétrospectif, seule la variation perçue de la taxation municipale semble avoir un effet sur la participation électorale des propriétaires. Il est à noter que l'opinion des électeurs (propriétaires ou non) concernant le taux de taxation en vigueur dans la municipalité par rapport aux services municipaux offerts n'a pas d'effet significatif sur l'exercice du vote.

Figure 10.5 – La participation électorale selon l'évolution du compte de taxe municipale

Voté aux élections municipales de 2017	Évaluation de la variation du compte de taxes depuis sa dernière évaluation			
	Diminution du compte de taxes	Semblable au précédent	Augmentation du compte de taxes	Total
Oui	74,73 [69,58;79,27]	71,19 [66,52;75,45]	71,66 [68,75;74,41]	71,86 [69,09;74,48]
Non	25,27 [20,73;30,42]	28,81 [24,55;33,48]	28,34 [25,59;31,25]	28,14 [25,52;30,91]
Total	100	100	100	100

n.s.

Les facteurs explicatifs relatifs à la propriété sur la participation électorale municipale

L'analyse de régression multivariée effectuée à partir des variables associées à la propriété ayant été identifiées précédemment comme intéressante d'un point de vue statistique montre, sans surprise, qu'être propriétaire a un effet positif sur la participation électorale. Cette conclusion vient donc confirmer les nombreuses autres études suggérant une influence de cette variable sur l'exercice du vote au palier municipal. De plus, l'absence d'un effet en fonction de l'évaluation des conséquences des décisions prises par le Conseil municipal sur la valeur de la propriété se confirme. Finalement, la baisse du compte de taxe depuis le dernier rôle d'évaluation aurait une influence sur la participation électorale des propriétaires. Notre analyse met en évidence que le fait d'être propriétaire a clairement une influence positive sur l'exercice du droit de vote, mais ne peut expliquer davantage les facteurs inhérents à cette réalité.

Figure 10.6 – L'effet des variables relatives à la propriété sur la participation électorale municipale

Voté aux élections municipales de 2017	Coefficient de régression	Erreur standard
Propriétaire de son logement	0,377***	0,103
34 ans et moins	-0,251*	0,122
Femme	-0,371**	0,113
Études universitaires	0,500***	0,085
Revenu <40 000\$	-0,106	0,090
Francophone	-0,236	0,134
Immigrant	-0,237	0,167
Constante	0,831***	0,154

***p<0,001 **p<0,01 *p<0,05

Figure 10.7 – L'effet des variables relatives au vote rétrospectif à la propriété sur la participation électorale municipale

Voté aux élections municipales de 2017	Coefficient de régression	Erreur standard
Les décisions du conseil municipal affectent négativement la valeur marchande de sa propriété	-0,116	0,126
Compte de taxes a diminué depuis sa dernière évaluation	0,284	0,156
34 ans et moins	-0,169	0,139
Femme	-0,423**	0,121
Études universitaires	0,529***	0,102
Revenu <40 000\$	0,108	0,148
Francophone	-0,254	0,167
Immigrant	-0,226	0,192
Constante	1,183***	0,168

***p<0,001 **p<0,01 *p<0,05

En résumé

- La seule variable relative à la propriété ayant une influence statistiquement significative sur la participation électorale est le fait d'être propriétaire de son logement. Cela vient confirmer les résultats de plusieurs autres études sur le sujet.
- L'analyse montre que les effets des variables pouvant être associées au vote rétrospectif des propriétaires sont mitigés. Lors des élections municipales de 2017, une baisse de taxe semble influencer positivement la participation au scrutin, mais pas la baisse de la valeur de la propriété.

Conclusions générales

Ce rapport de recherche avait pour objectif d'identifier les facteurs qui semblent avoir une influence statistiquement significative sur la participation électorale lors des élections municipales québécoises. Son ambition était de les identifier afin, d'une part, de valider certaines conclusions présentes dans la littérature scientifique sur le sujet, et d'autre part de paver la voie à des études subséquentes. Pour ce faire, nous avons analysé les résultats d'un sondage postélectoral réalisé auprès de 4023 répondants dans toutes les catégories de municipalité du Québec. Ainsi, nous sommes en mesure d'identifier les déterminants individuels de l'exercice du vote aux élections municipales.

La Figure 11.1 présente le sommaire des conclusions générales. Ces données ont été produites à l'aide de la régression multivariée. Les variables des sections 2 à 10, tirées des chapitres correspondants, tiennent compte de l'influence des facteurs sociodémographiques.

Figure 11.1 – Le vote aux élections municipales en fonction des facteurs sociodémographiques et attitudinaux.

	Vote
1. Sociodémographiques	
18-34 ans	- 0,369 *** (0,123)
Femme	- 0,369 *** (0,111)
Études universitaires	0,516 *** (0,086)
Revenu de moins de 40 000\$	- 0,239 *** (0,086)
Francophone	- 0,289 *** (0,135)
2. L'habitude et l'importance accordée au vote	
Considérer le vote comme un devoir	0,889 *** (0,146)
Considérer l'abstention comme un droit	- 0,895 *** (0,104)
Ressentir de la fierté lors du vote	1,158 *** (0,100)
Déclarer le vote comme une habitude	1,209 *** (0,141)
Avoir voté aux élections municipales de 2013	0,350 ** (0,147)
Ne pas voter régulièrement (tous paliers)	- 2,402 *** (0,198)
Avoir exercé son premier vote au municipal	0,915 *** (0,223)

3. Les compétences civiques	
Connaître le nom d'au moins un candidat – mairie	0,339 * (0,178)
Connaître le nom d'au moins un candidat – conseiller	0,780 *** (0,146)
Connaître les positions politiques – candidats mairie	1,254 *** (0,145)
Connaître les positions politiques – candidats conseiller	0,701 *** (0,149)
Sentiment de pouvoir faire un choix éclairé	0,814 *** (0,120)
4. L'intérêt pour la politique municipale	
Intérêt pour la politique municipale (en général)	1,217 *** (0,769)
Intérêt à se porter candidat au municipal (passé, présent, futur)	0,453 *** (0,136)
5. La perception de la classe politique municipale	
Perception de perte de contact entre le maire et les citoyens	0,195 ** (0,097)
Perception d'une influence des « riches » sur les élus locaux	- 0,182 ** (0,077)
Perception d'un manque d'influence des citoyens sur les élus	- 0,359 *** (0,081)
Perception que le Conseil ne représente pas la diversité muni.	- 0,320 *** (0,897)
6. Les formations politiques municipales	
Présence d'un parti politique ou d'une équipe	0,664 *** (0,095)
Perception de représentation des intérêts citoyens par les partis	0,154 * (0,081)
Identification à un parti politique ou une équipe	1,285 *** (0,169)
7. La compétitivité perçue du scrutin	
Impact du vote – mairie	0,354 * (0,196)
Impact du vote – conseiller	0,805 *** (0,194)
Trop difficile de défaire un élu sortant	- 0,170 * (0,094)
Élection par acclamation – un problème démocratique	0,470 *** (0,113)
Présence perçue d'une offre politique variée	0,524 *** (0,104)

8. L'enracinement dans la communauté

Sentiment d'appartenance envers la communauté	0,909 *** (0,078)
Longévité de résidence dans le logement	0,315 *** (0,111)
Bénévolat	0,581 *** (0,096)

9. L'influence de l'entourage et l'isolement social

Discuter de politique municipal avec les proches	0,921 *** (0,099)
Importance du vote dans l'entourage	0,761 *** (0,100)
Reconnaissance du vote par l'entourage	0,537 *** (0,116)
Pression sociale de l'entourage	- 0,205 * (0,109)
Contact régulier avec des amis	0,311 *** (0,747)
Confiance envers les gens	0,353 *** (0,093)

10. La propriété

Propriétaire	0,377 *** (0,103)
Baisse de taxes municipales perçues	0,284 * (0,156)

*** $p \leq 0,01$ ** $p \leq 0,05$ * $p \leq 0,10$

Il n'est pas surprenant que les jeunes votent moins que leurs aînés, une situation qui a à maintes reprises été observée à d'autres paliers de gouvernance. Qui plus est, les femmes semblent toutefois être moins enclines que les hommes à participer aux élections municipales. Cette conclusion s'avère intéressante. Les travaux récents ont montré que généralement, les femmes participent davantage aux élections générales québécoises que les hommes. En effet, si la différence entre les deux sexes n'était pas significative au scrutin de 2008 (Gélineau et Morin-Chassé, 2009), voire légèrement à l'avantage des hommes en 2012 (Blais et al., 2013), la participation électorale des femmes était plus élevée aux scrutins de 2014 (Élections Québec, 2014) et de 2018 (Dubois et al., à paraître).

Mentionnons aussi que l'habitude est un facteur déterminant de la participation électorale. À ce titre, nos données montrent que les électeurs ayant exercé leur premier vote à vie lors d'un scrutin municipal auraient tendance à répéter davantage l'exercice à ce palier. Les efforts d'éducation et de mobilisation relèveraient donc une importance particulière pour un niveau de gouvernance où l'on enregistre les pires taux de participation, comparativement aux élections fédérales et québécoises.

Lorsque l'on met en perspective les données du chapitre 3 sur les compétences civiques et du chapitre 5 sur la perception des élus, nous pouvons émettre l'hypothèse que les facteurs institutionnels semblent moins compter que les gens qui évoluent en leur sein. Nous avons mentionné que ce sont d'abord la connaissance des acteurs, et non des institutions, qui semblent motiver la participation électorale municipale au Québec. Nous avons aussi montré que ce sont les variables associées à la perception négative des élus municipaux qui semblent avoir le plus d'impact – négatif et significatif – sur la participation électorale. Des études subséquentes, notamment à propos du traitement médiatique des élus locaux et de leurs actions, ainsi que sur la perception qu'en ont les électeurs, seraient sans doute pertinentes pour mieux comprendre le phénomène. Le monde municipal faisant figure de « parent pauvre » des études en science politique (Bherer et Breux, 2011; Taylor et Eidelman, 2010), force est d'admettre qu'il manque encore beaucoup de « pièces » d'information pour bénéficier d'un portrait complet des dynamiques pouvant influencer la perception des citoyens et leurs comportements électoral à ce palier.

Cela ne constitue que quelques exemples du terreau fertile et qui demeure encore largement à défricher que représentent les études électorales en contexte municipal. À l'image de ce que l'on constate plus largement en science politique, cette scène politique a largement été ignorée des chercheurs jusqu'à maintenant. Le présent rapport contribue à la prétention d'y apporter des éléments nouveaux, contribuant ainsi à l'état du savoir encore trop mince. Or, force est d'admettre que le travail ne fait que commencer. Ainsi, les résultats présentés ici pavent la voie à d'autres travaux, que nous espérons nombreux.

Références

- Bhatti, Y. et K. M. Hansen. 2012. Leaving the nest and the social act of voting – revisiting the relationship between age and turnout among first-time voters. *Journal of Elections, Public Opinion and Parties* 22 (4) : 380–406.
- Bherer, L. et S. Breux. 2012. L'apolitisme municipal. *Bulletin d'histoire politique* 21 (1) : 170-184.
- Bherer, L. et S. Breux. 2011. *Les élections municipales aux Québec: enjeux et perspectives*. Presses de l'Université Laval.
- Blais, A. 2000. *To vote or not to vote?: The merits and limits of rational choice theory*. University of Pittsburgh Press.
- Blais, A. 2006. What Affects Voter Turnout? *Annual Review of Political Science* 9: 111-125.
- Blais, A., E. Gidengil, R. Nadeau et N. Nevitte. 2002. *The Anatomy of a Liberal Victory*. Broadview Press.
- Blais, A., C. Gallais et F. Gélinau. 2013. La participation électorale. Dans F. Bastien, É. Bélanger, et F. Gélinau (dir.), *Les Québécois aux urnes. Les partis, les médias et les citoyens en campagne*. Presses de l'Université de Montréal.
- Blais, A., E. Gidengil et N. Nevitte. 2004. Where Does Turnout Decline Come From? *European Journal of Political Research* 43 (2): 221-236.
- Blais, A. et Loewen, P. 2011. Participation électorale des jeunes au Canada. Élections Canada. Repéré à <http://www.elections.ca/res/rec/part/youeng/yeefr-2011-fra.pdf>
- Bourgault-Côté, G. 2016, 24 mars. Le Québec désabusé de ses élus. *Le Devoir*. Repéré à <https://www.ledevoir.com/politique/quebec/466350/sondage-leger-le-devoir-le-jdem-le-quebec-desabuse-de-ses-elus>
- Breux, S. 2013. À quoi servent les partis politiques municipaux? *Relations* (768) : 16.
- Breux, S., & Bherer, L. 2013. The Democratic Contributions of Local Political Parties: A View from Canada. Communication présentée au Congrès de la *Political Studies Association*, Cardiff, Royaume-Uni.
- Breux, S., J. Couture et L. Bherer. 2014. Les candidats sortants: atout ou obstacle à la participation électorale? *Revue canadienne de recherche urbaine* 23 (2): 59–78.
- Breux, S., J. Couture et N. Goodman. 2016. Fewer voters, higher stakes? The applicability of rational choice for voter turnout in Quebec municipalities. *Environment and Planning C: Politics and Space* 35 (6) : 990–1009.
- Breux, S., J. Couture et R. Koop. 2017. Turnout in Local Elections : Evidence from Canadian Cities, 2004-2014. *Canadian Journal of Political Science* 50 (3): 699-722.
- Brians, C. L. 1997. Residential Mobility, Voter Registration, and Electoral Participation in Canada. *Political Research Quarterly* 50 (1) : 215-227.
- Chadwick, A. 2017. *The Hybrid Media System. Politics and Power*. (Deuxième édition). Oxford: Oxford University Press.
- Chaire de recherche sur la démocratie et les institutions parlementaires. 2018. Participation électorale à l'élection du 1^{er} octobre 2018. Repéré à http://www.cms.fss.ulaval.ca/recherche/upload/chaire_democratie/fichiers/participation_electorale_2018.pdf
- Couture, J. et S. Breux. 2017. The differentiated effects of health on political participation. *The European Journal of Public Health* 27 (4) : 599–604.
- Couture, J. et S. Breux. 2014. Explaining invalid votes in a non-politicized context and in a low turnout environment : the case of one municipal canadian election. Communication présentée au *congrès annuel de la Political Studies Association*, Manchester, Royaume-Uni.

- Couture, J. et F. Gélinau. 2018. Qui vote au municipal? Présentation imédite à Élections Québec.
- Couture, J., S. Breux et L. Bherer. 2014. Analyse écologique des déterminants de la participation électorale au Québec. *Revue canadienne de science politique* 47 (4) : 787-812.
- Directeur général des élections du Québec (DGEQ). 2012. La diminution de la participation électorale des jeunes Québécois : une recherche exploratoire de l'Institut du Nouveau Monde. Repéré à <https://www.electionsquebec.qc.ca/documents/pdf/DGE-6438.pdf>
- Dostie-Goulet, E., A. Blais, P. Fournier et E. Gidengil. 2012. L'abstention sélective, ou pourquoi certains jeunes qui votent au fédéral boudent les élections municipales. *Revue canadienne de science politique* 45 (4) : 909-927.
- Dubois, P., M. Blanchard et F. Gélinau. (À paraître). Les déterminants individuels de la participation électorale aux élections générales québécoises de 2018. *Cahiers de recherche électorale et parlementaire*.
- Duval, D. 2005. Recension des écrits sur la participation électorale. *Études électorales*, Directeur général des élections du Québec.
- Élections Québec. s.d. La participation des jeunes au palier local. [En ligne]. Repéré à https://www.electionsquebec.qc.ca/francais/a-propos-de-nous/allocutions/allocutions_11_mai_2007.php
- Élections Québec. 2020a. Résultats – Élections générales. Repéré à <https://www.electionsquebec.qc.ca/francais/provincial/resultats-electoraux/elections-generales.php>
- Élections Québec. 2020b. Municipalités divisées en districts électoraux pour les élections générales du 7 novembre 2021. Repéré à <https://www.electionsquebec.qc.ca/francais/municipal/carte-electorale/liste-des-municipalites-divisees-en-districts-electoraux.php>
- Élections Québec. 2018. Rapport des résultats officiels du scrutin – Élections générales du 1^{er} octobre 2018. Repéré à https://www.electionsquebec.qc.ca/francais/popup/resultats_officiels_octobre_2018.php
- Élections Québec. 2014. Participation à l'élection générale du 7 avril 2014 - Stabilisation du taux de participation au Québec. Repéré à <https://www.electionsquebec.qc.ca/francais/actualite-detail.php?id=5789>
- Fao, R. S. et Y. Mounk. 2017. The Signs of Deconsolidation. *Journal of Democracy* 28 (1) : 5-15.
- Fédération des Chambres immobilières du Québec (FCIQ). 2017. Mot de l'économiste : le Québec affiche une légère hausse du taux de propriété, contrairement à l'ensemble du Canada. Repéré à https://www.fciq.ca/pdf/mot_economiste/369_me_112017.pdf
- Fondation pour l'alphabétisation. 2019. Analphabétisme du Québec. Repéré à <https://www.fondationalphabatisation.org/analphabetisme-les-causes/fausses-croyances/>
- Gélinau, F. 2019. Les jeunes, les élections et la démocratie au Québec : une réalité en pleine (r)évolution. Dans E. Montigny et F. Cardinal (dir.), *La révolution Z. Comment les jeunes transformeront le Québec*. Les Éditions La Presse.
- Gélinau, F. 2013. *Youth Heterogeneity and voter turnout*. Élections Canada.
- Gélinau, F. et A. Morin-Chassé. 2009. Les motifs de la participation électorale au Québec : Élection de 2008. *Cahiers de recherche électorale et parlementaire numéro 1*, Chaire de recherche sur la démocratie et les institutions parlementaires.
- Gélinau, F. et R. Teyssier. 2012. Le déclin de la participation électorale au Québec, 1985-2008. *Cahiers de recherche électorale et parlementaire numéro 6*, Chaire de recherche sur la démocratie et les institutions parlementaires.
- Guay, J.-H., A. Desbiens et E. Dostie-Goulet. 2014. Le vote des jeunes: les motifs de la participation électorale. Note de recherche préparée pour *Perspective monde*. Repéré à <http://perspective.usherbrooke.ca/bilan/notesrecherche/jeunesparticipationv2.pdf>

- Institut de la statistique du Québec. 2019. La population des régions administratives, des MRC et des municipalités du Québec en 2018. Repéré à <http://www.stat.gouv.qc.ca/statistiques/population-demographie//bulletins/coupdœil-no69.pdf>
- Institut du Nouveau Monde (INM). 2018. Participation électorale des milléniaux. Problématique, constats, leviers. Repéré à http://www.ledevoir.com/documents/pdf/07-05-rapport_millenariaux_INM.pdf
- Johnston, R. et J. S. Matthews. 2004. Social capital, age, and participation. Présentation faite à la réunion annuelle de l'Association canadienne de science politique à l'Université du Manitoba, 3 au 5 juin.
- Kanji, M. et K. Tannahill. 2013. Le malaise des Québécois : la confiance envers les institutions gouvernementales. Dans É. Bélanger, F. Bastien et F. Gélinau (dir.), *Les Québécois aux urnes. Les partis, les médias et les citoyens en campagne* (p. 75-87). Montréal : Les Presses de l'Université de Montréal.
- Koop, R. 2018. Electorate Size and Representational Communication in Canadian Cities. *Canadian Journal of Urban Research* 27 (2) : 14-24.
- Kouaou, A. 2013, 4 février. Sondage : ce que pensent les Québécois de la politique municipale. *Radio-Canada*. Repéré à <https://ici.radio-canada.ca/nouvelle/598804/sondage-politique-municipale>
- Kushner, J. et D. Siegel. 2006. Why Do Municipal Electors Not Vote?. *Canadian Journal of Urban Research* 15 (2) : 264-277.
- Lévesque, S. 1999. Participation électorale comparée et théorie des enjeux : les élections québécoises de 1970 à 1994. Mémoire de maîtrise, Université Laval.
- Mathieu, D. 2015. The Continued Relevance of Reception Analysis in the Age of Social Media. *Trípodos* 36 : 13-34.
- Mathieu, D. et T. Pavličková, 2017. Cross-media within the Facebook newsfeed: The role of the reader in cross-media uses. *Convergence: The International Journal of Research into New Media Technologies* 23 (4): 425-438.
- Mévellec, A. et M. Tremblay. 2016. *Genre et professionnalisation de la politique municipale. Un portrait des élues et élus du Québec*. Québec : Presses de l'Université du Québec.
- McClurg, S. D. 2003. Social Networks and Political Participation: The Role of Social Interaction in Explaining Political Participation. *Political Research Quarterly* 56 (4) : 449-464.
- McGregor, M. et Z. Spicer. 2014. The Canadian Homevoter : Propriety Values and Municipal Politics in Canada. *Journal of Urban Affairs* 38 (1) : 123-139.
- Miller, W. E. et J. M. Shanks. 1996. *The New American Voter*. Cambridge : Harvard University Press.
- Milner, H. 2004. La compétence civique – Comment les citoyens informés contribuent au bon fonctionnement de la démocratie. Sainte-Foy : Presses de l'Université Laval.
- Ministère des Affaires municipales et de l'Habitation (MAMH). s.d. Élections municipales 2017 – Résultats des élections pour les postes de maire et de conseiller. Repéré à <https://www.mamh.gouv.qc.ca/organisation-municipale/democratie-municipale/archives-des-resultats-des-elections-municipales/elections-municipales-2017/resultats-des-elections-pour-les-postes-de-maire-et-de-conseiller/>
- Ministère des Affaires municipales et de l'Habitation (MAMH). 2020. L'organisation municipale au Québec en 2020. Repéré à https://www.mamh.gouv.qc.ca/fileadmin/publications/organisation_municipale/organisation_territoriale/BRO_OrganisationMunicipale_2020.pdf
- Ministère des Affaires municipales et des Régions (MAMR). 2005. Profil des élus sans opposition aux élections municipales 2005 Analyses préliminaires à l'échelle du Québec. Repéré à https://www.mamh.gouv.qc.ca/fileadmin/publications/organisation_municipale/democratie_municipale/elec2005_profil_sans_opp.pdf
- Montigny, E. et K. Villeneuve-Siconnelly. 2019. La politique à la carte, sans carte de membre. Dans E. Montigny et F. Cardinal (dir.), *La révolution Z. Comment les jeunes transformeront le Québec*. Les Éditions La Presse.

- Nakhaie, M. R. 2006. Electoral Participation in Municipal, Provincial and Federal Elections in Canada. *Canadian Journal of Political Science* 39 (2) : 363-390.
- Netvitte, N., A. Blais, E. Gidengil et R. Nadeau. 2000. *Unsteady State, The 1997 Canadian Federal Election*. Don Mills, Ontario : Oxford University Press.
- Oliver, J. E. et S. E. Ha. 2007. Vote choice in suburban elections. *American Political Science Review* 101 (3): 393-408.
- Oliver J. E., S. E. Ha et Z. Callen. 2012. *Local Elections and the Politics of Small Scale Democracy*. Princeton and Oxford: Princeton University Press.
- Pammett, J. H. 1991. L'exercice du droit de vote au Canada. Dans H. Bakvis (dir.), *La participation électorale au Canada* (p. 39-72). Toronto/Montréal : Dundurn Press/Wilson & Lafleur, en collaboration avec la Commission royale sur la réforme électorale et le financement des partis.
- Pammett, J. H., et L. LeDuc. 2003. Pourquoi la participation décline aux élections fédérales canadiennes : un nouveau sondage des non-votants. *Élections Canada*.
- Pammett, J. H., et L. LeDuc. 2004. Behind the Turnout Decline. Dans J. Pammett et C. Dornan (dir.), *The Canadian General Election of 2004* (p. 338-360). Toronto : Dundurn Press.
- Pattie, C. J., et R. J. Johnston. 2003. Civic literacy and falling electoral turnout: The United Kingdom 1992-1997. *Canadian Journal of Political Science* 36 (3) : 579-599.
- Prior, M. 2007. *Post-Broadcast Democracy. How Media Choice Increases Inequality in Political Involvement and Polarizes Elections*. Cambridge: Cambridge University Press.
- Prince, M. J. 2012. La participation électorale des électeurs handicapés : Analyse comparative des pratiques canadiennes. *Élections Canada*. Repéré à http://www.elections.ca/res/rec/part/spe/dis_f.pdf
- Sampson, X. 2017, 14 octobre. Élections municipales : plus de 4300 maires et conseillers déjà élus. *Radio-Canada*. Repéré à <https://ici.radio-canada.ca/nouvelle/1061293/election-sans-opposition-municipales-2017-maires-conseillers>
- Schur, L. A. 1998. Disability and the Psychology of Political Participation. *Journal of Disability Studies* 9 (2) : 3-31.
- Smets, K. 2016. Revisiting the political life-cycle model: later maturation and turnout decline among young adults. *European Political Science Review* 8 (2): 225-249.
- SOM. 2004. Étude sur l'exercice du droit de vote et le financement politique. *Directeur général des élections du Québec*.
- Steben-Chabot, J. 2016. « Ça me tentait pas » : Exploration des mots des jeunes abstentionnistes au Québec. Une analyse qualitative de l'abstentionnisme chez les jeunes électeurs québécois. *Cahiers de recherche électorale et parlementaire numéro 11*, Chaire de recherche sur la démocratie et les institutions parlementaires.
- Taylor, Z. et G. Eidelman. 2010. Canadian Political Science and the City: A Limited Engagement. *Canadian Journal of Political Science* 43 (4): 961-981.
- Uppal, S. et S. LaRochelle-Côté. 2012. Facteurs associés à la participation électorale. Dans *L'emploi et le revenu en perspective*, Statistique Canada. Repéré à <https://www150.statcan.gc.ca/n1/fr/pub/75-001-x/2012001/article/11629-fra.pdf?st=nsxgAA2J>
- Vallet, S. 2018, 27 mars. Sondage Ipsos-La Presse: les Québécois ont soif de changement. *La Presse*. Repéré à <https://www.lapresse.ca/actualites/politique/politique-quebecoise/201805/27/01-5183394-sondage-ipsos-la-presse-les-quebecois-ont-soif-de-changement.php>
- Webb, P., D. Farrell et I. Holliday. 2002. *Political parties in Advanced Industrial Democracies*. Oxford: Oxford University Press.

Annexe I – Questions utilisées par chapitre

Chapitre 1

- En quelle année êtes-vous né?
- Êtes-vous? [Homme/Femme/Autre]
- Quel est le plus haut niveau de scolarité que vous avez complété?
- Laquelle des options suivantes décrit le mieux le revenu annuel avant impôt de votre ménage?
- Quelle est la première langue que vous avez apprise et que vous comprenez toujours?
- Êtes-vous né(e) au Canada?
- Êtes-vous...? [Choix de groupe ethnique]
- Combien des personnes dans votre ménage ont moins de 18 ans?
- Présentement, êtes-vous un travailleur autonome, à l'emploi d'un employeur, sans travail ou en recherche d'emploi, un étudiant, au foyer pour votre famille, ou autre?

Chapitre 2 – Importance accordée à la participation électorale

Voici une liste d'éléments qui peuvent décrire la façon dont les gens voient les élections municipales. Veuillez indiquer si vous êtes d'accord avec les énoncés suivants :

- Voter n'est pas seulement un droit, mais c'est aussi un devoir
- Les gens ont le droit de ne pas voter
- Voter me rend fier/ère

Chapitre 2 – L'habitude de voter

- Avez-vous voté lors des élections municipales précédentes qui ont eu lieu en novembre 2013?
- En pensant aux élections municipales, provinciales et fédérales depuis que vous avez le droit de voter, à quelle fréquence avez-vous voté?
- Si vous repensez à la première fois que vous avez voté, à quel palier de gouvernement ce vote a-t-il eu lieu?
- Quel âge aviez-vous la première fois que vous avez voté?

Voici une liste d'éléments qui peuvent décrire la façon dont les gens voient les élections municipales. Veuillez indiquer si vous êtes d'accord avec les énoncés suivants :

- Voter est pour moi une habitude.

Chapitre 3

- Quelle(s) ont été vos principales sources d'information à propos des candidat(e)s et leurs programmes lors des récentes élections municipales ? Cochez tout ce qui s'applique.
- Est-ce que vous connaissiez le nom des candidat(e)s à la mairie dans votre municipalité?
- Est-ce que vous connaissiez le nom des candidat(e)s au poste de conseiller-ère dans votre municipalité?
- Diriez-vous que vous connaissiez le programme et les projets des candidat(e)s à la mairie?
- Diriez-vous que vous connaissiez le programme et les projets des candidat(e)s au poste de conseiller-ère?
- D'après vous, quel est votre niveau de connaissance des responsabilités de votre municipalité?
- Vous sentiez-vous suffisamment informé(e) pour faire un choix éclairé lors des élections municipales?
- Voici une liste d'éléments qui peuvent décrire la façon dont les gens voient la politique municipale en général. Veuillez indiquer si vous êtes d'accord avec les énoncés suivants :
- Parfois, la politique municipale et le fonctionnement du conseil semblent si compliqués qu'il est difficile de vraiment comprendre ce qui se passe.

Chapitre 4

- Vous-même, avez-vous déjà songé à vous présenter aux élections municipales?
- En règle générale, êtes-vous intéressé(e) par la politique municipale?
- Les gouvernements prennent des décisions susceptibles d'avoir un impact sur la vie des citoyens et des citoyennes. Selon vous, à quel point les décisions prises par votre conseil municipal ont un impact sur vous?
- Voici une liste d'éléments qui peuvent décrire la façon dont les gens voient la politique municipale en général. Veuillez indiquer si vous êtes d'accord avec les énoncés suivants :
- Les responsabilités des municipalités ne sont pas suffisamment importantes pour qu'on s'y intéresse.

Chapitre 5

- Dans l'ensemble, êtes-vous satisfait(e) de la façon dont la démocratie fonctionne dans votre municipalité?

Voici une liste d'éléments qui peuvent décrire la façon dont les gens voient la politique municipale en général. Veuillez indiquer si vous êtes d'accord avec les énoncés suivants :

- En général, le maire ou la mairesse perd contact avec les citoyens une fois élus.
- En général, les conseillers et les conseillères municipaux perdent contact avec les citoyens une fois élus.
- Le conseil municipal ne se préoccupe pas beaucoup de ce que les gens comme vous pensent.
- La plupart du temps, nous pouvons avoir confiance que les gens du conseil municipal feront ce qui est juste.
- Les élus municipaux sont trop influencés par les gens riches.
- Les responsabilités des municipalités ne sont pas suffisamment importantes pour qu'on s'y intéresse.
- Les élus municipaux reflètent la diversité de votre municipalité.

Chapitre 6

- Dans votre municipalité, y a-t-il des candidat(e)s qui se sont présenté(e)s en équipe ou via un parti politique municipal?
- D'après vous, même si tous les candidat(e)s se sont présentés comme indépendants dans votre municipalité, existe-t-il un lien suffisamment fort entre certains candidat(e)s qui vous permettrait de dire qu'ils font partie d'une équipe politique?
- Est-ce que vous vous sentiez proche d'une équipe ou d'un parti présent dans votre municipalité?
- Voici une liste d'éléments qui peuvent décrire la façon dont les gens voient la politique municipale en général. Veuillez indiquer si vous êtes d'accord avec les énoncés suivants :
- Les partis politiques municipaux sont la meilleure façon de représenter les intérêts des citoyens.

Chapitre 7

- Dans certaines municipalités, des maires et des mairesses ont été élus sans qu'il y ait de vote lors d'une élection puisqu'aucun(e) autre candidat(e) ne s'est présenté(e). Veuillez indiquer si cela vous pose un problème un du point de vue de la démocratie ?
- Voici une liste d'éléments qui peuvent décrire la façon dont les gens voient la politique municipale en général. Veuillez indiquer si vous êtes d'accord avec les énoncés suivants.
- Tous les candidat(e)s aux élections municipales se ressemblent; il n'y a pas vraiment de choix.
- Voici une liste d'éléments qui peuvent décrire la façon dont les gens voient les élections municipales. Veuillez indiquer si vous êtes d'accord avec les énoncés suivants :
- Mon vote peut faire la différence sur les résultats à la mairie.
- Mon vote peut faire la différence sur les résultats au poste de conseiller municipal.
- Voici une liste d'éléments qui peuvent décourager certaines personnes de se présenter comme candidat(e) aux élections municipales. Veuillez indiquer si vous êtes d'accord avec les énoncés suivants :
- Il est trop difficile de remporter une élection contre les élu(e)s déjà en place.

Chapitre 8

- Depuis combien de temps vivez-vous dans cette municipalité?
- Comment décririez-vous votre sentiment d'appartenance à votre municipalité?
- Depuis combien de temps vivez-vous dans ce logement?
- Au cours des 12 derniers mois, avez-vous fait du bénévolat pour un organisme comme une école, une organisation religieuse, ou une association sportive ou communautaire?

Chapitre 9 – L'influence de l'entourage

- En dehors des élections, à quelle fréquence parlez-vous de politique municipale avec votre entourage?
- Voici une liste d'éléments qui peuvent décrire la façon dont les gens voient les élections municipales. Veuillez indiquer si vous êtes d'accord avec les énoncés suivants :
- Si je ne vais pas voter, cela va se savoir auprès de ma famille ou de mes amis.
 - Voter est important aux yeux de ma famille ou de mes amis.
 - Quand je vote, je sens de la reconnaissance de la part de ma famille et mes amis.

Chapitre 9 – L'isolement social

- En pensant à tous vos ami(e)s, au cours du dernier mois : combien de fois avez-vous vu n'importe lequel de vos ami(e)s?
- En général, diriez-vous que vous pouvez faire confiance aux gens ou diriez-vous que vous devez être vigilant(e) dans vos relations avec les gens?

Chapitre 10

- Êtes-vous propriétaire de votre logement?
- Selon vous, les décisions de votre conseil municipal ont-elles eu une influence sur la valeur marchande de votre résidence?
- Depuis sa dernière révision, votre compte de taxes a-t-il augmenté ou diminué?

Annexe II – légende des tailles de municipalité

Catégories	Population
Très petite	Moins de 5000 habitants
Petite	Entre 5000 et 19 999 habitants
Moyenne	Entre 20 000 et 99 999 habitants
Grande	100 000 habitants et plus